

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 164 N° 29	<b>TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI</b>	Mahana 10 no Eperera 2015
-----------------------	---	------------------------------

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

	Pages
Arrêté n° 677 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 667 du 1er février 2015 portant nomination des membres du comité technique spécial du vice-rectorat en Polynésie française .....	3000
Arrêté n° 680 du 25 mars 2015 portant modification de l'arrêté n° 670 du 1er février 2015, modifiant l'arrêté n° 655 BVR/SG du 15 décembre 2014 relatif à la nomination des membres de la commission paritaire des instituteurs et des professeurs des écoles des corps de l'Etat pour la Polynésie française.....	3000
Arrêté n° 681-2015 VR du 27 mars 2015 portant délégation de signature aux fonctionnaires du vice-rectorat de Polynésie française .....	3001
Arrêté n° HC 10 IDV du 30 mars 2015 portant agrément de M. Gaston Tunoa, directeur de la sécurité publique et du citoyen de la commune de Teva I Uta.....	3002
Arrêté n° HC 11 IDV du 30 mars 2015 portant agrément de M. Jéhriel Roger Teria-Mercier, grade "agent de sécurité publique" du cadre d'emploi "Exécution" de la fonction publique communale .....	3003
Arrêté n° HC 488 SGAP du 30 mars 2015 portant organisation des épreuves écrites d'admissibilité du concours externe et interne pour le recrutement de techniciens de police technique et scientifique de la police nationale, session 2015 .....	3003
Arrêté n° 2015 SG 683 du 31 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 2013 SG 2 du 9 décembre 2013 portant règlement intérieur relatif au temps de travail des personnels en fonction dans les services du vice-rectorat de Polynésie française .	3004
Arrêté n° HC 521 DIE du 1er avril 2015 relatif aux décisions prises par le comité des finances locales dans sa séance du 24 mars 2015.....	3005

##### EXTRAITS

Arrêté n° 489 DIE/FIP du 30 mars 2015 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 3 890 483 F CFP, soit 32 602,25 euros à la commune de Tumaraa pour le financement de l'opération "Pose de nouveaux compteurs d'eau, tranche 1, volet AEP, année de programmation : 2014.....	3027
--	------

#### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

##### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrête n° 369 CM du 1er avril 2015 portant nomination de Mme Tiriana Zavan en qualité de chef du service de l'imprimerie officielle par intérim .....	3028
---	------

Arrête n° 370 CM du 1er avril 2015 portant nomination de Mlle Tania Tehei en qualité de chef du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles par intérim .....	3028
Arrête n° 371 CM du 1er avril 2015 portant virement de crédits au sein du chapitre 968 "Culture et patrimoine" .....	3029
Arrête n° 372 CM du 1er avril 2015 portant virement de crédits au sein du chapitre 971 "Vie sociale" .....	3029
Avis n° 373 CM du 1er avril 2015 sur le projet de décret définissant les conditions dans lesquelles le prêteur et l'assureur délégué s'échangent les informations préalables à la souscription des contrats et portant application de l'article L. 312-9 du code de la consommation .....	3030
Avis n° 374 CM du 1er avril 2015 sur le projet de décret relatif aux personnels qualifiés de marins, de gens de mer autres que marins et ceux ne relevant pas de gens de mer .....	3030
Arrête n° 375 CM du 1er avril 2015 fixant les règles de fonctionnement de la commission consultative de la perliculture .....	3030
Avis n° 376 CM du 2 avril 2015 sur le projet d'arrêté fixant les modalités d'organisation des concours de recrutement de professeurs des écoles du corps de l'Etat créé pour la Polynésie française .....	3031
Avis n° 377 CM du 2 avril 2015 portant avis favorable à la nomination de M. Eric Bourgeois au comité territorial de l'audiovisuel de la Polynésie française .....	3033
Arrêté n° 378 CM du 2 avril 2015 portant affectation de la parcelle dépendant de la terre Utuku Tiia, cadastrée commune de Nuku Hiva, section de commune de Hatiheu, section CO n° 7, au profit de la commune de Nuku Hiva .....	3033
Arrêté n° 379 CM du 2 avril 2015 mettant fin de manière anticipée à l'arrêté n° 1066 CM du 26 septembre 2006 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime sis à Nunue, commune de Bora Bora au profit de la SCI Tearea .....	3034
Arrêté n° 380 CM du 2 avril 2015 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Institut Louis-Malardé pour l'acquisition d'un laboratoire de haute sécurité (NSB3) - 1re tranche .....	3035
Arrêté n° 381 CM du 2 avril 2015 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association du festival international du film documentaire océanien (AFIFO) pour la prise en charge des frais liés à l'organisation des ateliers du programme des scolaires .....	3035
Arrêté n° 382 CM du 2 avril 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Taputu pour le bimestre juillet-août 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu ..	3036
Arrêté n° 383 CM du 2 avril 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Taputu pour le bimestre septembre-octobre 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu .....	3037
Arrêté n° 384 CM du 2 avril 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Taputu pour le bimestre novembre-décembre 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu .....	3038
Arrêté n° 385 CM du 2 avril 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Taputu pour le bimestre janvier-février 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu .....	3039
<b>EXTRAITS</b>	
Arrêté n° 386 CM du 2 avril 2015 rendant exécutoire la délibération n° 2-2015 EVT du 5 février 2015 de l'établissement public Vanille de Tahiti portant adoption du budget primitif pour l'exercice 2015 .....	3041
Arrêté n° 387 CM du 2 avril 2015 rendant exécutoire la délibération n° 3-2015 EVT du 5 février 2015 de l'établissement public Vanille de Tahiti modifiant la délibération n° 2-2014 EVT portant fixation des tarifs des produits, des prestations de service et des locations d'engins .....	3047
Arrêté n° 388 CM du 2 avril 2015 rendant exécutoire la délibération n° 1-15 CA/EGAT du 4 mars 2015 portant approbation de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses de l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva pour l'exercice 2015 .....	3048
Arrêté n° 389 CM du 2 avril 2015 rendant exécutoire la délibération n° 2-15 CA/EGAT du 4 mars 2015 fixant la tarification du droit de tapis applicable aux professeurs de golf agréés par l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva .....	3052

Arrêté n° 390 CM du 2 avril 2015 rendant exécutoire la délibération n° 3-15 CA/EGAT du 4 mars 2015 fixant la tarification des prestations golfiques de l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva .....	3054
--	------

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

**Ministère du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine**

Arrêté n° 3005 MLV du 2 avril 2015 portant affectation d'une parcelle cadastrée commune de Fakarava, commune associée de Niau, section OB n° 94, au profit de la direction de l'équipement .....	3056
--	------

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Loi n° 2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat. (JORF du 1er avril 2015) .....	3057
Décret n° 2015-372 du 31 mars 2015 relatif au socle commun de connaissances, de compétences et de culture. (JORF du 2 avril 2015) .....	3063
Arrêté interministériel du 23 mars 2015 relatif à l'information aéronautique. (JORF du 31 mars 2015) .....	3069

### EXTRAITS

Décret n° 2015-349 du 27 mars 2015 relatif à l'habilitation et à l'assermentation des agents de l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information et pris pour l'application de l'article L. 2321-3 du code de la défense. (JORF du 29 mars 2015) .....	3071
---	------

### ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

Service de l'urbanisme. — 1° Rectificatif n° 14-932-2 MET.AU du 1er avril 2015 de l'autorisation de travaux immobiliers n° 14-932-1 MET.AU du 24 février 2015 concernant la nature de la construction .....	3071
2° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Sous-le-Vent pour la période du 16 au 20 mars 2015 .....	3071

## PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales. ....	3073
Annonces diverses .....	3077
Annonces marchés publics .....	3085

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**ARRETE n° 677 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 667 du 1er février 2015 portant nomination des membres du comité technique spécial du vice-rectorat de Polynésie française.**

Le vice-recteur de Polynésie française, inspecteur d'académie, inspecteur pédagogique régional de l'éducation nationale,

Vu la loi n° 83- 634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu le décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 modifié relatif aux conditions et modalités de recours au vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique d'Etat ;

Vu l'arrêté n° 373 du 13 octobre 2014 portant création du comité technique spécial du vice-rectorat de Polynésie française ;

Vu le procès-verbal de dépouillement en date du 8 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté n° 667 du 1er février 2015 portant nomination des membres du comité technique spéciale du vice-rectorat de Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 661 du 1er février 2015 sont remplacées comme suit :

#### A - Représentants de l'administration

##### a) Membres titulaires :

1. M. Jean-Louis Baglan, vice-recteur ;
2. M. Christian Climent-Pons, secrétaire général du vice-rectorat.

##### b) Membres suppléants :

1. M. Arnaud Le-Petit, secrétaire général adjoint au vice-rectorat ;
2. Mme Géraldine Tarde, directrice des ressources humaines du vice-rectorat.

Art. 2.— Le reste sans changement.

Art. 3.— Le secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2015.  
Jean-Louis BAGLAN.

**ARRETE n° 680 du 25 mars 2015 portant modification de l'arrêté n° 670 du 1er février 2015, modifiant l'arrêté n° 655 BVR/SG du 15 décembre 2014 relatif à la nomination des membres de la commission paritaire commune des instituteurs et des professeurs des écoles des corps de l'Etat pour la Polynésie française.**

Le vice-recteur de Polynésie française, inspecteur d'académie, inspecteur pédagogique régional de l'éducation nationale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'éducation, notamment son article R. 263-2 ;

Vu la loi n° 66-496 du 11 juillet 1966 modifiée relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 82-622 du 19 juillet 1982 modifié fixant les dispositions statutaires applicables au corps des instituteurs de la Polynésie française ;



Vu le décret n° 85-899 du 21 août 1985 modifié relatif à la déconcentration de certaines opérations de gestion du personnel relevant du ministère de l'éducation nationale ;

Vu le décret n° 90-680 du 1er août 1990 modifié relatif au statut particulier de corps des professeurs des écoles ;

Vu le décret n° 90-6770 du 31 août 1990 modifié relatif aux commissions administratives paritaires communes aux corps des instituteurs et des professeurs des écoles ;

Vu l'arrêté n° 200 du 19 septembre 2014 portant création de la commission paritaire commune des instituteurs et des professeurs des écoles des corps de l'Etat pour la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal de dépouillement en date du 8 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté n° 655 VR/SG du 15 décembre 2014 relatif à la nomination des membres de la commission paritaire commune des instituteurs et des professeurs des écoles des corps de l'Etat pour la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 670 du 1er février 2015 portant modification de l'arrêté n° 655 BVR/SG du 15 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 670 du 1er février 2015 sont remplacées comme suit :

#### A - Représentants de l'administration

##### a) Membres titulaires :

1. M. Jean-Louis Baglan, vice-recteur ;
2. Mme Nicole Sanquer-Fareata, ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur ;
3. M. Christian Climent-Pons, secrétaire général du vice-rectorat ;
4. M. Manuel Silveira, directeur général de l'éducation et des enseignements ;
5. Mme Géraldine Tarde, directrice des ressources humaines du vice-rectorat ;
6. Mme Esther Tang, direction générale de l'éducation et des enseignements.

##### b) Membres suppléants :

1. M. Arnaud Le-Petit, secrétaire général adjoint du vice-rectorat ;
2. M. Ernest Marchal, directeur adjoint en charge des enseignements ;
3. Mme Dominique Salard, directrice de cabinet du vice-rectorat ;
4. M. Arnaud Provo, direction générale de l'éducation et des enseignements ;
5. M. Nicolas Canales, conseiller juridique du vice-rectorat ;
6. M. Moana Greig, inspecteur de l'éducation nationale.

Art. 2. — Le reste sans changement.

Art. 3. — Le secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2015.

La ministre de l'éducation,  
et de l'enseignement supérieur  
Nicole SANQUER-FAREATA.

Le vice-recteur  
de Polynésie française,  
Jean-Louis BAGLAN.

## ARRETE n° 681-2015 VR du 27 mars 2015 portant délégation de signature aux fonctionnaires du vice-rectorat de Polynésie française.

Le vice-recteur de Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française modifiée par l'ordonnance n° 2005-432 du 6 mai 2005 ;

Vu le décret n° 99-445 du 31 mai 1999 portant création de l'université de la Polynésie française et de l'université de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret n° 2004-703 du 13 juillet 2004 relatif aux dispositions réglementaires des livres Ier et II du code de l'éducation ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2014-299 du 6 mars 2014 portant diverses mesures de déconcentration pour la gestion de certains personnels enseignants du second degré mis à disposition de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2014-1232 du 22 octobre 2014 modifiant le décret n° 2009-920 du 28 juillet 2009 modifiant les dispositions réglementaires du chapitre IV du titre Ier du livre IX du code de l'éducation et portant extension de ces dispositions à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 8 février 2010 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé de l'éducation nationale aux vice-recteurs des îles Wallis et Futuna, de Mayotte, de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française en matière de recrutement et de gestion de certains personnels titulaires et stagiaires du ministère de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 2013 des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche, affectant M. Christian Climent-Pons, administrateur civil, au vice-rectorat de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 6 septembre 2013 des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche portant affectation de M. Arnaud Le Petit, attaché principal d'administration du ministère de l'intérieur et de l'outre-mer nommé par voie de détachement dans le corps des attachés d'administration de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, au vice-rectorat de Polynésie française à compter du 1er octobre 2013 ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2014 du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche affectant Mme Géraldine Tarde, attachée principale d'administration, au vice-rectorat de la Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général du vice-rectorat,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à M. Christian Climent-Pons, administrateur civil hors classe, secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française, à l'effet de signer au nom du vice-recteur dans les matières suivantes :

**A - ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TECHNIQUE PUBLIC**

- tous actes administratifs intéressant la gestion des personnels enseignants et non enseignants titulaires rémunérés par imputation sur le budget du ministère de l'éducation nationale ;
- tous actes administratifs intéressant la gestion des personnels enseignants et non enseignants auxiliaires ou contractuels rémunérés par imputation sur le budget du ministère de l'éducation nationale.

**B - ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET TECHNIQUE PRIVE**

Placés sous le régime des lois n° 59-1557 du 31 décembre 1959 et n° 77-1285 du 25 novembre 1977 et des décrets n° 2006-726 du 22 juin 2006 et n° 2009-920 du 28 juillet 2009 :

- tous actes administratifs intéressant la gestion des personnels enseignants titulaires, mis à la disposition des enseignements privés et rémunérés par imputation sur le budget du ministre de l'éducation nationale ;
- tous actes administratifs intéressant la gestion des personnels enseignants contractuels ou auxiliaires rémunérés sur le budget du ministère de l'éducation nationale.

**C - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**

- tous actes administratifs intéressant la gestion des personnels enseignants et non enseignants titulaires rémunérés par imputation sur le budget du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- tous actes administratifs intéressant la gestion des personnels enseignants et non enseignants auxiliaires ou contractuels rémunérés par imputation sur les budgets des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche.

**D - SERVICES ADMINISTRATIFS**

- tous actes administratifs intéressant la gestion des fonctionnaires de l'Etat d'inspection, administratifs, ouvriers, de recherche et de formation en service sur le territoire de la Polynésie française et rémunérés par imputation sur les budgets des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian Climent-Pons, la délégation de signature qui lui est consentie à l'article 1er sera exercée dans les mêmes conditions par M. Arnaud Le-Petit, secrétaire général adjoint du vice-rectorat de Polynésie française.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de MM. Christian Climent-Pons et M. Arnaud Le-Petit, la délégation de signature consentie à M. Christian Climent-Pons sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Géraldine Tarde, directrice des ressources humaines. En cas d'absence ou d'empêchement, par Mme Mélina Tehaamoana, adjointe à la directrice des ressources humaines.

Art. 3.— L'arrêté n° 658-2015 VR du 1er février 2015 portant délégation de signature aux fonctionnaires du vice-rectorat de Polynésie française est abrogé.

Art. 4.— Le secrétaire général du vice-rectorat est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 mars 2015.  
Jean-Louis BAGLAN.

**ARRETE n° HC 10 IDV du 30 mars 2015 portant agrément de M. Gaston Tunoa, directeur de la sécurité publique et du citoyen de la commune de Teva I Uta.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs, notamment l'article 72 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 4-11 du 24 janvier 2011 portant nomination de M. Gaston Tunoa en qualité de directeur de la sécurité publique et du citoyen de la commune de Teva I Uta à compter du 1er juillet 2014 ;

Vu la lettre n° 194-14 TIU du 25 juillet 2014 du maire de la commune de Teva I Uta formulant la demande d'agrément de M. Gaston Tunoa ;

Vu la décision d'agrément n° 839 MC 14 du 11 février 2015 du procureur de la République ;

Sur proposition du chef de la subdivision des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,

Arrête :

Article 1er.— M. Gaston Tunoa, né le 6 septembre 1966 à Papeete, directeur de la sécurité publique et du citoyen de la commune de Teva I Uta, est agréé à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de la commune de Teva I Uta sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à :

- M. Gaston Tunoa, par les soins du maire ;
- M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française.

Art. 3.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de trois mois à compter de la date de sa notification.

Fait à Papeete, le 30 mars 2015.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives  
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,*  
Christophe LOTIGIE.

**ARRETE n° HC 11 IDV du 30 mars 2015 portant agrément de M. Jéhiel Roger Teria Mercier, grade "agent de sécurité publique" du cadre d'emploi "Exécution" de la fonction publique communale.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs, notamment l'article 72 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 22-14 du 11 juin 2014 portant nomination de M. Jéhiel Roger Teria Mercier en qualité de fonctionnaire stagiaire dans le cadre d'emploi "Exécution" à compter du 1er juillet 2014 ;

Vu la lettre n° 194-14 TIU du 25 juillet 2014 du maire de la commune de Teva I Uta formulant la demande d'agrément de M. Jéhiel Roger Teria Mercier, auxiliaire de la police municipale de Teva I Uta ;

Vu la décision d'agrément n° 839 MC 14 du 11 février 2015 du procureur de la République ;

Sur proposition du chef de la subdivision des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,

Arrête :

Article 1er.— M. Jéhiel Roger Teria Mercier, né le 21 mai 1992 à Papeete, auxiliaire de police municipale, grade "agent de sécurité publique" du cadre d'emploi "Exécution" de la fonction publique communale, est agréé à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de la commune de Teva I Uta sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à :

- M. Jéhiel Roger Teria Mercier, par les soins du maire ;
- M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française.

Art. 3.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de trois mois à compter de la date de sa notification.

Fait à Papeete, le 30 mars 2015.

Pour le haut-commissaire  
et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives  
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,*  
Christophe LOTIGIE.

**ARRETE n° HC 488 SGAP du 30 mars 2015 portant organisation des épreuves écrites d'admissibilité du concours externe et interne pour le recrutement de techniciens de police technique et scientifique de la police nationale, session 2015.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2005-901 du 2 août 2005 relative aux conditions d'âge dans la fonction publique et instituant un nouveau parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée relative à la sécurité ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 modifiée pour la sécurité intérieure ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 90-709 du 1er août 1990 portant suppression des limites d'âge applicables aux recrutements par concours interne, dans les corps de la fonction publique d'Etat ;

Vu le décret n° 95-1197 du 6 novembre 1995 modifié portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

Vu le décret n° 96-273 du 26 mars 1996 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux techniciens de laboratoire des administrations de l'Etat et de ses établissements publics ;

Vu le décret n° 2005-1124 du 6 septembre 2005 pris pour l'application de l'article 17-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 et fixant la liste des enquêtes administratives donnant lieu à la consultation des traitements automatisés de données personnelles mentionnés à l'article 230-6 du code de procédure pénale ;

Vu le décret n° 2005-1204 du 26 septembre 2005 modifié portant statut particulier du corps des techniciens de police technique et scientifique de la police nationale ;

Vu le décret n° 2006-1780 du 23 décembre 2006 modifié portant délégation de pouvoir en matière de recrutement et de gestion de certains personnels relevant du ministère de l'intérieur ;

Vu le décret n° 2007-196 du 13 février 2007 modifié relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2007 fixant les équivalences de diplômes requises pour se présenter au concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique subordonnés à la possession de diplômes ou titres sanctionnant un niveau d'études déterminé relevant d'une formation générale ou de plusieurs spécialités de formation ;

Vu l'arrêté du 27 août 2010 portant déconcentration en matière de gestion des fonctionnaires des corps techniques et scientifiques de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2013 relatif à l'organisation, à la nature et au programme des épreuves des concours de technicien de police technique et scientifique de la police nationale ;

Vu l'arrêté du 20 janvier 2015 autorisant l'ouverture des concours de technicien de police technique et scientifique de la police nationale, session 2015 ;

Vu l'instruction n° 3807 du 27 août 1987, n° 78-94 du 26 août 1994 et note n° 97-299 DAPN/FORM/SFR/BR du 9 avril 1997 relatives aux enquêtes de recrutement aux emplois de la police nationale ;

Vu l'instruction n° D. 201-222 DRCPN/SDFDC/DREC/DOCEP du 3 février 2015 relative au recrutement de techniciens de police technique et scientifique de la police nationale, session 2015 ;

Sur proposition de la secrétaire générale adjointe pour l'administration de la police,

### Arrête

Article 1er.— Les épreuves écrites d'admissibilité du concours externe et interne pour le recrutement de techniciens de police technique et scientifique de la police nationale, session 2015, se dérouleront comme suit :

Centre d'examen	Lieu	Date	Epreuves et horaires
Camp de la gendarmerie	FAA'A	Mardi 19 mai 2015 au mercredi 20 mai 2015	MISE EN LOGE DE 20h00 à 07h00
		Mercredi 20 mai 2015	<p>EXTERNE : Appel à 06h30</p> <p>Questions de cours et/ou questions pratiques et/ou de problèmes se rapportant à la spécialité choisie de 07h00 à 10h00 (durée 3 heures - coefficient 2)</p> <p>INTERNE : Appel à 06h30</p> <p>Etude d'un dossier technique se rapportant à la spécialité choisie de 07h00 à 10h00 (durée 3 heures - coefficient 2)</p> <p>EXTERNE ET INTERNE : Appel à 11h00</p> <p>Tests psychotechniques de 11h30 à 13h30 (durée 2 heures)</p>
		Mercredi 20 mai 2015 au jeudi 21 mai 2015	MISE EN LOGE DE 20h00 à 07h00
		Jeudi 21 mai 2015	<p>EXTERNE : Appel à 06h30</p> <p>Etude d'un dossier documentaire de 07h00 à 09h00 (durée 2 heures - coefficient 1)</p> <p>INTERNE : Appel à 06h30</p> <p>Questionnaire à choix multiple et/ou questions à courtes réponses de 07h00 à 08h00 (durée 1 heure - coefficient 1)</p>

Art. 2.— La secrétaire générale adjointe pour l'administration de la police et le chef du secrétariat général pour l'administration de la police de Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mars 2015.

Pour le haut-commissaire,

par délégation :

*La secrétaire adjointe*

*pour l'administration de la police,*

Marie BAVILLE.

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de la justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de trois mois, à compter de la date de sa publication.

**ARRETE n° 2015 SG 683 du 31 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 2013 SG 2 du 9 décembre 2013 portant règlement intérieur relatif au temps de travail des personnels en fonction dans les services du vice-rectorat de Polynésie française.**

Le vice-recteur de Polynésie française,

Vu le code de l'éducation,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 84-972 du 26 octobre 1984 relatif aux congés annuels des fonctionnaires de l'Etat ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2002-634 du 29 avril 2002 portant création du compte-épargne temps dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 15 janvier 2002 portant application du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans les services déconcentrés et établissements relevant du ministère de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté du 15 janvier 2002 portant application du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 et relatif à l'organisation du travail dans les services déconcentrés et établissements relevant du ministère de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté du 4 novembre 2005 fixant la journée de solidarité pour les personnels relevant du ministre de l'éducation nationale ;

Vu l'avis du comité technique spécial du vice-rectorat de Polynésie Française en sa séance du 3 décembre 2013 ;

Sur proposition du secrétaire général,

Arrête :

Article 1er. — Le deuxième paragraphe de l'article 5 du règlement intérieur relatif au temps de travail applicable aux personnels en fonction dans les services du vice-rectorat de Polynésie française est complété comme suit :

"Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre 4 heures consécutives sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de quinze minutes".

Art. 2. — Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le 1er mai 2015.

Art. 3. — Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 mars 2015.  
Jean-Louis BAGLAN.

**ARRETE n° HC 521 DIE du 1er avril 2015 relatif aux décisions prises par le comité des finances locales dans sa séance du 24 mars 2015.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté n° HC 1054 DIE du 24 juin 2014 portant désignation des membres du comité des finances locales de la Polynésie française modifié par l'arrêté n° HC 2003 DIE du 9 octobre 2014 ;

Vu l'arrêté n° HC 694 DIPAC du 16 mai 2011 relatif aux décisions prises par le comité des finances locales dans sa séance du 31 mars 2011 ;

Vu l'arrêté n° HC 491 DIPAC du 29 mars 2012 relatif aux décisions prises par le comité des finances locales dans sa séance du 8 mars 2012 ;

Vu l'arrêté n° HC 350 DIPAC du 21 mars 2013 relatif aux décisions prises par le comité des finances locales dans sa séance du 28 février 2013, complété par n° HC 1026 DIPAC du 18 avril 2013 ;

Vu l'arrêté n° HC 2343 DIE du 28 novembre 2014 relatif aux décisions prises par le comité des finances locales dans sa séance du 12 novembre 2014 ;

Vu les décisions prises par le comité des finances locales lors de sa réunion du 24 mars 2015,

Arrête

#### CHAPITRE 1er : Bilan du FIP

Article 1er. — Le bilan de l'exercice 2014 du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) est approuvé, le compte administratif est joint en annexe 1 du présent arrêté.

#### CHAPITRE 2 : Les ressources du FIP

Art. 2. — Le montant des ressources 2015 du FIP, retracé dans le tableau ci-après et exprimé en F CFP, est approuvé :

RECETTES		
PREVISION DE L'EXERCICE	Subvention Etat	953 834 138
	Quote-part Polynésie française	13 654 913 400
	Reliquat relatif à l'article 52 (régularisation du compte administratif 2013 comprise)	1 000 000 000
	DTIC	1 080 572 792
	<b>TOTAL</b>	<b>16 689 320 330</b>
REPORT DES EXERCICES ANTERIEURS	Résultat 2014	4 002 969 803
	Remboursement trop-perçu	628 509
	<b>TOTAL</b>	<b>4 003 598 312</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>20 692 918 642</b>

#### CHAPITRE 3 : Les dépenses du FIP

Paragraphe 1 : Les dépenses relevant de la section 1 du FIP

Sous-paragraphe 1 : Les dotations non affectées

Art. 3. — Les dotations non affectées en fonctionnement et en investissement au titre de l'année 2015 s'élèvent à la somme de 14 168 582 192 F CFP. Elles sont réparties conformément à l'annexe 2 du présent arrêté.

*Sous-paragraphe 2 : Les dotations affectées*

Art. 4.— La programmation des crédits de paiement du volet “Incendie-Secours”, pour un montant d'autorisation d'engagement de 121 386 806 F CFP est adoptée conformément au tableau ci-dessous :

SA	Commune	Volet	Sous-volet	Opération	Montant opération	Taux	AE 2015	CP 2015 à ouvrir	CP 2016 à ouvrir	Total CP à ouvrir
IA	Tubuai	Incendie-secours	Équipement	Acquisition d'un véhicule 4x4 pour les sapeurs pompiers	7 034 010	50%	3 517 005	3 517 005		3 517 005
IA	Tubuai	Incendie-secours	Équipement	Acquisition de radios VHF portatives et fixes	1 330 023	50%	665 012	665 012		665 012
IDV	Arue	Incendie-secours	Équipement	L'établissement du personnel du CTA	3 431 280	100%	3 431 280	1 715 640	1 715 640	3 431 280
IDV	Faa'a	Incendie-secours	Équipement	Acquisition d'un VSAV	18 328 000	50%	9 164 000	9 164 000		9 164 000
IDV	Hāhāione	Incendie-secours	Acquisition et installation de nouvelles sirènes	Acquisition d'une sirène d'alerte tsunami	3 139 982	100%	3 139 982	3 139 982		3 139 982
IDV	Moorea	Incendie-secours	Acquisition et installation de nouvelles sirènes	Acquisition et installation d'une nouvelle sirène d'alerte à la population dans le secteur d'Alia	1 554 920	100%	1 554 920	1 554 920		1 554 920
IDV	Moorea	Incendie-secours	PCS	Etude relative à l'élaboration du plan communal de sauvegarde (PCS)	2 237 400	35%	800 000	800 000		800 000
IDV	Paea	Incendie-secours	Équipement	Acquisition d'un jet ski	3 442 127	50%	1 721 064	1 721 064		1 721 064
IDV	Papara	Incendie-secours	Équipement	Acquisition de matériel de secours et de lutte contre l'incendie	4 588 991	50%	2 294 496	2 294 496		2 294 496
IDV	Papeete	Incendie-secours	Équipement	Acquisition de matériel "Risques chimiques" - complément	195 617	100%	195 617	195 617		195 617
IDV	Papeete	Incendie-secours	Équipement	Mise aux normes des poteaux incendie - 5ème tranche	15 244 541	50%	7 622 271	7 622 271		7 622 271
IDV	Papeete	Incendie-secours	Acquisition et installation de nouvelles sirènes	Acquisition d'une sirène d'alerte tsunami	2 000 606	100%	2 000 606	2 000 606		2 000 606
IDV	Punaauia	Incendie-secours	Équipement	Acquisition d'un camion citerne feu de forêt moyen	39 193 300	50%	19 596 650	9 798 325	9 798 325	19 596 650
IDV	Punaauia	Incendie-secours	Équipement	Préparation du système hydraulique de échelle pivotante semi-automatique	4 967 811	100%	4 967 811	4 967 811		4 967 811
IDV	Punaauia	Incendie-secours	Équipement	Acquisition d'un véhicule de liaison tout terrain d'intervention en version 4x4	5 150 000	50%	2 575 000	2 575 000		2 575 000
IDV	Taïarapu Est	Incendie-secours	Équipement	Acquisition d'un VSAV tout-terrain	24 420 000	50%	12 210 000	3 663 000	8 547 000	12 210 000
IDV	Teva I Uta	Incendie-secours	Équipement	Acquisition de tenues de sapeurs pompiers	4 361 500	50%	2 180 800	2 180 800		2 180 800
IDV	Teva I Uta	Incendie-secours	Acquisition et installation de nouvelles sirènes	Acquisition d'une sirène d'alerte tsunami	2 528 637	100%	2 528 637	2 528 637		2 528 637
IDV	Teva I Uta	Incendie-secours	Équipement	Acquisition d'un jet ski d'intervention	3 200 000	50%	1 600 000	1 600 000		1 600 000
IIA	Hiva Oa	Incendie-secours	Équipement	Acquisition de 3 téléphones satellites	788 552	50%	394 276	394 276		394 276
IIA	Hiva Oa	Incendie-secours	Équipement	Acquisition d'un VSAV	23 809 664	50%	11 804 832	11 804 832		11 804 832
IM	Hiva Oa	Incendie-secours	Équipement	Acquisition de 15 radios VHF	376 188	50%	188 094	188 094		188 094
IM	Nuku Hiva	Incendie-secours	Équipement	Acquisition d'un véhicule tout-terrain pour les sapeurs pompiers volontaires	4 990 000	50%	2 495 000	2 495 000		2 495 000
IM	Ua Pou	Incendie-secours	Équipement	Acquisition de matériels de secours et de lutte contre l'incendie : Kit API	1 758 678	50%	879 339	879 339		879 339
ISLV	Huahine	Incendie-secours	Acquisition et installation de nouvelles sirènes d'alerte (3 par an)	Acquisition de 2 sirènes d'alerte tsunami	4 813 172	100%	4 813 172	4 813 172		4 813 172
ISLV	Huahine	Incendie-secours	Équipement	Acquisition d'équipements de protection individuelle (EPI) pour 4 sapeurs-pompiers volontaires	1 184 318	50%	592 159	592 159		592 159
ISLV	Napoli	Incendie-secours	Acquisition et installation de nouvelles sirènes	Acquisition d'une sirène d'alerte tsunami	2 230 542	100%	2 230 542	2 230 542		2 230 542
ISLV	Uturoa	Incendie-secours	Équipement	Acquisition d'un embarcadou de recherche et de secours	10 961 400	50%	5 480 700	2 740 350	2 740 350	5 480 700
TG	Manihi	Incendie-secours	Équipement	Acquisition d'une motopompe remorquable pour Manihi	8 414 501	50%	4 207 451	4 207 451		4 207 451
TG	Manihi	Incendie-secours	Équipement	Acquisition d'une motopompe remorquable pour Aha	8 414 501	50%	4 207 451	4 207 451		4 207 451
TG	Reao	Incendie-secours	Acquisition et installation de nouvelles sirènes	Acquisition d'une sirène d'alerte tsunami	2 328 639	100%	2 328 639	2 328 639		2 328 639
<b>TOTAL INCENDIE-SECOURS</b>					<b>216 219 800</b>		<b>121 386 806</b>	<b>98 585 491</b>	<b>22 801 315</b>	<b>121 386 806</b>

Art. 5.— La programmation des crédits de paiement du volet “Incendie-Secours”, sous-volet “Etudes” pour un montant d'autorisation d'engagement de 2 891 081 F CFP est adoptée conformément au tableau ci-dessous :

SA	Commune	Volet	Sous-volet	Opération	Montant opération	Taux	AE 2015	CP 2015 à ouvrir	Total CP à ouvrir
IDV	Teva I Uta	Etudes préalables	Incendie-Secours	Etudes de mutualisation des centres de secours communaux (Papara/Teva I Uta/Taïarapu Est/Taïarapu Ouest)	3 613 651	80%	2 891 081	2 891 081	2 891 081
<b>TOTAL INCENDIE-SECOURS - ETUDES</b>					<b>3 613 651</b>		<b>2 891 081</b>	<b>2 891 081</b>	<b>2 891 081</b>

Art. 6. — La programmation des crédits de paiement des dotations annuelles du volet “Incendie Secours”, pour un montant de 56 219 819 F CFP est adoptée conformément au tableau ci-dessous :

Intitulé de l'opération	Taux de financement du FIP	Crédits de paiement 2015
Entretien du réseau de commandement IDV	100%	6 886 220
Location relais TDF IDV	100%	8 813 226
Entretien du réseau de commandement des îles Sous-le-vent	100%	8 414 509
Location relais TDF ISLV	100%	5 199 801
Frais de liaison ADSL	100%	163 680
Interventions non programmables sur le réseau de commandement - renforcement IDV/ISLV	100%	2 480 620
Affrètement de l'hélicoptère bombardier d'eau	100%	4 800 000
Equipped de 2 centres incendie-secours en matériels de liaison CTA et informatique	100%	1 622 752
Acquisition de 18 équipements de protection individuelle (EPI) pour JSP - création de section	100%	1 854 979
Assistance du système d'alerte au tsunami	100%	8 265 124
Provisions formation sapeurs pompiers volontaires	50%	7 718 909
<b>TOTAL DOTATION ANNUELLE INCENDIE SECOURS</b>		<b>56 219 819</b>

Art. 7. — La programmation des crédits de paiement du volet “Acquisition de matériels informatiques et de logiciels”, pour un montant d'autorisation d'engagement de 23 604 841 F CFP est adoptée conformément au tableau ci-dessous :

SA	Commune	Volet	Opération	Montant opération	Taux	AE 2015	CP 2015 à ouvrir	%	CP 2016 à ouvrir	%	Total CP à ouvrir
IDV	Pirae	Acquisition matériels informatiques et logiciels	Acquisition logiciel de dématérialisation des actes	9 897 486	51%	5 000 000	5 000 000				5 000 000
IDV	Punaauia	Acquisition matériels informatiques et logiciels	Acquisition de matériels informatiques en vue du déploiement du logiciel de télétransmission des actes soumis au contrôle de l'agilité	4 743 090	80%	3 794 472	3 794 472				3 794 472
IDV	SPCPF	Acquisition matériels informatiques et logiciels	Prolongation de licence des logiciels CEGID public	4 235 791	80%	3 388 633	2 710 906	20%	677 727		3 388 633
IDV	SPCPF	Acquisition matériels informatiques et logiciels	Projet Actes : acquisition du logiciel Agidil "E-assemblée"	2 999 403	80%	2 399 522	1 919 618	20%	479 904		2 399 522
IDV	Teva I Uta	Acquisition matériels informatiques et logiciels	Renouvellement des serveurs informatiques	7 958 372	63%	5 000 000	5 000 000				5 000 000
ISLV	Huahine	Acquisition matériels informatiques et logiciels	Renouvellement du parc informatique administratif, configuration de l'infrastructure réseau du parc à matériel et acquisition d'un autocam pour les services décentralisés de la commune	3 341 324	80%	2 673 059	0		2 673 059		2 673 059
TG	Tatakoto	Acquisition matériels informatiques et logiciels	Renouvellement du parc informatique de la commune	1 626 443	80%	1 349 154	1 349 154		0		1 349 154
<b>TOTAL ACQUISITION MATERIELS INFORMATIQUES ET LOGICIELS</b>				<b>34 861 909</b>		<b>23 604 841</b>	<b>19 774 150</b>	<b>40%</b>	<b>3 830 690</b>	<b>0%</b>	<b>23 604 841</b>

Art. 8. — La programmation des crédits de paiement du volet “Véhicules cantine scolaire” pour un montant d'autorisation d'engagement de 10 138 019 F CFP est adoptée conformément au tableau ci-dessous.

SA	Commune	Volet	Opération	Montant opération	Taux	AE 2015	CP 2015 à ouvrir	Total CP à ouvrir
IDV	Paea	Véhicule cantine scolaire	Acquisition de 2 véhicules réfrigérés	15 293 396	30%	4 588 019	4 588 019	4 588 019
IDV	Pirae	Véhicule cantine scolaire	Acquisition de 2 véhicules adaptés pour la livraison en restauration scolaire	18 500 000	30%	5 550 000	5 550 000	5 550 000
<b>TOTAL VEHICULE CANTINE SCOLAIRE</b>				<b>33 793 396</b>		<b>10 138 019</b>	<b>10 138 019</b>	<b>10 138 019</b>

Art. 9. — La programmation des crédits de paiement du volet “Cimetière”, pour un montant d'autorisation d'engagement de 32 990 144 F CFP est adoptée conformément au tableau ci-dessous :

SA	Commune	Volet	Opération	Montant opération	Taux	AE 2015	CP 2015 à ouvrir	CP 2016 à ouvrir	Total CP à ouvrir
IDV	Paa'a	Cimetière	Travaux d'aménagement des caveaux et oncleus sur l'extension du cimetière de St-Hilaire - branche 2 - phase 1 (sous phase 1)	85 155 977	25%	21 288 994	18 247 709	3 041 285	21 288 994
IDV	Teva I Uta	Cimetière	Extension du cimetière communal de Mataiea phase 1	46 804 600	25%	11 701 150	11 701 150		11 701 150
<b>TOTAL CIMETIERE</b>				<b>131 960 577</b>		<b>32 990 144</b>	<b>29 948 859</b>	<b>3 041 285</b>	<b>32 990 144</b>



Art. 10. — La programmation des crédits de paiement du volet “Adressage”, pour un montant d’autorisation d’engagement de 33 901 467 F CFP est adoptée conformément au tableau ci-dessous :

SA	Commune	Volet	Opération	Montant opération	Taux	AE 2015	CP 2015 à ouvrir	CP 2016 à ouvrir	Total CP à ouvrir
IDV	Hitiia o le ra	Adressage	Réalisation de l'adressage et de la numérotation des maisons	10 570 246	80%	8 456 197	4 650 906	3 605 289	8 456 197
IDV	Mocroa	Adressage	Mise en place de l'adressage	13 230 000	80%	10 584 000	10 584 000		10 584 000
IDV	Punaevia	Adressage	Adressage des propriétés dans la commune	17 121 600	80%	13 697 280	10 857 824	2 739 456	13 697 280
IDV	Teva I Uta	Adressage	Assistance à la numérotation des entrées et des rues	1 454 988	80%	1 163 990	1 163 990		1 163 990
TOTAL ADRESSAGE				42 376 834		33 901 467	27 356 722	6 544 745	33 901 467

Art. 11. — La programmation des crédits de paiement du volet “Projets intercommunaux”, pour un montant d’autorisation d’engagement de 89 376 286 F CFP est adoptée conformément au tableau ci-dessous :

SA	Commune	Volet	Opération	Montant opération	Taux	AE 2015	CP 2015 à ouvrir	CP 2016 à ouvrir	Total CP à ouvrir
IDV	SIGFA	Projets intercommunaux	Construction d'une fourrière animale et acquisition d'un ingénieur	66 255 200	80%	53 004 184	35 336 122	17 668 062	53 004 184
IDV	SPCPF	Projets intercommunaux	Financement du chef de projet restauration scolaire	2 923 960	50%	1 461 980	1 461 980		1 461 980
IDV	SPCPF	Projets intercommunaux	Etude sur les élus - compétence promotion de l'insertion	6 000 000	100%	6 000 000	6 000 000		6 000 000
IDV	SPCPF	Projets intercommunaux	Chef de projet finances et fiscalité	4 868 400	50%	2 444 200	1 710 940	733 260	2 444 200
IDV	SPCPF	Projets intercommunaux	Projet formation des élus	25 195 278	80%	20 156 222	16 124 978	4 031 244	20 156 222
IDV	SPCPF	Projets intercommunaux	Création base de données pour le département restauration scolaire	1 136 000	80%	908 800	908 800		908 800
IDV	SPCPF	Projets intercommunaux	Financement des groupes de travail relatifs aux grands chantiers communaux - compétence promotion de l'insertion communale	5 251 125	80%	4 200 900	3 360 720	840 180	4 200 900
IDV	SPCPF	Projets intercommunaux	Accueil d'un stagiaire de l'Institut National des Etudes Territoriales	1 500 000	80%	1 200 000	1 200 000		1 200 000
TOTAL PROJET INTERCOMMUNAUX				113 149 993		89 376 286	66 103 540	23 272 746	89 376 286

Art. 12. — La programmation des crédits de paiement pour la dotation annuelle relative à “l’acquisition initiale des cartes professionnelles des agents de police judiciaire adjoint”, pour un montant de 2 000 000 F CFP est adoptée.

Art. 13. — La programmation des crédits de paiement pour la dotation annuelle relative aux “Etudes préalables”, pour un montant de 150 000 000 F CFP est adoptée.

Sous-paragraphe 3 : Le remboursement des frais de déplacement des membres du CFL

Art. 14. — La programmation des crédits de paiement au titre du remboursement des frais de transport et de

déplacement exposés par les membres élus en qualité de représentants des communes et des syndicats de communes au comité des finances locales de la Polynésie française à l’occasion des réunions de ce comité est fixée à 3 000 000 F CFP.

Paragraphe 2 : Les dépenses relevant de la seconde section du FIP

Art. 15. — La programmation des crédits de paiement du volet “Environnement”, sous-volet “Alimentation en eau potable” pour un montant d’autorisation d’engagement de 45 028 658 F CFP est adoptée conformément au tableau ci-dessous :

SA	Commune	Volet	Opération	Montant opération	Taux	AE 2015	CP 2015 à ouvrir	CP 2016 à ouvrir	Total CP à ouvrir
SA	Tubuai	AEP	Travaux de rénovation du réseau AEP de Tubuai	12 689 439	25%	3 172 360	3 172 360		3 172 360
IDV	Faa'a	AEP	Acquisition de 48 membranes d'ultrafiltration pour l'unité de traitement de Teapiri	28 526 900	25%	7 131 725	7 131 725		7 131 725
IDV	Mahina	AEP	Actions de communication dans le cadre de la pose des compresseurs d'eau	7 733 155	100%	7 733 155	5 639 155	2 094 000	7 733 155
ISLV	Uturoa	AEP	Analyse de la qualité de l'eau	1 340 493	80%	1 072 394	536 197	536 197	1 072 394
ISLV	Uturoa	AEP	AEP Tranche 3 Phase A loi 2 TAHINA	48 824 912	26%	12 208 228	12 208 228		12 208 228
IM	Hiva Oa	AEP	Acquisition de 2 unités de traitement d'eau potable	5 382 505	25%	1 345 626	1 345 626		1 345 626
IM	Ua Pou	AEP	Acquisition et pose de compresseurs AEP Hahakau, Hakamou dans le cadre du SO AEP de Hahakau et des vannes de Ua Pou	34 430 860	25%	8 607 715	8 607 715		8 607 715
IM	Ua Pou	AEP	Acquisition de matériels de contrôle de la qualité de l'eau	478 381	80%	382 705	382 705		382 705
IM	Ua Pou	AEP	Acquisition et installation d'unités de filtration et de chloration de l'eau	10 808 280	25%	2 702 070	2 702 070		2 702 070
IM	Ua Pou	AEP	Mise en service du litre à sable, AEP de Hahakau	2 698 720	25%	674 680	674 680		674 680
TOTAL ALIMENTATION EAU POTABLE				152 913 645		45 028 658	42 458 461	2 670 197	45 028 658

Art. 16.— La programmation des crédits de paiement du volet “Environnement”, sous-volet “Alimentation en eau potable - Etudes” pour un montant d'autorisation d'engagement de 84 503 319 F CFP est adoptée conformément au tableau ci-dessous :

SA	Commune	Volet	Opération	Montant opération	Taux	AE 2015	CP 2015 à ouvrir	CP 2016 à ouvrir	Total CP à ouvrir
IDV	Hitiā o te ra	Etudes préalables	Réactualisation du SDAEP	5 062 400	80%	4 049 920	4 049 920		4 049 920
IDV	Punaāula	Etudes préalables	Révision du schéma directeur d'adduction en eau potable	49 720 000	80%	39 776 000	11 932 800	27 843 200	39 776 000
IDV	SPCPF	Etudes préalables	Etudes et maîtrise d'œuvre de la compétence AEP	48 088 374	80%	38 470 699	17 311 816	21 158 884	38 470 699
IA	Tubuai	Etudes préalables	Audit de forage - Inspection camera	2 758 375	80%	2 206 700	662 010	1 544 690	2 206 700
TOTAL ALIMENTATION EAU POTABLE - ETUDES				105 629 149		84 503 319	33 956 545	50 546 774	84 503 319

Art. 17.— La programmation des crédits de paiement du volet “Environnement”, sous-volet “Assainissement - Etudes” pour un montant d'autorisation d'engagement de 118 006 400 F CFP est adoptée conformément au tableau ci-dessous :

SA	Commune	Volet	Opération	Montant opération	Taux	AE 2015	CP 2015 à ouvrir	CP 2016 à ouvrir	Total CP à ouvrir
IDV	Mahina	Etudes préalables	Schéma directeur d'assainissement des eaux usées	54 014 000	80%	43 211 200	43 211 200	0	43 211 200
IDV	Moorea	Etudes préalables	Actualisation du schéma directeur d'assainissement des eaux usées	44 000 000	80%	35 200 000	16 720 000	18 480 000	35 200 000
IDV	Punaāula	Etudes préalables	Etudes pour la définition du schéma directeur d'assainissement des eaux usées	49 494 000	80%	39 595 200	11 878 560	27 716 640	39 595 200
TOTAL ASSAINISSEMENT - ETUDES				147 508 000		118 006 400	71 809 760	46 196 640	118 006 400

Art. 18.— La programmation des crédits de paiement du volet “Environnement”, sous-volet “Déchets” pour un montant d'autorisation d'engagement de 76 282 809 F CFP est adoptée conformément au tableau ci-dessous :

SA	Commune	Volet	Opération	Montant opération	Taux	AE 2015	CP 2015 à ouvrir	CP 2016 à ouvrir	Total CP à ouvrir
IA	Rurulu	Déchets	Acquisition de bacs verts et bacs gris de 660 litres	3 070 942	30%	921 283	921 283		921 283
IA	Rurulu	Déchets	Acquisition de 6 bornes d'apport volontaire pour verres	3 045 550	30%	913 665	913 665		913 665
IDV	Hitiā o te ra	Déchets	Acquisition d'un chargeur excavateur	11 990 000	30%	3 597 000	3 597 000		3 597 000
IDV	Paea	Déchets	Acquisition d'un camion BOM de 14m3	31 600 000	30%	9 480 000		9 480 000	9 480 000
IDV	Talarapu Est	Déchets	Acquisition d'un camion BOM de 12m3	27 000 000	30%	8 100 000		8 100 000	8 100 000
IDV	Talarapu Est	Déchets	Acquisition d'un camion benne de 10 roues équipé d'une grue pour la collecte des déchets verts	31 290 000	30%	9 387 000		9 387 000	9 387 000
ISLV	Huahine	Déchets	Réalisation d'une unité couverte de compostage de déchets verts	50 000 000	50%	25 000 000	12 500 000	12 500 000	25 000 000
ISLV	Huahine	Déchets	Acquisition d'un camion BOM de 12m3	27 900 000	30%	8 370 000		8 370 000	8 370 000
ISLV	Tahaa	Déchets	Acquisition d'un camion BOM de 14m3	24 426 893	30%	7 328 068	3 664 034	3 664 034	7 328 068
ISLV	Uturoa	Déchets	Acquisition d'un camion benne	5 510 000	30%	1 653 000	828 500	828 500	1 653 000
IM	Ua Pou	Déchets	Matériels de traitement des déchets	5 109 310	30%	1 532 793	1 532 793		1 532 793
TOTAL DECHETS				220 942 695		76 282 809	23 956 275	52 327 534	76 282 809

Art. 19.— La programmation des crédits de paiement du volet “Environnement”, sous-volet “Déchets - Etudes” pour un montant d'autorisation d'engagement de 20 800 000 F CFP est adoptée conformément au tableau ci-dessous :

SA	Commune	Volet	Opération	Montant opération	Taux	AE 2015	CP 2015 à ouvrir	Total CP à ouvrir
IA	Rimatara	Etudes préalables	Etudes pour la gestion des déchets - 2ème tranche	26 000 000	80%	20 800 000	20 800 000	20 800 000
TOTAL DECHETS - ETUDES				26 000 000		20 800 000	20 800 000	20 800 000

Art. 20. — La programmation des crédits de paiement du volet “Constructions scolaires” pour un montant d’autorisation d’engagement de 1 880 152 395 F CFP est adoptée conformément au tableau ci-dessous :

SA	Commune	Volet	Opération	Montant opération	Taux	AE 2015	CP 2015 à ouvrir	CP 2016 à ouvrir	CP 2017 à ouvrir	CP 2018 à ouvrir	Total CP à ouvrir
IA	Rapa	Constructions scolaires	Travaux et aménagement d'une salle de classe à l'école de Teini en bibliothèque scolaire à AHUREI	7 047 420	95%	6 665 049	6 019 229	675 820			6 695 049
IA	Rapa	Constructions scolaires	Réfection de la toiture de l'école Teini et du bureau des maîtres de AHUREI	11 576 600	95%	10 997 770	5 945 960	4 051 810			10 997 770
IA	Rurutu	Constructions scolaires	Rénovation du préau de l'école primaire de MOERAI	17 832 530	95%	16 940 504	16 940 504				16 940 504
IDV	Faa'a	Constructions scolaires	Travaux de désamiantage à l'école Tournai primaire	28 630 443	95%	27 198 926	27 198 926				27 198 926
IDV	Kila'o te ra	Constructions scolaires	Contrôle des installations électriques des établissements scolaires de HOTU	12 116 358	95%	11 510 578	11 510 578				11 510 578
IDV	Mahina	Constructions scolaires	Construction d'un préau couvert à l'école FAPERON élémentaire	30 455 875	95%	28 932 891	8 679 867	20 253 024			28 932 891
IDV	Moorea	Constructions scolaires	Reconstruction de l'école TEAVARO - Complément de financement	255 447 000	95%	242 874 850	72 802 395	169 872 255			242 874 850
IDV	Paea	Constructions scolaires	Travaux de réfection de la 3ème tranche de l'école élémentaire de Papehau	137 019 630	95%	130 168 639	52 067 535	52 067 536	26 033 767		130 168 639
IDV	Paea	Constructions scolaires	Réhabilitation du réfectoire des écoles élémentaires et maternelles de Tapa	45 000 000	95%	42 750 000	42 750 000				42 750 000
IDV	Papara	Constructions scolaires	Reconstruction de l'école élémentaire de Apaea	457 211 525	95%	434 351 330		130 305 399	186 771 072	117 274 859	434 351 330
IDV	Papeete	Constructions scolaires	Ecole Hui Vai Nui / Vailama - Extension et mise aux normes des cantines, création des salles d'activités, Gapp et Psycho, Rénovation de la charpente du préau et des blocs sanitaires	161 997 859	95%	153 898 463	76 944 231	76 944 232			153 898 463
ISLV	Huahine	Constructions scolaires	Passage aux normes de l'école maternelle et primaire de Fare	150 000 000	95%	142 500 000	42 500 000	100 000 000			142 500 000
ISLV	Tahaa	Constructions scolaires	Construction d'un préau d'une superficie de 90m2 à l'école primaire de Faaaha	9 240 426	95%	8 778 407	4 389 203	4 389 204			8 778 407
ISLV	Taputapuata	Constructions scolaires	Rénovation de l'école de Faaroa	11 355 455	95%	10 816 182	10 816 182				10 816 182
ISLV	Taputapuata	Constructions scolaires	Reconstruction de l'école de Puchino	193 848 132	95%	186 715 725	68 614 718	132 101 007			186 715 725
ISLV	Tumaraa	Constructions scolaires	Construction de coursive et préau, réaménagement de la salle informatique, transformation d'une classe existante de l'école primaire de Vaitau	54 194 600	95%	51 485 060	15 445 516	25 742 530	10 297 012		51 485 060
ISLV	Uturoa	Constructions scolaires	Audits techniques des écoles communales de Vaitane et Apooi	1 638 500	100%	1 638 500	1 638 500				1 638 500
IM	Ua Pou	Constructions scolaires	Audit de sécurité des bâtiments scolaires	1 800 000	100%	1 800 000	640 000	1 260 000			1 800 000
IM	Ua Pou	Constructions scolaires	Rénovation de l'école de Honoi	14 750 000	95%	14 022 000	4 206 600	9 815 400			14 022 000
IM	Ua Pou	Constructions scolaires	Construction et aménagement d'une salle multimédia école de Hahau	7 428 000	95%	7 438 900	2 230 980	5 205 620			7 438 900
TG	Anaa	Constructions scolaires	Anaa primaire - 3 classes de 1 maternelle, sanitaires, cuisine, douche, local adm, hall, bibio, sala info, préau, restaurant - abri de survie	100 411 751	95%	95 391 163	95 391 163				95 391 163
TG	Hao	Constructions scolaires	Construction d'une classe de 60 m², d'un préau de 30m² de sanitaires à l'école de Hareheteua	33 683 917	95%	31 999 721	31 999 721				31 999 721
TG	Hao	Constructions scolaires	Reconstruction de fabrik intempéries de l'école primaire de Hato	5 975 001	95%	5 676 251	5 676 251				5 676 251
TG	Manihi	Constructions scolaires	Construction d'une salle polyvalente à l'école maternelle de Manihi	9 892 078	95%	9 397 474	9 397 474				9 397 474
TG	Rangiroa	Constructions scolaires	Construction d'une cantine scolaire à Tikehu	48 492 174	95%	46 067 565	13 820 270	32 247 295			46 067 565
TG	Raoa	Constructions scolaires	Rénovation du préau	8 259 646	95%	8 256 114	8 256 114				8 256 114
TG	Raoa	Constructions scolaires	Rénovation des sanitaires de l'école	10 169 359	95%	9 660 891	9 660 891				9 660 891
TG	Takaroa	Constructions scolaires	Construction cantine scolaire	101 526 324	95%	96 450 008	28 929 111	67 520 897			96 450 008
TG	Takaroa	Constructions scolaires	Construction de 2 logements	46 264 552	95%	43 951 334	21 975 667	21 976 667			43 951 334
<b>TOTAL CONSTRUCTIONS SCOLAIRES</b>				<b>1 978 926 810</b>		<b>1 880 152 395</b>	<b>685 347 989</b>	<b>654 427 696</b>	<b>223 101 651</b>	<b>117 274 859</b>	<b>1 880 152 395</b>

Art. 21. — La programmation des crédits de paiement du volet “Constructions scolaires”, sous-volet “Etudes” pour un montant d’autorisation d’engagement de 49 280 000 F CFP est adoptée conformément au tableau ci-dessous :

SA	Commune	Volet	Opération	Montant opération	Taux	AE 2015	CP 2015 à ouvrir	CP 2016 à ouvrir	CP 2017 à ouvrir	Total CP à ouvrir
ISLV	Maupiti	Etudes préfabriques	Reconstruction de l'école élémentaire de Maupiti - Etudes	3 600 000	80%	2 880 000	2 880 000			2 880 000
IDV	Pirao	Etudes préfabriques	Etudes jusqu'à l'avant-projet détaillé "reconstruction du groupe scolaire Tuterai Iane"	58 000 000	80%	46 400 000	16 000 000	16 000 000	14 400 000	46 400 000
<b>TOTAL CONSTRUCTIONS SCOLAIRES - ETUDES</b>				<b>61 600 000</b>		<b>49 280 000</b>	<b>18 880 000</b>	<b>16 000 000</b>	<b>14 400 000</b>	<b>49 280 000</b>

Art. 22.— La programmation des crédits de paiement du volet “Energies renouvelables”, sous-volet “Etudes” pour un montant d’autorisation d’engagement de 3 525 600 F CFP est adoptée conformément au tableau ci-dessous :

SA	Commune	Volet	Opération	Montant opération	Taux	AE 2015	CP 2015 à ouvrir	Total CP à ouvrir
IDV	Faa'a	Etudes préalables	Etude de mise en place d'une toiture de production solaire photovoltaïque au bassin de MUMUVAI à saint-Hilaire	4 407 000	80%	3 525 800	3 525 600	3 525 600
TOTAL ENERGIE RENOUVELABLE - ETUDES				4 407 000		3 525 600	3 525 600	3 525 600

### Paragraphe 3 : Réserve

Art. 23.— Les crédits non affectés à l’issue des programmations s’élèvent à 1 461 655 063 F CFP. Ces crédits sont placés dans la réserve.

Art. 24.— Le budget 2015 du Fonds intercommunal de péréquation est arrêté de la manière suivante :

PROJET DE BUDGET PRIMITIF DU FONDS INTERCOMMUNAL DE PEREQUATION EXERCICE 2015					
RECETTES			DEPENSES		
PREVISION DE L'EXERCICE				1ère section	2nde section
	Subvention État	953 834 138	Dotation non affectées	14 168 582 192	
			- DNA fonctionnement	12 304 568 623	
	Quote-part Polynésie française	13 654 913 400	- DNA investissement	1 864 013 569	
			Dotations affectées	463 017 682	900 733 630
	Reliquat relatif à l'article 52 (régularisation du compte administratif 2013 comprise)	1 000 000 000	Environnement :	0	66 413 736
			- AEP		42 458 461
	DTIC	1 080 572 792	- Assainissement		0
			- Déchets		23 955 275
			Constructions scolaires	0	685 347 989
			Incendie secours	154 805 310	
			- Programmation	98 585 491	
			- Dotation annuelle	56 219 819	
			Études	152 891 081	148 971 905
			- Programmation	2 891 081	148 971 905
			- Dotation annuelle	150 000 000	
			Autres volets :	155 321 291	0
			- Matériels informatiques	19 774 151	
			- Véhicules cantines scolaires	10 138 019	
			- Cimetières	29 948 859	
			- Adressage	27 356 722	
			- Dotation annuelle carte professionnelle agent PM	2 000 000	
			- Projets intercommunaux	66 103 540	
			- Énergies renouvelables	0	
			Frais de déplacement des membres du CFL	3 000 000	
			Réserve	1 461 655 063	
			SOUS-TOTAL	16 096 254 937	900 733 630
	TOTAL	16 689 320 330	TOTAL	16 996 988 567	
REPORT	Résultat 2014	4 002 969 803	DA antérieures	1 589 228 771	2 106 701 304
EXERCICES	Remboursement trop-perçu	628 509			
ANTERIEURS	TOTAL	4 003 598 312	TOTAL	3 695 930 075	
	TOTAL GENERAL	20 692 918 642	TOTAL GENERAL	20 692 918 642	

### CHAPITRE 4 : Règlement intérieur du comité des finances locales

Art. 25.— Le règlement intérieur du comité des finances locales est modifié conformément à l’annexe 3 du présent arrêté.

### CHAPITRE 5 : Modification du cahier des clauses techniques particulières pour l’acquisition d’un véhicule de secours et d’assistance aux victimes

Art. 26.— Le cahier des clauses techniques particulières type Polynésie française, relatif à l’acquisition de véhicules de secours et d’assistance aux victimes, est modifié conformément à l’annexe 4 du présent arrêté.

## CHAPITRE 6 : Transfert de subvention FIP

Art. 27.— La convention de financement n° HC 409-11 DIPAC/FIP du 30 décembre 2011 entre le comité des finances locales, chargé de la gestion du fonds intercommunal de péréquation et la commune de Moorea Maiao, relative à l'étude de faisabilité pour la création d'un centre d'enfouissement technique de catégories 2 et 3 est transférée au profit du syndicat mixte ouvert Fenua Ma.

## CHAPITRE 7 : Désignation des représentants communaux au comité de pilotage du contrat de projet

Art. 28.— Ont été désignés par consensus, les élus communaux, membres du comité des finances locales dont les noms suivent, afin de siéger au comité de pilotage du contrat de projet Etat-Polynésie française 2015-2020, relatif au financement de projets d'investissements communaux :

- subdivision administrative des îles du Vent : Ronald Tumahai ;
- subdivision administrative des îles Sous-le-Vent : Marcelin Lisan ;

- subdivision administrative des Marquises : Benoît Kautai ;
- subdivision administrative des Australes : Frédéric Riveta ;
- subdivision administrative des Tuamotu-Gambier : Mireille Haoatai.

## CHAPITRE 8 : Voies et délais de recours

Art. 29.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de trois mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Fait à Papeete, le 1er avril 2015.  
Lionel BEFFRE.

Annexe 1 à l'arrêté relatif aux décisions du comité des finances locales du 24 mars 2015

### COMPTE ADMINISTRATIF DU FONDS INTERCOMMUNAL DE PEREQUATION EXERCICE 2014

RECETTES				DEPENSES				
	PREVISION	REALISATION	%		PREVISION	REALISATION	%	
REALISATION DE L'EXERCICE	Subvention État	1 045 298 687	1 045 298 688	100%	Dotation non affectées	14 168 582 192	14 169 210 701	100%
	Quote-part PF	13 617 272 170	13 617 272 170	100%	- DNA fonctionnement	12 272 787 127	12 272 787 127	100%
	Reliquat relatif à l'article 52 (régularisation du compte administratif 2012 comprise)	500 000 000	500 000 000	100%	- DNA investissement	1 895 795 065	1 896 423 574	100%
	DTIC	1 080 572 792	1 080 572 792	100%	Dotations affectées	1 012 567 980	190 760 341	19%
					Environnement :	138 650 714	0	0%
					- AEP	87 929 043	0	0%
					- Assainissement	9 879 531	0	0%
					- Déchets	40 842 140	0	0%
					Constructions scolaires	550 959 489	169 497 833	31%
					Incendie secours	104 242 998	12 862 508	12%
					- Programmation	21 214 046	0	0%
					- dotation annuelle	83 028 952	12 862 508	15%
					Études	179 378 915	8 400 000	
					- Programmation	104 404 758	8 400 000	8%
					- Dotation annuelle	74 974 157	0	0%
					Autres volets :	39 335 864	0	
					- Matériels informatiques	0	0	0%
					- Véhicules continles scolaires	4 738 624	0	0%
					- Clmetières	7 182 080	0	0%
					- Projets Intercommunaux	27 415 160	0	0%
					- Énergles renouvelables	0	0	0%
					Reliquat après programmation	1 260 925 472		
					Frais de déplacement des membres du CFL	3 000 000	0	0%
	TOTAL	16 243 143 649	16 243 143 650	100%	TOTAL	16 445 075 644	14 359 971 042	87%
RESULTAT RELATIF A L'EXERCICE				1 883 172 608				
REPORT DES EXERCICES ANTERIEURS	Quote-part 2013 PF	4 366 443 285	4 366 463 286	100%	DNA 2013	1 073 377 767	1 073 377 767	100%
	Résultat 2013	79 537 030	79 537 030	100%	OA antérieures	3 170 670 553	1 252 825 354	40%
	TOTAL	4 445 980 315	4 446 000 316	100%	TOTAL	4 244 048 320	2 326 203 121	55%
RESULTAT RELATIF AUX EXERCICES ANTERIEURS				2 119 797 195				
RESULTAT CUMULE	TOTAL GENERAL	20 689 123 964	20 689 143 966	100%	TOTAL GENERAL	20 689 123 964	16 686 174 163	81%
RESULTAT 2014				4 002 969 803				

## Annexe 2 de l'arrêté relatif aux décisions du CFL du 24 mars 2015

## DNA 2015 (en F.Cfp)

Subdivision	Commune	DNAF 2015	DNAI 2015	DNA 2015
Australes	Raivavae	65 730 640	11 599 525	77 330 165
Australes	Rapa	53 827 743	9 499 014	63 326 757
Australes	Rimatara	73 403 281	12 953 520	86 356 801
Australes	Rurutu	136 474 033	23 052 404	159 526 437
Australes	Tubuai	132 573 897	23 257 421	155 831 318
Iles du Vent	Arue	406 088 099	71 662 606	477 750 705
Iles du Vent	Faa'a	1 209 230 813	119 083 994	1 328 314 807
Iles du Vent	Hitiiaa O Te ra	343 371 405	56 957 625	400 329 030
Iles du Vent	Mahina	530 901 551	68 825 429	599 726 980
Iles du Vent	Moorea - Maiao	688 359 077	102 310 260	790 669 337
Iles du Vent	Paea	483 842 515	62 032 572	545 875 087
Iles du Vent	Papara	406 519 892	71 738 805	478 258 697
Iles du Vent	Papeete	1 362 731 962	237 543 391	1 600 275 353
Iles du Vent	Pirae	607 480 818	53 675 009	661 155 827
Iles du Vent	Punaauia	934 062 409	164 834 543	1 098 896 952
Iles du Vent	Taiarapu Est	484 415 643	82 700 190	567 115 833
Iles du Vent	Taiarapu Ouest	269 291 659	47 522 058	316 813 717
Iles du Vent	Teva I Uta	359 183 107	60 625 609	419 808 716
Iles sous le Vent	Bora Bora	426 914 605	75 337 871	502 252 476
Iles sous le Vent	Huahine	293 363 200	29 271 837	322 635 037
Iles sous le Vent	Maupiti	72 303 807	12 759 495	85 063 302
Iles sous le Vent	Tahaa	251 075 196	29 424 970	280 500 166
Iles sous le Vent	Taputapuatea	196 137 289	20 903 438	217 040 727
Iles sous le Vent	Tumaraa	150 650 426	25 051 455	175 701 881
Iles sous le Vent	Uturoa	202 836 461	32 141 726	234 978 187
Marquises	Fatu-Hiva	57 714 927	9 854 958	67 569 885
Marquises	Hiva-Oa	169 983 657	29 997 116	199 980 773
Marquises	Nuku-Hiva	218 232 596	38 511 634	256 744 230
Marquises	Tahuata	63 795 687	11 258 062	75 053 749
Marquises	Ua-Huka	57 372 735	4 006 520	61 379 255
Marquises	Ua-Pou	157 994 473	27 881 378	185 875 851
Tuamotu-Gambier	Anaa	74 276 091	13 030 889	87 306 980
Tuamotu-Gambier	Arutua	123 125 603	21 728 047	144 853 650
Tuamotu-Gambier	Fakarava	122 807 542	21 671 919	144 479 461
Tuamotu-Gambier	Fangatau	37 132 657	6 336 196	43 468 853
Tuamotu-Gambier	Gambier	122 082 612	21 543 990	143 626 602
Tuamotu-Gambier	Hao	130 807 226	11 589 344	142 396 570
Tuamotu-Gambier	Hikueru	29 278 281	5 129 396	34 407 677
Tuamotu-Gambier	Makemo	142 334 992	25 117 940	167 452 932
Tuamotu-Gambier	Manihi	100 524 918	17 392 542	117 917 460
Tuamotu-Gambier	Napuka	38 393 384	6 775 303	45 168 687
Tuamotu-Gambier	Nukutavake	42 871 015	7 549 679	50 420 694
Tuamotu-Gambier	Puka Puka	25 829 946	3 646 581	29 476 527
Tuamotu-Gambier	Rangiroa	217 934 197	38 458 976	256 393 173
Tuamotu-Gambier	Reao	64 174 321	11 324 880	75 499 201
Tuamotu-Gambier	Takaroa	96 991 687	14 441 096	111 432 783
Tuamotu-Gambier	Tatakoto	34 971 066	5 795 977	40 767 043
Tuamotu-Gambier	Tureia	35 169 482	6 206 379	41 375 861
Total		12 304 568 623	1 864 013 569	14 168 582 192

Annexe 3 de l'arrêté relatif aux décisions du CFL du 24 mars 2015



EN POLYNESIE FRANÇAISE  
HAUT-COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE

**REGLEMENT INTERIEUR  
DU COMITE DES FINANCES LOCALES  
DE LA POLYNESIE FRANCAISE**

**Règlement validé par le CFL du 24 mars 2015**

**TITRE I : LES MEMBRES DU COMITE DES FINANCES LOCALES**

Article 1<sup>er</sup>

Le comité des finances locales (CFL) est présidé par le haut-commissaire de la République et par le président de la Polynésie française ou leurs représentants.

La durée du mandat des membres élus, titulaires et suppléants, du comité des finances locales est la même que celle de leur mandat d'élu local ou de membre de l'assemblée de la Polynésie française.

Article 2

Nul ne peut être membre du comité des finances locales simultanément à plusieurs titres.

Lorsqu'un membre du comité des finances locales représentant les communes devient président de la Polynésie française, il est remplacé par son suppléant jusqu'au plus proche renouvellement des représentants des communes au comité des finances locales.

Les suppléants des membres élus du comité des finances locales les représentent en cas d'absence ou d'empêchement, les remplacent en cas de décès, de suspension, de démission d'office ou de révocation.

Article 3

En cas de vacance de sièges occupés par les représentants à l'assemblée de la Polynésie française ou des communes, et jusqu'aux prochaines élections au comité, un nombre égal de représentants de l'Etat, désignés par le haut-commissaire, ne participe aux débats qu'avec voix consultative.

**TITRE II : LES REUNIONS DU COMITE DES FINANCES LOCALES**

Article 4

Le comité des finances locales se réunit au moins une fois par an.

Les réunions ont lieu alternativement dans les locaux du haut-commissariat et dans les locaux de la présidence de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République et le président de la Polynésie française ou leurs représentants fixent conjointement la date, la durée, le lieu et l'ordre du jour des réunions du comité. Ils peuvent convoquer ou inviter, pour être entendue par le comité, toute personne dont ils estiment l'avis utile.



A défaut d'accord entre le haut-commissaire de la République et le président de la Polynésie française, le haut-commissaire de la République convoque, seul, le comité.  
Les convocations sont adressées aux membres du comité des finances locales, par le haut-commissaire, sauf urgence, quinze jours avant la date de la réunion.

L'ordre du jour de la séance et les dossiers correspondants sont adressés aux membres du comité des finances locales, par le haut-commissaire ou son représentant, au moins huit jours à l'avance.

#### Article 5

Le comité des finances locales ne peut délibérer valablement que lorsque quinze membres ayant voix délibérative sont présents.

#### Article 6

Dans le cas où le quorum, tel que précisé à l'article 5 du présent règlement intérieur, n'est pas atteint, il est aussitôt procédé à une nouvelle convocation adressée conjointement par le haut-commissaire de la République et le président de la Polynésie française ou leurs représentants, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le comité des finances locales se réunit quinze jours après la date fixée pour la première réunion, samedis, dimanches et jours fériés non compris. A cette réunion, la délibération est valable quel que soit le nombre des membres présents.

#### Article 7

Les deux présidents de syndicat de communes ou leurs représentants peuvent assister aux débats avec voix consultative, sans prendre part aux votes.

### **TITRE III : LE DEROULEMENT DES SEANCES DU COMITE DES FINANCES LOCALES**

#### Article 8

L'animation des réunions du comité des finances locales est assurée alternativement par les deux co-présidents, en qualité de président de séance.

Le président de séance ou son représentant proclame l'ouverture et annonce la clôture des séances. Il est chargé de diriger les débats et d'assurer l'observation du règlement intérieur. En outre, il peut à tout moment suspendre la séance, soit à son initiative ou celle de son représentant, soit à l'initiative de la majorité des membres titulaires présents ou représentés.

#### Article 9

Au début de chacune des séances, le président de séance ou son représentant soumet aux membres du comité l'approbation du compte-rendu du comité des finances locales précédent et le bilan de l'exercice de l'année précédente. Dans le cas où des observations sont formulées, le président de séance ou son représentant prend l'avis du comité qui décide, éventuellement, de procéder aux rectifications.

Le président de séance ou son représentant présente aux membres du comité le projet de budget pour l'année en cours faisant apparaître le niveau des ressources du fonds intercommunal de péréquation et sa répartition entre les dotations non affectées (dotations globales non affectées de fonctionnement et d'investissement) et les montants des subventions de fonctionnement et d'investissement par thèmes.

Des amendements ou contre-projets à une proposition peuvent être déposés à tout moment de la discussion ; ils sont soumis au vote des membres du comité des finances locales avant la proposition principale.

#### Article 10

Lorsqu'il préside la séance en cas d'empêchement ou d'absence du haut-commissaire de la République ou du président de la Polynésie française, le représentant assure le déroulement des séances conformément aux articles 8 et 9.

#### **TITRE IV : LES DECISIONS DU COMITE DES FINANCES LOCALES**

##### **Article 11**

Les décisions du comité sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage égal des voix, la décision est prise à la majorité des voix exprimées par les seuls représentants des communes. En cas de partage égal des voix exprimées par les seuls représentants des communes, le haut-commissaire ou son représentant a voix prépondérante.

Le vote a lieu à mains levées. Cependant, si le haut-commissaire de la République ou son représentant, ou si la majorité des membres titulaires, présents ou représentés le demandent, il peut avoir lieu au scrutin secret ou par appel nominal. Dans ce dernier cas, le vote émis par chacun des membres est mentionné au procès verbal de la séance.

##### **Article 12**

Le compte-rendu de chaque réunion du comité des finances locales est signé par le haut-commissaire et le président de la Polynésie française ou leurs représentants.

En cas d'absence d'un des deux présidents ou de son représentant à une séance du comité, le compte-rendu de la séance est signé uniquement par le président présent ou représenté à la séance.

Il est diffusé, après chaque réunion aux membres du comité des finances locales, aux communes et syndicats de communes; leur permettant ainsi de connaître les montants retenus au titres des dotations non affectées (DNAF et DNAI) et les opérations programmées dans le cadre des dotations affectées.

##### **Article 13**

Les décisions sont publiées au Journal officiel de la Polynésie française par le haut-commissaire de la République.

##### **Article 14**

Le secrétariat du comité des finances locales est assuré par la direction des interventions de l'Etat du haut-commissariat.

#### **TITRE V : LES CONSULTATIONS ECRITES DU COMITE DES FINANCES LOCALES**

##### **Article 15**

Le comité des finances locales peut faire l'objet, d'une saisine écrite, signée par le haut-commissaire ou son représentant, dans les cas suivants :

- pour toutes demandes de modification du dossier technique relatif à des opérations déjà programmées par le CFL ;
- pour toutes demandes urgentes notamment pour des questions de sécurité sur les volets constructions scolaires et incendie-secours ;
- pour toute demande d'annulation d'opération permettant de redéployer les crédits correspondants au sein de la réserve ou le cas échéant sur le volet études.

##### **Article 16**

Le haut-commissaire de la République ou son représentant adresse aux membres du comité les pièces justifiant la consultation à domicile, indiquant le cas échéant le montant des crédits en autorisations d'engagement ou en crédits de paiement à ouvrir.

A défaut de réponse dans un délai de 30 jours à compter de la saisine, la décision est réputée favorable.

Les membres du comité des finances locales sont tenus informés, par courrier du haut-commissaire ou de son représentant, des résultats de la consultation, un tableau récapitulatif des réponses reçues étant annexé.

## **TITRE VI : L'EXECUTION DES DECISIONS DU COMITE**

### **Article 17**

Les arrêtés pris pour l'application des décisions du comité des finances locales sont signés par le haut-commissaire de la République ou son représentant.

Les arrêtés pris à la suite d'une consultation écrite des membres du comité des finances locales, dans les cas prévus par les articles 15 et 16 du présent règlement intérieur, sont signés par le haut-commissaire et le président de la Polynésie française ou leurs représentants.

## **TITRE VII : LA GESTION DES DOTATIONS AFFECTEES**

### **Article 18**

**I** - Le comité des finances locales répartit les ressources du fonds intercommunal de péréquation entre les communes et leurs groupements en deux sections.

La première section est constituée des ressources suivantes :

- une quote-part des impôts, droits et taxes perçus au profit du budget général de la Polynésie française ;
- une subvention de l'Etat.

La seconde section est constituée de la dotation territoriale pour l'investissement des communes de la Polynésie française.

Le comité des finances locales détermine pour chaque section les catégories d'opérations éligibles et pour chacune d'elles les taux de subventionnement qui leur sont applicables. Ces catégories et taux sont annexés au présent règlement intérieur.

**II** - Dans ce cadre, le CFL décide des opérations financées par le FIP, tant en autorisations d'engagement qu'en « crédits de paiement ».

Les autorisations d'engagement constituent la limite supérieure des dépenses engagées. Elles correspondent au coût de l'ensemble du projet ou au coût d'une tranche fonctionnelle. La décision de financement accordé par le CFL ne vaut pas autorisation d'engagement de la dépense pour le bénéficiaire du financement.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

**III** - Les opérations dont le financement est sollicité auprès du CFL ne doivent avoir connu aucun commencement d'exécution au sens de l'article 21 du présent règlement.

Toutefois, le comité peut, à titre exceptionnel, décider de financer des opérations de fonctionnement déjà démarrées sur demande motivée du bénéficiaire.

**IV** - Les opérations financées devront être conformes à la réglementation. Les opérations financées doivent respecter les cahiers des charges types approuvés par le CFL, s'ils existent.

### **Article 19 :**

**I** - Les études préalables destinées à apprécier l'opportunité (adéquation du projet avec les besoins recensés) et la faisabilité technique, juridique et financière d'un projet sont regroupées au sein d'un volet spécifique. Elles contribuent à la définition d'un programme.

Sont notamment prises en compte toutes les études spécialisées, préalables au choix du maître d'œuvre, de nature à fiabiliser (leviers topographiques et domaniaux, étude des sols, diagnostic technique en cas de réhabilitation.....) ou inscrire un projet dans le cadre réglementaire (études environnementales notamment).

Le financement des études aboutissant à la définition d'un avant projet, sont également imputées sur le volet « Etudes ».

La réalisation des études aboutissant à la définition d'un avant projet, soutenue par le fonds intercommunal de péréquation, ainsi que la maîtrise de l'assiette foncière, doivent intervenir en amont de l'examen du projet lui-même. Cette procédure a pour effet d'assurer une meilleure définition du projet, notamment en termes de coût et de calendrier prévisionnel de réalisation.

Il peut être dérogé à cette étude préalable pour les opérations dont le coût prévisionnel est inférieur à 55.000.000 Fcfp.

La partie des études de maîtrise d'œuvre, dites de réalisation, dont le financement par le FIP s'exerce dans les mêmes conditions que les travaux, est exclue du champ du volet « Etudes ».

Ne peuvent bénéficier du financement du FIP que les études correspondant aux opérations éligibles au financement du FIP.

La ligne de crédits ouverte au titre du volet « Etudes » est non affectée.

II - La ligne de crédits ouverte au titre du volet « Etudes » est gérée par le secrétariat du CFL qui examine tout au long de l'année et par ordre d'arrivée, les demandes en provenance des communes et des groupements de communes transmises par les chefs de subdivision administrative de l'État. Seules les études d'un montant égal ou inférieur à 20 000 000 F.cfp (TTC) peuvent bénéficier de cette procédure dérogatoire.

Les demandes de financement sont examinées au regard de la justification des opérations concernées, de leur faisabilité technique et budgétaire et du montant des crédits du volet « Etudes » restant disponibles pour programmation. Les demandes doivent comprendre notamment le cahier des charges de l'étude dont le financement est sollicité.

Les chefs de subdivision s'entourent en tant que de besoin de l'avis des services de l'Etat et de la Polynésie française.

Le secrétariat du CFL soumet au président de la Polynésie française, les propositions de financement transmises par les chefs de subdivision administrative de l'Etat et revêtues de leur accord.

Le défaut de réponse dans un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date de la saisine vaut avis conforme.

En cas d'avis divergent, la demande de financement est présentée à l'examen du CFL lors de sa prochaine réunion.

Le secrétariat du CFL informe le CFL de l'utilisation du volet « Etudes » à l'occasion de chacune de ses réunions.

Jusqu'à l'adoption du budget, les dépenses relatives à la ligne de crédits du volet « Études » peuvent être engagées, liquidées et mandatées dans la limite de 50% de celles inscrites au budget précédent.

#### Article 20

I - Les modalités de financement des opérations d'investissement sont fixées par des arrêtés de financement précisant les montants des autorisations d'engagement et des crédits de paiement pour chaque opération.

Seuls les dossiers complets incluant notamment, le dossier technique accompagné des devis ou facture pro forma, des autorisations administratives exigées par la réglementation (permis de construire, autorisation d'exploiter une installation classée.....) et de la délibération du conseil municipal, peuvent faire l'objet d'un arrêté de financement.

Les arrêtés de financement des études préalables sont conclues sur la base d'un descriptif détaillé du périmètre de l'étude et d'une estimation de son coût (devis, marché..) et dans le cas des études de définition d'un avant projet, sur la base d'un programme d'opération.

**II** - Les modalités de financement des dotations annuelles sont fixées par des arrêtés du Haut-Commissaire.

Par dérogation à l'article 18 IV alinéa 2, des dotations annuelles sont gérées par le secrétariat du CFL pour les catégories d'opérations suivantes :

- l'affrètement de l'hélicoptère pour interventions, remboursé sur présentation d'une facture et d'une demande d'intervention de la direction de la défense et de la protection civile (DDPC);
- les frais de maintenance du réseau de radio transmission, les frais d'entretien et de maintenance du dispositif d'alerte tsunami sont remboursés sur présentation d'une facture et d'une demande d'intervention de la DDPC;
- les frais de formation des sapeurs pompiers volontaires sont remboursés sur demande des communes et présentation d'un état de mandatement, d'une facturation accompagnés de la convention entre la commune concernée, le centre de gestion et de formation de la Polynésie française ou tout organisme de formation habilité ;
- l'équipement des jeunes sapeurs-pompiers est remboursé sur présentation d'un état de mandatement et d'une facture visée par la DDPC dans la limite de 18 EPI (Equipement de Protection Individuelle) par an pour un montant maximum de 1 854 979 Fcfp uniquement dans le cadre d'une création de section ;
- la prise en charge des cartes professionnelles des agents de police judiciaire adjoint est effectuée sur demande présentée par la commune, accompagnée d'une copie de la facture et d'un état de mandatement correspondant visé par les services de la trésorerie compétente. Cette prise en charge est effective à compter de l'exercice 2015 et limitée à 3 ans.

Jusqu'à l'adoption du budget, les dépenses relatives aux dotations annuelles du volet incendie-secours peuvent être engagées, liquidées et mandatées dans la limite de celles inscrites au budget précédent.

A compter de la date d'achèvement de l'opération, le bénéficiaire du financement du Fonds Intercommunal de Péréquation dispose d'un délai de six mois pour déposer une demande de versement du solde à la subdivision administrative de l'Etat de son ressort, accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives nécessaires. Les demandes reçues après expiration de ce délai ne seront pas examinées et les crédits correspondant réintégrés dans les crédits disponibles du FIP.

Une dérogation peut être exceptionnellement accordée par le secrétariat du CFL, sur demande motivée du bénéficiaire, reçue, à peine d'irrecevabilité, au plus tard quinze jours avant expiration de ce délai. En cas d'acceptation, un nouveau délai ne pouvant pas excéder neuf mois est accordé par le secrétariat du CFL. En cas de refus, l'opération est soldée en l'état, et le secrétariat du CFL demande, le cas échéant, le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre de l'opération, non couvertes par des justificatifs de dépense.

**III** - les frais de transport et de déplacement exposés par les membres élus en qualité de représentants des communes et des syndicats de communes au comité des finances locales de la Polynésie française à l'occasion des réunions de ce comité sont remboursés dans les conditions suivantes :

- \* remboursement à la commune ou au syndicat de communes s'étant acquitté de la dépense ou ayant remboursé le représentant des frais qu'il a engagé dans un délai de 6 mois à compter de la tenue de la réunion,
- \* sur présentation d'une décision de la commune ou du syndicat de communes (délibération, arrêté, copie de la réquisition, de l'ordre de mission, ...) autorisant le déplacement du représentant,
- \* sur présentation d'une copie de la facture relative aux frais de transport et de déplacement,
- \* sur présentation d'un état définitif des mandatements réalisés, visé par le comptable assignataire. Les états de mandatement mentionneront les mandats validés et payés par le comptable assignataire.

## Article 21

I - A compter de la date de programmation d'une opération par le CFL, le bénéficiaire du financement dispose d'un délai de six mois afin de déposer l'ensemble des pièces nécessaires à l'engagement de l'arrêté de financement auprès de la subdivision administrative de l'Etat de son ressort.

Faute de dépôt de ces pièces dans ce délai, la subvention retenue est automatiquement annulée par le secrétariat du CFL, et son montant est réintégré dans les crédits disponibles du FIP.

II - Toute opération ayant fait l'objet d'une programmation par le CFL ne doit connaître aucun commencement d'exécution avant la date de signature de l'arrêté de financement, sous peine de caducité de la décision du CFL constatée par son secrétariat.

A compter de la date de signature de l'arrêté de financement, son bénéficiaire dispose d'un délai de six mois pour démarrer l'opération au sens du dernier alinéa du présent article.

Faute de commencement d'exécution dans ce délai, la subvention retenue est automatiquement annulée par le secrétariat du CFL, et son montant est réintégré dans les crédits disponibles du FIP. Une dérogation peut être exceptionnellement accordée par le secrétariat du CFL sur demande motivée du bénéficiaire, reçue, à peine d'irrecevabilité, au plus tard un mois avant l'expiration de ce délai, accompagnée de tout élément permettant de justifier cette demande. En cas d'acceptation, le secrétariat du CFL accorde une prorogation ne pouvant pas excéder neuf mois.

Le commencement d'exécution est réputé constitué par l'acte juridique créant entre l'entrepreneur et la commune maître d'ouvrage une obligation contractuelle définitive, ou dans le cas de travaux effectués en régie directe, par la constitution d'approvisionnements ou le début d'exécution des travaux.

## Article 22

I - L'opération doit être réalisée dans les délais prévus par la convention de financement ou l'arrêté.

Une dérogation peut être exceptionnellement accordée par le secrétariat du CFL sur demande motivée du bénéficiaire, reçue, à peine d'irrecevabilité, au plus tard un mois avant l'expiration de ces délais, accompagnée de tout élément permettant de justifier cette demande. En cas d'acceptation, la convention de financement est modifiée par avenant et l'arrêté fait l'objet d'un modificatif. En cas de refus, l'opération est soldée en l'état, et le secrétariat du CFL demande, le cas échéant, le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre de l'opération, non couvertes par des justificatifs de dépense.

II - A compter de la date d'achèvement de l'opération, le bénéficiaire du financement du Fonds Intercommunal de Péréquation dispose d'un délai de six mois pour déposer une demande de versement du solde à la subdivision administrative de l'Etat de son ressort, accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives nécessaires. Les demandes reçues après expiration de ce délai ne seront pas examinées et les crédits correspondant réintégré dans les crédits disponibles du FIP.

Une dérogation peut être exceptionnellement accordée par le secrétariat du CFL, sur demande motivée du bénéficiaire, reçue, à peine d'irrecevabilité, au plus tard quinze jours avant expiration de ce délai. En cas d'acceptation, un nouveau délai ne pouvant pas excéder neuf mois est accordé par le secrétariat du CFL. En cas de refus, l'opération est soldée en l'état, et le secrétariat du CFL demande, le cas échéant, le remboursement partiel ou total des sommes perçues au titre de l'opération, non couvertes par des justificatifs de dépense.

### TITRE VIII : LES GROUPES DE TRAVAIL

#### Article 23

Des groupes de travail sont créés notamment dans les domaines suivants :

- constructions scolaires ;
- sécurité et incendie ;
- environnement (eau potable, assainissement et déchets) ;
- de finances locales.

Ils sont ouverts à tous les membres du comité des finances locales.

Ces groupes de travail peuvent entendre, en tant que de besoin, des experts.

Ils sont co-présidés par le haut-commissaire ou son représentant et par le président de la Polynésie française ou son représentant.

Les groupes de travail associent les services de l'Etat et ceux de la Polynésie française notamment la direction générale de l'éducation et des enseignements, la direction de l'environnement, la délégation au développement des communes.

Les groupes de travail relatifs aux thèmes des constructions scolaires, de la sécurité/incendie et de l'environnement se réunissent au moins une fois par an, afin :

- d'établir, si nécessaire, un plan de financement pluriannuel des programmations arrêtées ;
- d'établir des propositions d'affectation de montant global pour chacun des thèmes (constructions scolaires, sécurité/incendie et environnement) ainsi que la liste des communes bénéficiaires et de soumettre ces dernières propositions au choix du comité des finances locales.

S'agissant du groupe de travail « finances locales », il se réunit au moins une fois par an, afin :

- de proposer les taux de financement du fonds intercommunal de péréquation pour chacun des thèmes subventionnés ;
- d'examiner l'incidence d'une modification des coefficients appliqués aux critères servant de calcul pour la répartition des dotations non affectées ;
- de proposer un guide des procédures d'engagement et de liquidation des subventions ;
- de proposer toute autre mesure qu'il jugera nécessaire afin d'optimiser les interventions du fonds intercommunal de péréquation en faveur des communes.

#### Article 24

La direction des interventions de l'Etat assure la préparation, le secrétariat et le suivi des travaux des groupes de travail et du comité des finances locales ainsi que l'exécution des décisions de ce comité.



## Annexe 1 du règlement intérieur

## TAUX DE FINANCEMENT DE LA 1ERE SECTION DU FIP

ALIMENTATION EAU POTABLE	AEP - Contrôle de la qualité de l'eau	AEP - Équipement - Contrôle de la qualité de l'eau	AEP - Travaux d'adduction d'eau potable	AEP - Périmètre de protection	AEP - Action de communication
Taux de financement du FIP	80%	80%	25%	95%	100%

DECHETS	DECHETS Travaux	DECHETS Équipement	DECHETS Contain BOM et bari déchets
Taux de financement du FIP	50%	30%	30%

ASSAINISSEMENT	ASSAINISSEMENT Travaux d'assainissement
Taux de financement du FIP	50%

GRUPE INCENDIE SECOURS	Affectation de l'hélicoptère Exercer et reconnaissance	Entretien du réseau radio de commandement IDV	Entretien du réseau de secours des Res Sous-vent	Équipement en matériel de secours et de lutte contre l'incendie	Centre de secours	Plan communautaire de sauvegarde	Assistance du réseau d'alerte saunant	Frais de formation des sapeurs pompiers volontaires	Équipement jeunes sapeurs-pompiers (10 EPI par an)
Taux de financement du FIP	100%	100%	100%	50 à 100%	50% - 80%	100%	100%	50%	100%

VEHICULES ADAPTES POUR LA LIVRAISON RESTAURATION SCOLAIRE - Équipement	
Taux de financement du FIP	30%

AUTRES CHAPITRES	Frais de transport et de déplacement des membres du CFL	Acquisition de matériels informatiques et de logiciels (80% ou un maximum de 5 millions par opération)	Projets intercommunaux	Adressage
Taux de financement du FIP	100%	80%	60 à 100%	80%

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES	Construction, reconstruction et rénovation	Audits
Taux de financement du FIP	95%	100%

ETUDES PREALABLES	
Taux de financement du FIP	80%
Frais restitués à la demande de la CCECC	100%

OP ne nécessitant pas le passage devant les membres du CFL

CIMETIERES - Travaux de création et aménagement	
Taux de financement du FIP	25%

ENERGIE RENOUVELABLE - Équipement (Panneaux photovoltaïques - Production hydroélectrique)	
Taux de financement du FIP	30%

CARTE PROFESSIONNELLE ARJA	
Taux de financement du FIP	100%

TAUX DE FINANCEMENT DE LA 2<sup>NDE</sup> SECTION DU FIP

ADDUCTION D'EAU POTABLE	AEP - équipement - contrôle de la qualité de l'eau	AEP - travaux d'adduction d'eau potable	AEP - périmètre de protection	AEP - action de communication
Taux de financement du FIP	80%	25%	80%	100%

DECHETS	DECHETS Travaux	DECHETS Equipement	DECHETS Camion BOM et bacs déchets
Taux de financement du FIP	50%	30%	30%

ASSAINISSEMENT	ASSAINISSEMENT Travaux
Taux de financement du FIP	50%

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES	Construction, reconstruction et rénovation	Audits
Taux de financement du FIP	95%	100%

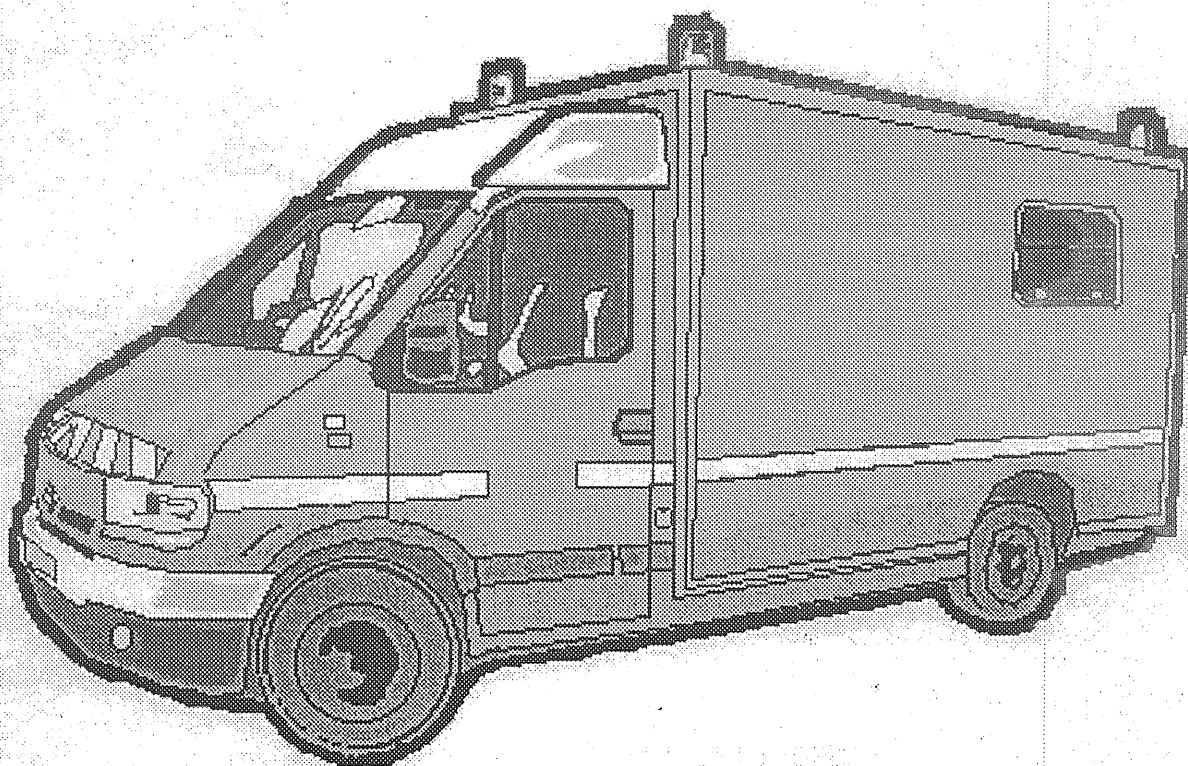
ETUDES PREALABLES	
Taux de financement du FIP	80%

ENERGIE RENOUVELABLE - Equipement	
Taux de financement du FIP	80%

Annexe 4 de l'arrêté des décisions du CFL du 24 mars 2015

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES TYPE POLYNESIE FRANCAISE

« Véhicule de secours et d'assistance aux victimes »



*GROUPE DE TRAVAIL CCTP – SP POLYNESIE FRANCAISE  
VALIDE AU COMITE DES FINANCES LOCALES DU 24 MARS 2015*

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES TYPE POLYNESIE FRANCAISE

### « Véhicule de secours et d'assistance aux victimes »

#### SOMMAIRE

1. Référentiels techniques directement applicables
2. Définition de l'engin
  - 2.1. Type de VSAV
  - 2.2. Masse totale en charge
  - 2.3. Masse de réserve
3. Véhicules
  - 3.1. Généralités
  - 3.2. Carrosserie
  - 3.3. Châssis
  - 3.4. Équipement électrique
    - 3.4.1. Avertisseurs spéciaux lumineux
    - 3.4.2. Avertisseur spécial sonore
    - 3.4.3. Système de commande des équipements spéciaux
  - 3.5. Équipement sanitaire
4. Prescriptions non normatives propres au service d'incendie et de secours
  - 4.1. Sécurité
  - 4.2. Hygiène
  - 4.3. Ergonomie
  - 4.4. Transmissions
  - 4.5. Formation
  - 4.6. Vérifications et essais
  - 4.7. Documentation
  - 4.8. Entretien
  - 4.9. *Matériel secouriste éventuel en cas de première dotation ou de dégradation des moyens du VSAV précédent*

**NOTA :** Ce document ne reprend dans les normes que les éléments qui nécessitent des précisions ou des compléments.

	Remarques fournisseur
<b>1. Référentiels techniques directement applicables</b>	
Les référentiels directement applicables aux VSAV sont les normes suivantes : NF EN 1789 + A2 (véhicules de transport sanitaire et leurs équipements – ambulances routières) - (novembre 2014) NF EN 1865 (spécifications des brancards et équipements d'ambulances pour le transport des patients - décembre 1999). D'autres normes sont citées dans ces textes. Mais elles ne se rapportent pas directement à l'objet de ce cahier des charges. Arrêté n°474 PR du 22 juillet 2014 relatif aux dispositifs spéciaux de signalisation des véhicules d'intervention urgente.	
<b>2. Définition de l'engin</b>	
Le VSAV est un engin de type C selon la NF EN 1789 (NF-EN 1789 §3.3.3).	
2.1 Type de VSAV	
Fourgon tôle	
2.2 Masse totale en charge	
La MTAC ne doit pas excéder 3500 kg. Une étude de la masse du véhicule équipé doit être détaillée et présentée.	
2.3 Masse de réserve	
Une masse de réserve donnant la possibilité de compléter l'armement après livraison est fixée à 300 kgs.	
<b>3. Véhicules</b>	
3.1 Généralités	
Moteur diesel ou turbo diesel de puissance minimale 120 CV DIN.	
Le véhicule doit être équipé d'un système de freinage « type ABS » avec des freins à disques à l'avant et à l'arrière.	
Le véhicule doit être équipé d'un système de fermeture centralisé des portes (NF EN 1789 §4.4.5.2)	
Nombre souhaité de fenêtres extérieures au niveau de la cellule sanitaire : 2 au minimum (NF EN 1789 §4.4.5.3)	
Portes arrières munies de vitres et s'ouvrant à 180° minimum.	
Climatisation de la cabine et de la cellule permettant par une température extérieure et intérieure de 40° d'assurer un rafraîchissement jusqu'à 27° au plus en 15 minutes maximum. Après 30 minutes une température de 25° au plus doit être atteinte dans la cellule sanitaire. Une commande doit permettre de différencier le rafraîchissement de la cellule de celui de la cabine. La maintenance de la climatisation doit être proposée auprès d'un prestataire local avec notamment la formation et la mise à disposition à la livraison de l'ensemble du schéma de montage et des caractéristiques techniques. La climatisation doit répondre aux spécificités des zones tropicales. Chauffage inutile dans la cabine comme dans la cellule sanitaire.	
3.2 Carrosserie	
1 fenêtre minimum dans la cloison de séparation cabine-cellule.	
Identification par inscriptions latérales « VÉHICULE DE SECOURS ET D'ASSISTANCE AUX VICTIMES » Identification par inscription sur les portes avant « SAPEURS-POMPIERS DE « <i>NOM DE COMMUNE</i> » avec insigne du corps au centre de l'inscription Balisage par bandes rétro-réfléchissantes conformément à l'annexe A de la NIT 330	

**Par arrêté n° HC 489 DIE/FIP** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 30 mars 2015.— *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Tumaraa pour la réalisation de l'opération intitulée "Pose de nouveaux compteurs d'eau - tranche 1", décrite ci-dessous, et dénommée ci-après "l'opération".

#### *Description de l'opération*

L'opération consiste en la pose de nouveaux compteurs d'eau sur la commune de Tumaraa.

Le montant total de l'opération est fixé à 15 561 932 F CFP, soit 130 408,99 euros.

#### *Plan de financement*

Le plan de financement de l'opération décrite à l'article précédent est arrêté comme suit :

- FIP (25 %)	32 602,25 euros	3 890 483 F CFP
- Pays (50 %)	65 204,49 euros	7 780 966 F CFP
- Commune (25 %)	32 602,25 euros	3 890 483 F CFP
- Total (100 %)	130 408,99 euros	15 561 932 F CFP

#### *Montant de la dotation affectée*

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Tumaraa pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 25 % du montant réel de l'opération, dans la limite de 3 890 483 F CFP, soit 32 602,25 euros.

#### *Modalités de versement de la dotation affectée*

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté, sur production de l'imprimé FIP signé par le maire accompagné d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande...) au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
- des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de la réalisation effective de l'opération sur production de l'imprimé FIP accompagné d'un état des mandatements effectués, visé par le receveur municipal. Le montant cumulé de l'avance et des acomptes interviendra dans la limite des 95 % du montant total du financement ;
- le solde sera versé sur production de l'imprimé FIP, d'une attestation de réalisation de l'opération établie par le maire et d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal. L'attestation du maire mentionnera la date effective de réalisation et le montant final de l'opération.

Les imprimés FIP seront signés par le maire et visés par le chef de la subdivision administrative. Les états de mandatement mentionneront les mandats validés et payés par le receveur municipal.

#### *Engagements de la commune*

La commune de Tumaraa s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales chargé de la gestion du fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté, dans un délai maximum de 15 mois à compter du démarrage de l'opération au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
- à demander le versement de l'intégralité de la dotation relative à cette opération dans un délai de 6 mois à partir de la date d'achèvement prévue ci-dessus ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles.

#### *Conséquences du non-respect des engagements souscrits*

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

#### *Modifications*

Les dispositions du présent arrêté prévues ci-dessus relatifs au respect du plan de financement et aux délais peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté modificatif, sur demande justifiée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement de l'intégralité de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande quinze jours avant l'expiration du délai mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

**ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE****ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES**

**ARRETE n° 369 CM du 1er avril 2015 portant nomination de Mme Tiriana Zavan en qualité de chef du service de l'imprimerie officielle par intérim.**

NOR : SIO1500432AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 714 CM du 27 avril 2004 modifié portant indemnité de sujétion spéciale aux agents nommés aux fonctions de chef de service par intérim ;

Vu l'arrêté n° 546 SG du 28 juin 1932 réorganisant l'imprimerie du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 826 CM du 12 juin 2009 portant nomination de Mlle Julia Lehartel en qualité de chef du service de l'imprimerie officielle ;

Vu la décision n° 159 PR/IO du 23 mars 2015 accordant un congé de 8 jours ouvrés du 27 avril au 7 mai 2015 inclus à Mme Julia Lehartel épouse Maraetefau, chef du service de l'imprimerie officielle ;

Vu les nécessités de service ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er avril 2015,

Arrête :

Article 1er. — Mme Tiriana Zavan, agent CEAPF de catégorie B, est nommée chef du service de l'imprimerie officielle par intérim pendant les congés de Mme Julia Lehartel épouse Maraetefau, du 27 avril au 7 mai 2015 inclus.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressées et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er avril 2015.  
Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 370 CM du 1er avril 2015 portant nomination de Mlle Tania Tehei en qualité de chef du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles par intérim.**

NOR : EMP1500428AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du travail et du dialogue social, de l'emploi, de la formation professionnelle, de la recherche et de la condition féminine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 99-208 APF du 18 novembre 1999 portant création du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (SEFI) ;

Vu l'arrêté n° 229 CM du 3 février 2004 modifié portant organisation et fonctionnement du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (SEFI) ;

Vu l'arrêté n° 622 CM du 16 août 2005 portant nomination de M. Paul Natier aux fonctions de chef du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (SEFI) ;

Vu l'arrêté n° 8725 MTS du 25 septembre 2014 portant délégation de signature à M. Paul Natier, chef du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles ;

Vu la décision de congés de M. Paul Natier pour la période du 27 avril au 4 mai 2015 inclus en date du 3 février 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er avril 2015,

Arrête :

Article 1er. — Mlle Tania Tehei, attaché d'administration principal, est nommée en qualité de chef du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles (SEFI) par intérim durant les congés de M. Paul Natier du 27 avril au 4 mai 2015 inclus.



Art. 2.— Le ministre du travail et du dialogue social, de l'emploi, de la formation professionnelle, de la recherche et de la condition féminine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er avril 2014.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du travail  
et du dialogue social, de l'emploi,  
de la formation professionnelle,  
de la recherche et de la condition féminine,*  
Priscille Tea FROGIER.

**ARRETE n° 371 CM du 1er avril 2015 portant virement de crédits au sein du chapitre 968 "Culture et patrimoine".**

NOR : DBF1520151AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2014-125 APF du 5 décembre 2014 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er avril 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé le virement de crédits au sein du chapitre 968 "Culture et patrimoine" conformément au tableau ci-après (en F CFP) :

S/CHAP	ART	INTITULE	EN +	EN -
968 01	6574	Culture et art contemporain Subventions aux associations et aux autres organismes de droit privé		6 200 000
968 02	6574	Patrimoine et transmission des savoirs traditionnels Subventions aux associations et aux autres organismes de droit privé	6 200 000	
		<b>TOTAL</b>	<b>6 200 000</b>	<b>6 200 000</b>

Art. 2.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er avril 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

**ARRETE n° 372 CM du 1er avril 2015 portant virement de crédits au sein du chapitre 971 "Vie sociale".**

NOR : DBF1520152AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2014-125 APF du 5 décembre 2014 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er avril 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé le virement de crédits au sein du chapitre 971 "Vie sociale" conformément au tableau ci-après (en F CFP) :

S/CHAP	ART	INTITULE	EN +	EN -
971 03	622	Cohésion sociale Rémunération d'intermédiaires et honoraires		3 500 000
971 05	6574	Jeunesse Subventions aux associations et aux autres organismes de droit privé	3 500 000	
		<b>TOTAL</b>	<b>3 500 000</b>	<b>3 500 000</b>

Art. 2.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er avril 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

**AVIS n° 373 CM du 1er avril 2015 sur le projet de décret définissant les conditions dans lesquelles le prêteur et l'assureur délégué s'échangent les informations préalables à la souscription des contrats et portant application de l'article L. 312-9 du code de la consommation.**

NOR : DAE1500441AV

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'article 10 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre de saisine n° 243 DIRAJ/BAJC du 13 mars 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er avril 2015,

Emet l'avis suivant :

Article 1er.— Le projet de décret définissant les conditions dans lesquelles le prêteur et l'assureur délégué s'échangent les informations préalables à la souscription des contrats et portant application de l'article L. 312-9 du code de la consommation appelle un avis favorable sous réserve de la modification du cinquième alinéa de l'article 2 du projet de décret ainsi qu'il suit :

"b) Pour son application en Polynésie française, la mention du numéro : "SIREN" est remplacée par celle du numéro : "TAHITI" et les mots : "cité aux articles R. 123-220 et suivants du code de commerce" sont supprimés ;".

Art. 2.— Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er avril 2015.  
Edouard FRITCH.

**AVIS n° 374 CM du 1er avril 2015 sur le projet de décret relatif aux personnels qualifiés de marins, de gens de mer autres que marins et ceux ne relevant pas de gens de mer.**

NOR : SGG1500413AV

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'article 10 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre de saisine n° 146 DRCL du 18 février 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er avril 2015,

Emet l'avis suivant :

Article 1er.— Le projet de décret relatif aux personnels qualifiés de marins, de gens de mer autres que marins et ceux ne relevant pas de gens de mer appelle un avis défavorable compte tenu qu'il vient en application d'une disposition empiétant sur la compétence de la Polynésie française.

Art. 2.— Le gouvernement de la Polynésie française formule le vœu que l'Etat retire l'article L. 5511-1 du code des transports des articles applicables à la Polynésie française prévu à l'article L. 5775-1.

Art. 3.— Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er avril 2015.  
Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 375 CM du 1er avril 2015 fixant les règles de fonctionnement de la commission consultative de la perliculture.**

NOR : DRM1500463AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er avril 2015,

Arrête :

Article 1er.— Les séances de la commission consultative de la perliculture ne sont pas publiques. Toutefois, lorsque l'intérêt l'exige, le président de la commission peut inviter toute personne qualifiée à intervenir devant celle-ci pour éclairer les débats.

Art. 2.— Les membres de la commission sont soumis à l'obligation de discrétion professionnelle pour l'ensemble des faits et documents dont ils ont connaissance en leur qualité.

Art. 3.— Le secrétariat de la commission consultative de la perliculture est assuré par la direction des ressources marines et minières.

Art. 4.— L'arrêté n° 854 CM du 25 juin 2002 modifié fixant la composition et les règles de fonctionnement de la commission consultative de la perliculture est abrogé.

Art. 5.— Le ministre du développement des activités du secteur primaire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er avril 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du développement  
des activités du secteur primaire,*  
Frédéric RIVETA.

**AVIS n° 376 CM du 2 avril 2015 sur le projet d'arrêté fixant les modalités d'organisation des concours de recrutement de professeurs des écoles du corps de l'Etat créé pour la Polynésie française.**

NOR : DEE1500453AV

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'article 10 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'ordonnance n° 2014-693 du 26 juin 2014 portant extension et adaptation dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

Vu le décret n° 90-680 du 1er août 1990 modifié relatif au statut particulier des professeurs des écoles ;

Vu le décret n° 2003-1260 du 23 décembre 2003 modifié fixant les dispositions statutaires applicables aux professeurs des écoles du corps de l'Etat créé pour la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2013-768 du 23 août 2013 relatif au recrutement et à la formation initiale de certains personnels enseignants, d'éducation et d'orientation relevant du ministre de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté du 24 décembre 1992 modifié fixant les modalités d'organisation du premier concours interne de recrutement de professeurs des écoles ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2013 fixant les modalités d'organisation du concours externe, du concours externe spécial, du second concours interne, du second concours interne spécial et du troisième concours de recrutement des professeurs des écoles ;

Vu l'arrêté du 9 septembre 2013 relatif aux diplômes et titres permettant de se présenter aux concours externes et internes de recrutement de personnels enseignants des premiers et second degrés et de personnels d'éducation relevant du ministre chargé de l'éducation nationale ;

Vu la lettre n° 1620 PR du 19 mars 2015 ;

Vu l'avis n° 320 CM du 19 mars 2015 portant avis sur le projet de décret modifiant le décret n° 2003-1260 du 23 décembre 2003 fixant les dispositions statutaires applicables aux professeurs des écoles du corps de l'Etat créé pour la Polynésie française ;

Vu la lettre de saisine n° HC 135 DMME/BRHT/jt du 3 mars 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er avril 2015,

Emet l'avis suivant :

Article 1er.— L'article 4 du projet d'arrêté cité supra appelle un avis défavorable pour le motif suivant :

La Polynésie française souhaite préciser que :

- le niveau attendu pour ces épreuves est celui d'un utilisateur A2 ou "intermédiaire" du cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL) ;
- lors de l'année de formation de master 2, les quatre unités d'enseignement de langues polynésiennes sont non compensables avec celles des autres disciplines. En revanche, elles sont compensables entre elles.

L'ensemble de ces modalités est détaillé dans l'annexe I que la Polynésie française propose d'ajouter au projet d'arrêté.

Par conséquent, il est proposé de modifier l'article 4 du projet dans les conditions suivantes :

- remplacer les alinéas 2 à 6 par un alinéa unique rédigé ainsi qu'il suit :

"Les épreuves de ces concours sont complétées par une épreuve écrite d'admissibilité et une épreuve orale d'admission en langues polynésiennes, chacune notée sur 40 points. Les modalités de ces épreuves sont indiquées à l'annexe I joint au présent arrêté."

Art. 2.— L'article 6 du projet d'arrêté doit être complété dans le sens où le vice-recteur de la Polynésie française devrait avoir la possibilité de désigner des correcteurs, comme le prévoit l'article 5 de l'arrêté du 19 avril 2013 susvisé, pour participer à la correction des épreuves d'admissibilité, sans voix délibérative. Il est donc proposé d'ajouter un point 3° rédigé ainsi qu'il suit :

“3° Les correcteurs cités à l'article 5, alinéa 1, de l'arrêté du 19 avril 2013 sont désignés par le vice-recteur de la Polynésie française.”

Art. 3.— L'article 9 du projet d'arrêté cité supra appelle un avis défavorable pour le motif suivant :

La Polynésie française souhaite préciser que :

- les épreuves orales d'admission au premier concours interne doivent obligatoirement être complétées par une épreuve en langues polynésiennes ;
- le niveau attendu pour ces épreuves est celui d'un utilisateur B1 ou “niveau seuil” du cadre européen commun de référence pour les langues (CECRL).

De la même manière que pour l'article 4 cité supra, ces modalités sont précisées dans l'annexe I à joindre au projet. Il est donc proposé de modifier l'article 9 du projet dans les conditions suivantes :

“Le premier concours interne prévu au 2° de l'article 4 du décret du 1er août 1990 susvisé est constitué par :

- 1° L'épreuve d'admissibilité et l'épreuve d'admission mentionnées à l'article 3 de l'arrêté du 24 décembre 1992 susvisé et notées, chacune, de 0 à 40 ;
- 2° Une épreuve orale d'admission notée de 0 à 10.

Les modalités de ces épreuves sont indiquées dans l'annexe I joint au présent arrêté.”

Art. 4.— Le projet d'arrêté appelle un avis favorable sous réserve des modifications proposées supra.

Art. 5.— Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 avril 2015.  
Edouard FRITCH.

0376 02 AVR. 2015

**ANNEXE 1 à l'arrêté du ..... fixant les modalités d'organisation des concours de recrutement de professeurs des écoles du corps de l'Etat créé pour la Polynésie française.**

**A. Dispositions applicables au concours externe, au second concours interne et au troisième concours.**

Les épreuves de langues polynésiennes prévues par l'article 4 de l'arrêté consistent en une épreuve écrite d'admissibilité et une épreuve orale d'admission.

Le niveau attendu est celui d'un utilisateur élémentaire, niveau A2 ou « intermédiaire » du Cadre Européen Commun de Référence pour les langues (CECRL).

L'épreuve écrite d'admissibilité consiste à répondre en langue polynésienne à un questionnaire relatif à un texte d'une douzaine de lignes en langue polynésienne et à traduire en français, sans dictionnaire, un passage d'environ quatre lignes de ce texte.

Durée de l'épreuve : une heure.

L'épreuve est notée sur 40 points.

L'épreuve orale d'admission consiste en un entretien en langue polynésienne avec le jury à partir de documents courants (documents iconographiques, prospectus,...) ou d'un document sonore d'une durée d'environ deux minutes en langue polynésienne relatifs à la culture ou à la langue concernée.

Durée de l'épreuve : quinze minutes ; préparation : trente minutes.

L'épreuve est notée sur 40 points.

**B. Dispositions applicables au premier concours interne**

L'épreuve orale d'admission prévue par l'article 9 de l'arrêté consiste en un entretien en langue polynésienne avec le jury à partir d'un texte ou d'un document sonore d'une durée d'environ trois minutes en langue polynésienne.

Le niveau attendu est celui d'un utilisateur indépendant, niveau B1 ou « niveau seuil » du Cadre Européen Commun de Référence pour les langues (CECRL).

Durée de l'épreuve : quinze minutes ; préparation : trente minutes.

L'épreuve est notée sur 10 points.

**AVIS n° 377 CM du 2 avril 2015 portant avis favorable à la nomination de M. Eric Bourgeois au comité territorial de l'audiovisuel de la Polynésie française.**

NOR : ADN1500409AV

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le décret n° 2011-732 du 24 juin 2011 relatif aux comités techniques prévus à l'article 29-3 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 1167 CM du 23 août 2013 relatif à la création, l'organisation et le fonctionnement de la direction générale de l'économie numérique (DGEN) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er avril 2015,

Emet l'avis suivant :

Article 1er.— La nomination de M. Eric Bourgeois en qualité de membre du comité territorial de l'audiovisuel reçoit un avis favorable.

Art. 2.— Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 avril 2015.  
Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 378 CM du 2 avril 2015 portant affectation de la parcelle dépendant de la terre Utuku Tiia, cadastrée commune de Nuku Hiva, section de commune de Hatiheu, section CO n° 7, au profit de la commune de Nuku Hiva.**

NOR : DAF1520123AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la lettre n° 60-15 BK/bt du 27 février 2015 de la commune de Nuku Hiva ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er avril 2015,

Arrête :

Article 1er.— Sont affectées au profit de la commune de Nuku Hiva, la parcelle dépendant de la terre Utuku Tiia, cadastrée commune de Nuku Hiva, section de commune de Hatiheu, section CO n° 7, d'une superficie de 4 906 mètres carrés et des constructions y édifiées, tel que le tout figure sur l'extrait de plan cadastral en date du 17 décembre 2014 détenu par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.

Art. 2.— Cette affectation est destinée à régulariser l'implantation de l'école primaire et du dispensaire de Aakapa.

Art. 3.— La valeur vénale de la parcelle affectée hors constructions est estimée à *vingt-quatre millions cinq cent trente mille francs CFP* (24 530 000 F CFP) soit 5 000 F CFP le mètre carré.

Art. 4.— Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5.— La commune de Nuku Hiva, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 6.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 7.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, en cas de non respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour, au profit de la Polynésie française, du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 8.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 avril 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 379 CM du 2 avril 2015 mettant fin de manière anticipée à l'arrêté n° 1066 CM du 26 septembre 2006 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime sis à Nunue, commune de Bora Bora au profit de la SCI Tearea.**

NOR : DAF1420328AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public ;

Vu la convention-type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime approuvée suivant décision n° 1169 DOM du 19 août 1983 ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 977 CM du 28 août 1989 fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire d'emplacements du domaine public maritime réservés à des pontons, passerelles et parcs à poissons d'agrément ;

Vu l'arrêté n° 1066 CM du 26 septembre 2006 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime sis à Nunue, commune de Bora Bora au profit de la SCI Tearea ;

Vu l'acte administratif en date du 14 novembre 2006 enregistré à Papeete le 15 novembre 2006, folio 51, bordereau 1576/1 ;

Vu la demande de résiliation de la SCI Tearea en date du 9 octobre 2012 ;

Vu les statuts de la SCI Tearea n° 670 du 11 août 2005 enregistrés à Papeete le 16 août 2005, folio 124, bordereau 2173/2 ;

Vu la demande de constat d'occupation de la direction des affaires foncières n° 1324 MAA/DAF/ISLV du 4 décembre 2012 adressée à la direction de l'équipement ;

Vu le rapport d'enquête de la direction de l'équipement n° 6 ISLVB/CP en date du 13 avril 2013 adressée à la direction des affaires foncières par bordereau n° 1099 DEQ/ISLV du 26 novembre 2014, réceptionné à la DAF ISLV le 27 novembre 2014 ;

Considérant que par courrier du 9 octobre 2012 susvisé, Mme Edna Area épouse Aravetupu, gérante de la SCI Tearea, a sollicité la résiliation de l'autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime sis à Nunue, commune de Bora Bora, accordée au profit de la SCI Tearea par arrêté n° 1066 CM du 26 septembre 2006, formalisée par acte administratif en date du 14 novembre 2006 susvisés, au motif que ces emplacements du domaine public maritime destinés à l'exploitation d'un village polynésien "Tamati Village" d'une superficie totale de sept cent cinquante-neuf (759) mètres carrés et dix-sept (17) centimètres carrés, sur le motu Toopua Iti, cadastré section NE n° 9 sis à Nunue, commune de Bora Bora n'ont pas été occupés et que le projet de la SCI Tearea n'a pas été réalisé ;

Considérant que la direction de l'équipement a constaté suivant procès-verbal de constat n° 6 ISLVB/CP en date du 13 avril 2013 susvisé, réceptionné à la DAF ISLV le 27 novembre 2014, qu'il n'y a aucun aménagement de fait, ni d'occupation temporaire des emplacements alloués à la SCI Tearea, et que cette situation est confirmée par les photos jointes au constat ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er avril 2015,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 1066 CM du 26 septembre 2006 autorisant la SCI Tearea à occuper divers emplacements du domaine public maritime d'une superficie totale de 759,17 mètres carrés attenants au motu Toopua Iti cadastré section NE n° 9 sis à Nunue, commune de Bora Bora, dans le cadre de l'exploitation d'un village polynésien "Tamati village", est retiré à compter du 13 avril 2013.

Art. 2. — La résiliation de l'acte administratif en date du 14 novembre 2006 susvisé prend effet à compter du 13 avril 2013.

Art. 3. — Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies, le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 avril 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs*  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 380 CM du 2 avril 2015 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Institut Louis-Malardé pour l'acquisition d'un laboratoire de haute sécurité (NSB3), 1re tranche.**

NOR : DSP150025AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé et des solidarités ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2014-125 APF du 5 décembre 2014 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2015 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention d'investissement n° 532-2014 DG du directeur de l'Institut Louis-Malardé pour l'exercice 2015 en date du 18 décembre 2014 ;

Vu la lettre n° 1011 PR du 19 février 2015 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 19 février 2015 ;

Vu l'avis n° 20-2015 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier en date du 24 février 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er avril 2015,

Arrête :

**Article 1er.**— Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement de *quatre-vingt-onze millions neuf cent dix-neuf mille six cent quatre-vingt-huit francs CFP* (91 919 688 F CFP) en faveur de l'Institut Louis-Malardé pour financer l'acquisition d'un laboratoire de haute sécurité (NSB3), 1re tranche.

**Art. 2.**— L'aide financière attribuée à l'Institut Louis-Malardé dans le cadre du présent arrêté correspond au financement de la 1re tranche du projet d'acquisition et d'installation du laboratoire de haute sécurité (NSB3).

**Art. 3.**— Le montant de la subvention s'élève à 100 % du coût total de l'opération hors taxes majoré de la fraction non-récupérable de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) déterminée à partir de la dernière déclaration de TVA du bénéficiaire, soit pour un montant de *quatre-vingt-onze millions neuf cent dix-neuf mille six cent quatre-vingt-huit francs CFP* (91 919 688 F CFP).

**Art. 4.**— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au chapitre 910, AP 367-2014, AE 492-2014, article 204.

**Art. 5.**— La subvention sera versée sur le compte de l'Institut Louis-Malardé selon les modalités suivantes :

- une avance de 50 % soit *quarante-cinq millions neuf cent cinquante-neuf mille huit cent quarante-quatre francs CFP* (45 959 844 F CFP), après constatation du commencement d'exécution de l'opération et dès publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- une fraction de 40 %, soit *trente-six millions sept cent soixante-sept mille huit cent soixante-quinze francs CFP* (36 767 875 F CFP), sur présentation d'un relevé de mandats visé par la paierie de la Polynésie française justifiant de l'utilisation de l'avance de 50 % ;
- le solde de 10 % soit *neuf millions cent quatre-vingt-onze mille neuf cent soixante-neuf francs CFP* (9 191 969 F CFP), sur présentation d'un relevé de mandats visé par la Paierie de la Polynésie française pour la totalité des dépenses réalisées dans le cadre de l'opération financée.

**Art. 6.**— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

**Art. 7.**— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies et le ministre de la santé et des solidarités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 avril 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*

Nuihau LAUREY.

*Le ministre de la santé*

*et des solidarités,*

Patrick HOWELL.

**ARRETE n° 381 CM du 2 avril 2015 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association du festival international du film documentaire océanien (AFIFO) pour la prise en charge des frais liés à l'organisation des ateliers du programme des scolaires.**

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 677 PR du 16 septembre 2014 constatant la qualité d'ordonnateur du vice-président du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2014-125 APF du 5 décembre 2014 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2015 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifiée portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et les critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 895 CM du 12 juin 2014 portant création, organisation et fonctionnement de la direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;

Vu la demande de soutien financier de l'association du festival international du film documentaire océanien (AFIFO) pour l'exercice 2015 en date du 20 octobre 2014 ;

Vu la lettre n° 1212 PR du 26 février 2015 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 26 février 2015 ;

Vu l'avis de la commission de contrôle budgétaire et financier n° 27-2015 CCBF/APF du 10 mars 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er avril 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de *cinq cent mille francs* (500 000 F CFP) en faveur de l'association du festival international du film documentaire océanien (AFIFO) pour la prise en charge des frais liés à l'organisation des ateliers du programme des scolaires.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 969-05, article 657-4, centre de travail 813-F, exercice 2015.

Art. 3. — Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit *deux cent cinquante mille francs* (250 000 F CFP) à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde de 50 %, soit *deux cent cinquante mille francs* (250 000 F CFP) sur présentation des pièces justificatives d'utilisation de la première fraction.

Art. 4. — L'association du festival international du film documentaire océanien (AFIFO) s'engage à produire avant le 31 décembre 2015, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où la subvention de fonctionnement aurait reçu une destination autre que celle prévue à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

Art. 6. — Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique et des énergies et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association du festival international du film documentaire océanien (AFIFO) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 avril 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'éducation  
et de l'enseignement supérieur,*  
Nicole SANQUER-FAREATA.

**ARRETE n° 382 CM du 2 avril 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Taputu pour le bimestre juillet-août 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu.**

NOR : DTT1402794AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de



personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu l'arrêté n° 916 CM du 18 juin 2014 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 98.1841 du 28 mai 1998 relative au transport scolaire par voie terrestre des élèves dans l'île de Rurutu, conclue entre la Polynésie française, autorité organisatrice, et l'entreprise Taputu, transporteur ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de l'entreprise Taputu du 9 décembre 2014 ;

Vu l'avis de la direction générale de l'éducation et des enseignements n° 84 MEE/DGEE/bts du 7 janvier 2014 ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 254 MET/DTT du 19 janvier 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er avril 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Taputu pour le bimestre juillet-août 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de quarante-deux (42) litres et représente un montant total de détaxe de trois mille six cent douze francs CFP (3 612 F CFP).

Soit : du 1er juillet au 31 août.

Kilométrage (Km) : 274.

Quota en litres (Q) : 42.

Montant de la détaxe (MD) : 3 612.

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + \text{etc.}$	Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.
KmV1	Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.
$Q = QV1 + QV2 + \text{etc.}$	Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.
$QV1 = KmV1 \times n$	Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.
$n = 15/100$	Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.
$MD = MDV1 + MDV2 + \text{etc.}$	Montant bimensuel de la détaxe.
$MDV1 = QV1 \times x$	Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.
$x = 86 \text{ F CFP}$	Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de l'entreprise Taputu pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 avril 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs,*  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 383 CM du 2 avril 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Taputu pour le bimestre septembre-octobre 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu.**

NOR : DTT1402795AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu l'arrêté n° 1250 CM du 21 août 2014 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 98.1841 du 28 mai 1998 relative au transport scolaire par voie terrestre des élèves dans l'île de Rurutu, conclue entre la Polynésie française, autorité organisatrice, et l'entreprise Taputu, transporteur ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de l'entreprise Taputu du 9 décembre 2014 ;

Vu l'avis de la direction générale de l'éducation et des enseignements n° 84 MEE/DGEE/bts du 7 janvier 2014 ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 254 MET/DTT du 19 janvier 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er avril 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Taputu pour le bimestre septembre-octobre 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de trois cent quatre-vingt-dix-huit (398) litres et représente un montant total de détaxe de *trente-quatre mille deux cent vingt-huit francs CFP* (34 228 F CFP).

Soit : du 1er septembre au 31 octobre.

*Kilométrage (Km) : 2 646.*

*Quota en litres (Q) : 398.*

*Montant de la détaxe (MD) : 34 228.*

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + \text{etc.}$	Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.
KmV1	Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.
$Q = QV1 + QV2 + \text{etc.}$	Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.
$QV1 = KmV1 \times n$	Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.
$n = 15/100$	Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.
$MD = MDV1 + MDV2 + \text{etc.}$	Montant bimensuel de la détaxe.
$MDV1 = QV1 \times x$	Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.
$x = 86 \text{ F CFP}$	Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2.— Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3.— Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de l'entreprise Taputu pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 avril 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs*  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 384 CM du 2 avril 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Taputu pour le bimestre novembre-décembre 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu.**

NOR : DTT1402796AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu l'arrêté n° 1454 CM du 22 octobre 2014 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 98.1841 du 28 mai 1998 relative au transport scolaire par voie terrestre des élèves dans l'île de Rurutu, conclue entre la Polynésie française, autorité organisatrice, et l'entreprise Taputu transporteur ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de l'entreprise Taputu du 9 décembre 2014 ;

Vu l'avis de la direction générale de l'éducation et des enseignements n° 84 MEE/DGEE/bts du 7 janvier 2014 ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 254 MET/DTT du 19 janvier 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er avril 2015,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Taputu pour le bimestre novembre-décembre 2014, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de deux cent vingt-huit (228) litres et représente un montant total de détaxe de dix-neuf mille six cent huit francs CFP (19 608 F CFP).

Soit : du 1er novembre au 31 décembre.

*Kilométrage (Km) : 1 528.*

*Quota en litres (Q) : 228.*

*Montant de la détaxe (MD) : 19 608.*

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + \text{etc.}$	Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.
KmV1	Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.
$Q = QV1 + QV2 + \text{etc.}$	Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.
$QV1 = KmV1 \times n$	Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.
$n = 15/100$	Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.
$MD = MDV1 + MDV2 + \text{etc.}$	Montant bimensuel de la détaxe.
$MDV1 = QV1 \times x$	Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.
$x = 86 \text{ F CFP}$	Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2.— Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3.— Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de l'entreprise Taputu pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 avril 2015.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs*  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 385 CM du 2 avril 2015 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Taputu pour le bimestre janvier-février 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu.**

NOR : DTT1500301AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 1972 CM du 23 décembre 2014 et le n° 61 CM du 22 janvier 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 98.1841 du 28 mai 1998 relative au transport scolaire par voie terrestre des élèves dans l'île de Rurutu, conclue entre la Polynésie française, autorité organisatrice, et l'entreprise Taputu, transporteur ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de l'entreprise Taputu du 9 décembre 2014 ;

Vu l'avis de la direction générale de l'éducation et des enseignements n° 84 MEE/DGEE/bts du 7 janvier 2014 ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 254 MET/DTT du 19 janvier 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 1er avril 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Taputu pour le bimestre janvier-février 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu.

Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de trois cent deux (302) litres et représente un montant total de détaxe de *vingt-quatre mille quatre cent soixante-deux francs CFP* (24 462 F CFP).

Soit : du 1er janvier au 28 février.

*Kilométrage (Km)* : 2 006.

*Quota en litres (Q)* : 302.

*Montant de la détaxe (MD)* : 24 462.

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + \text{etc.}$	Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.
KmV1	Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.
$Q = QV1 + QV2 + \text{etc.}$	Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.
$QV1 = KmV1 \times n$	Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.
$n = 15/100$	Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.
$MD = MDV1 + MDV2 + \text{etc.}$	Montant bimensuel de la détaxe.
$MDV1 = QV1 \times x$	Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.
$x = 86 \text{ F CFP}$	Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de l'entreprise Taputu pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 avril 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
et des transports intérieurs*  
Albert SOLIA.

NOR : EVT1500442AC

**Par arrêté n° 386 CM du 2 avril 2015.** — Est rendue exécutoire la délibération n° 2-2015 EVT du 5 février 2015 portant adoption du budget primitif pour l'exercice 2015 du conseil d'administration de l'établissement public Vanille de Tahiti.

Le budget est arrêté à la somme de *trois cent vingt-trois millions quatre cent soixante-quatorze mille cinquante-cinq francs CFP* (323 474 055 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en capital	Total
- Recettes	292 500 812	30 973 243	323 474 055
- Dépenses	292 500 812	30 973 243	323 474 055
Résultats	0	0	0

### DELIBERATION N° 02/EVT/2015

Portant adoption du budget primitif  
de l'Etablissement public « Vanille de Tahiti » pour l'exercice 2015

Le Conseil d'Administration de l'Etablissement public  
« Vanille de Tahiti »

- Vu la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n°2009-193 du 27 février 2007 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu la délibération n° 2003-68/APF du 15 mai 2003 portant création d'un Etablissement Public dénommé "Vanille de Tahiti" ;
- Vu l'arrêté n° 1115/CM modifié du 06 août 2003 portant organisation et fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé « Vanille de Tahiti » ;
- Vu la délibération n° 95-205/AT modifiée du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;
- Vu l'arrêté n° 580/CM modifié du 5 juillet 1993 relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;
- Vu l'arrêté n° 1124/CM du 13 août 2008 portant nomination du commissaire de gouvernement auprès de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé « Vanille de Tahiti » ;
- Vu l'arrêté n° 1595/CM du 13 novembre 2014 portant nomination de Mme Carine YIP-VAIRAAROA en qualité de directrice de l'établissement public à caractère industriel et commercial « Vanille de Tahiti » par intérim ;

Après en avoir délibéré dans sa séance du 05 février 2015

### A D O P T E

**Article 1** : Le budget primitif de l'établissement public « Vanille de Tahiti » pour l'exercice 2015, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 323 474 055 francs CFP (TROIS CENT VINGT TROIS MILLIONS QUATRE CENT SOIXANTE QUATORZE MILLE CINQUANTE CINQ FRANCS CFP), est adopté.

Il se décompose comme suit :

	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en Capital	TOTAL
Recettes (en F CFP)	292 500 812	30 973 243	323 474 055
Dépenses (en F CFP)	292 500 812	30 973 243	323 474 055
Résultat (en F CFP)	0	0	0

Art. 2. — La directrice par intérim et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Un administrateur.

Le président.

## BUDGET PRINCIPAL

## ETABLISSEMENT PUBLIC VANILLE DE TAHITI

## PROJET DE BUDGET DE L'EXERCICE 2015

CADRE 1  
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 6)

Feuille 1

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHE ET PROGRAMMES					MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2014 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 03/02/15 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2015 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION				
60	6				SECTION I - FONCTIONNEMENT									
					ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS									
	ACHATS APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES													
	7				ACHATS DE MARCHANDISES	18 272 638	18 030 377	15 030 638	- 3 242 000					
					Sous-total 606	72 513 600	70 920 688	5 300 000	- 67 213 600					
					Sous-total 607	72 513 600	70 920 688	5 300 000	- 67 213 600					
					Total chapitre 60.....	90 786 238	88 951 065	20 330 638	- 70 455 600					
61	3				ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURES									
					LOCATIONS	500 000	316 058	400 000	- 100 000					
	5				TRAVAUX ENTRETIEN ET REPARATIONS	5 807 704	3 419 882	4 807 704	- 1 000 000					
					Sous-total 615	5 807 704	3 419 882	4 807 704	- 1 000 000					
	6				PRIMES ASSURANCES	1 722 023	1 483 113	1 892 023	170 000					
Sous-total 616					1 722 023	1 483 113	1 892 023	170 000						
8				DIVERS	944 527	35 346	944 527	0						
				Sous-total 618	944 527	35 346	944 527	0						
					Total chapitre 61.....	8 974 254	5 254 399	8 044 254	- 930 000					
62	2				AUTRES SERVICES EXTERIEURS(EN RELATION AVEC L'ACTI									
					REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES	4 128 810	2 495 682	3 128 810	- 1 000 000					
	3				PUBLICITE INFORMATION PUBLICATION	5 119 332	3 322 375	3 719 332	- 1 400 000					
					Sous-total 623	5 119 332	3 322 375	3 719 332	- 1 400 000					
	4				TRANSPORTS DE BIENS ET TRANSPORTS COLLECTIFS PERSO	7 311 793	5 355 818	5 711 793	- 1 600 000					
Sous-total 624					7 311 793	5 355 818	5 711 793	- 1 600 000						
5				DEPLACEMENTS MISSIONS ET RECEPTIONS	2 675 117	2 092 218	1 825 117	- 850 000						
				Sous-total 625	2 675 117	2 092 218	1 825 117	- 850 000						
6				FRAIS POSTAUX ET TELECOMMUNICATIONS	2 013 100	1 640 159	2 013 100	0						
				Sous-total 626	2 013 100	1 640 159	2 013 100	0						
7				SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	60 000	57 299	110 000	50 000						
				Sous-total 627	60 000	57 299	110 000	50 000						
8				CHARGES EXTERNES DIVERSES	63 102 952	8 049 736	52 881 030	- 10 221 922						
				Sous-total 628	63 102 952	8 049 736	52 881 030	- 10 221 922						
					Total chapitre 62.....	84 411 104	23 013 287	69 389 182	- 15 021 922					

CADRE 1  
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 6)

Feuille 2

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHE ET PROGRAMMES					MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2014 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 03/02/15 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2015 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION				
SECTION I - FONCTIONNEMENT														
63	1				IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSILILES									
					IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES SUR REMUNERA	617 849	85 963	625 927	8 078					
	5			Sous-total 631	617 849	458 873	625 927	8 078						
				AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES ..	152 000	140 808	152 000	0						
	7			Sous-total 635	152 000	140 808	152 000	0						
				AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	5 000	0	5 000	0						
				Sous-total 637	5 000	0	5 000	0						
				Total chapitre 63.....	774 849	599 681	782 927	8 078						
64	1				CHARGES DE PERSONNEL									
					REMUNERATION PERSONNEL PERMANENT ET S/EMPLOI BLOQ	123 946 009	25 033 061	125 181 293	1 235 284					
	5			Sous-total 641	123 946 009	88 822 634	125 181 293	1 235 284						
				CHARGES SOCIALES CPS	34 604 126	4 880 363	36 334 332	1 730 206						
	7			Sous-total 645	34 604 126	27 202 321	36 334 332	1 730 206						
				AUTRES CHARGES SOCIALES	280 702	254 100	280 702	0						
				Sous-total 647	280 702	254 100	280 702	0						
				Total chapitre 64.....	158 830 837	116 279 055	161 796 327	2 965 490						
65	1				AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE									
					REDEVANCES BREVETS LICENCES MARQUES PROCEDES	115 000	109 786	565 741	450 741					
	4			Sous-total 651	115 000	109 786	565 741	450 741						
				CHARGES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	0	0	7 300 000	7 300 000						
				Sous-total 654	0	0	7 300 000	7 300 000						
				Total chapitre 65.....	115 000	109 786	7 865 741	7 750 741						
66	5				CHARGES FINANCIERES									
					PERTES DE CHANGE	250 000	121 737	100 000	- 150 000					
				Sous-total 666	250 000	121 737	100 000	- 150 000						
				Total chapitre 66.....	250 000	121 737	100 000	- 150 000						
67	1				CHARGES EXCEPTIONNELLES									
					CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATION GEST EXERCI.	1 991 400	370 732	0	- 1 991 400					
	5			Sous-total 671	1 991 400	370 732	0	- 1 991 400						
				VALEURS COMPTABLES DES ELEMENTS ACTIFS CEDES	37 030 673	37 030 673	0	- 37 030 673						
				Sous-total 675	37 030 673	37 030 673	0	- 37 030 673						
				Total chapitre 67.....	39 022 073	37 401 405	0	- 39 022 073						
68	1				DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS									
					DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	20 973 243	20 971 239	20 973 243	0					
				Sous-total 681	20 973 243	20 971 239	20 973 243	0						
				Total chapitre 68.....	20 973 243	20 971 239	20 973 243	0						

**CADRE 1**  
( DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 6 )

Feuille 3

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2014 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 03/02/15 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2015 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
69	5				<b>SECTION I - FONCTIONNEMENT</b>					
					IMPOTS SUR LES BENEFICES ET IMPOTS ASSIMILES					
					IMPOTS SUR LES BENEFICES	6 791 500	6 791 500	3 218 500	- 3 573 000	
					Sous-total 695	6 791 500	6 791 500	3 218 500	- 3 573 000	
					Total chapitre 69.....	6 791 500	6 791 500	3 218 500	- 3 573 000	
<b>TOTAL DE LA SECTION FONCTIONNEMENT .....</b>						<b>410 929 088</b>	<b>299 493 154</b>	<b>292 500 812</b>	<b>- 118 428 286</b>	

**CADRE 1**  
( DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 1-2-3-4 )

Feuille 4

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2014 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 03/02/15 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2015 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
13	9				<b>SECTION II - OPERATION EN CAPITAL</b>					
					SUBVENTION INVESTISSEMENT					
					SUBVENTION INVESTISSEMENT INSCRITE AU Cpte RESULTAT	13 088 358	12 748 703	13 088 358	0	
					Sous-total 139	13 088 358	12 748 703	13 088 358	0	
					Total chapitre 13.....	13 088 358	12 748 703	13 088 358	0	
20	5				IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
					CONCESSIONS DROITS SIMILAIRES BREVETS LICENCES....	3 623 006	3 623 006	0	- 3 623 006	
					Sous-total 205	3 623 006	3 623 006	0	- 3 623 006	
					Total chapitre 20.....	3 623 006	3 623 006	0	- 3 623 006	
21	2				IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
					AGENCEMENTS AMENAGEMENTS TERRAINS	18 034 667	18 034 667	0	- 18 034 667	
	3				CONSTRUCTIONS	30 855 885	28 980 996	9 779 943	- 21 075 942	
					Sous-total 213	30 855 885	28 980 996	9 779 943	- 21 075 942	
	5				INSTALLATIONS TECHNIQUES MATERIELS ET OUTILLAGES	8 577 036	645 096	7 033 582	- 1 543 454	
					Sous-total 215	8 577 036	645 096	7 033 582	- 1 543 454	
	8				AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 386 360	0	1 071 360	- 1 315 000	
					Sous-total 218	2 386 360	0	1 071 360	- 1 315 000	
					Total chapitre 21.....	59 853 948	47 660 759	17 884 885	- 41 963 063	
28	1				AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS					
					AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 311 864	7 311 864	0	- 7 311 864	
	4				Sous-total 281	7 311 864	7 311 864	0	- 7 311 864	
					AMMORT.IMMOB.CORPOR.CHARGE RENOUV.NON A L'ETABL	6 769 934	6 769 934	0	- 6 769 934	
					Sous-total 284	6 769 934	6 769 934	0	- 6 769 934	
					Total chapitre 28.....	14 081 798	14 081 798	0	- 14 081 798	
<b>TOTAL DE LA SECTION OPERATION EN CAPITAL .....</b>						<b>90 647 110</b>	<b>78 114 266</b>	<b>30 973 243</b>	<b>- 59 673 867</b>	

**CADRE 2**  
( DEVELOPPEMENT DES RECETTES CLASSE 7 )

Feuille 5

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROGRAMMES	MONTANTS DES RECETTES					
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2014 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 03/02/15 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2015 (3)	DIFFERENCE  (4 = 3 - 1)	OBSERVATION	
70	6				SECTION I - FONCTIONNEMENT						
					VENTES DE MARCHANDISES PRESTATIONS SERVICES						
	7					7 088 316	1 214 227	6 688 316	- 400 000		
					VENTES MARCHANDISES	7 088 316	1 214 227	6 688 316	- 400 000		
	8				Sous-total 706	75 062 235	8 256 533	75 462 235	400 000		
					PRODUITS DES ACTIVITES ANNEES	75 062 235	8 256 533	75 462 235	400 000		
					Sous-total 708	2 300 000	925 775	1 100 000	- 1 200 000		
					Sous-total 708	2 300 000	925 775	1 100 000	- 1 200 000		
					Total chapitre 70.....	84 450 551	10 396 535	83 250 551	- 1 200 000		
74	4				SUBVENTION EXPLOITATION						
					SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DU TERRITOIRE	255 200 000	255 200 000	194 000 000	- 61 200 000		
	8				Sous-total 744	255 200 000	255 200 000	194 000 000	- 61 200 000		
					AUTRES SUBVENTIONS EXPLOITATION	3 997 613	2 679 854	0	- 3 997 613		
						Sous-total 748	3 997 613	2 679 854	0	- 3 997 613	
						Total chapitre 74.....	259 197 613	257 879 854	194 000 000	- 65 197 613	
75	8				AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE						
					DIVERS AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	2 161 903	3 089 658	2 161 903	0		
						Sous-total 758	2 161 903	3 089 658	2 161 903	0	
						Total chapitre 75.....	2 161 903	3 089 658	2 161 903	0	
76	6				PRODUITS FINANCIERS						
					GAINS AU CHANGE	0	14 973	0	0		
						Sous-total 766	0	14 973	0	0	
						Total chapitre 76.....	0	14 973	0	0	
77	1				PRODUITS EXCEPTIONNELS						
					PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATION GESTION EXERC	0	49 500	0	0		
	5				Sous-total 771	0	49 500	0	0		
					PRODUITS CESSIONS ELEMENTS ACTIFS	15 000 000	15 000 000	0	- 15 000 000		
	7				Sous-total 775	15 000 000	15 000 000	0	- 15 000 000		
					QUOTE-PART SUBVENTIONS INVEST VIREE AUX RESULT EXE	13 088 358	12 748 703	13 088 358	0		
					Sous-total 777	13 088 358	12 748 703	13 088 358	0		
					Total chapitre 77.....	28 088 358	27 798 203	13 088 358	- 15 000 000		
TOTAL DE LA SECTION FONCTIONNEMENT .....						373 898 425	299 179 223	292 500 812	- 81 397 613		

**CADRE 2**  
(DEVELOPPEMENT DES RECETTES CLASSE 1-2-3-4)

Feuillet 6

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROGRAMMES	MONTANTS DES RECETTES				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2014 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2014 à la date du 03/02/15 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2015 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
<b>SECTION II - OPERATION EN CAPITAL</b>										
13	1				SUBVENTION INVESTISSEMENT	10 000 000	0	10 000 000	0	
					SUBVENTION EQUIPEMENT	10 000 000	0	10 000 000	0	
					Sous-total 131	10 000 000	0	10 000 000	0	
					Total chapitre 13.....	10 000 000	0	10 000 000	0	
20	5				IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 623 006	3 623 006	0	- 3 623 006	
					CONCESSIONS DROITS SIMILAIRES BREVETS LICENCES....	3 623 006	3 623 006	0	- 3 623 006	
					Sous-total 205	3 623 006	3 623 006	0	- 3 623 006	
					Total chapitre 20.....	3 623 006	3 623 006	0	- 3 623 006	
21	1				IMMOBILISATIONS CORPORELLES	37 030 673	37 030 673	0	- 37 030 673	
					TERRAINS	37 030 673	37 030 673	0	- 37 030 673	
	2				AGENCEMENTS AMENAGEMENTS TERRAINS	18 034 667	18 034 667	0	- 18 034 667	
					Sous-total 212	18 034 667	18 034 667	0	- 18 034 667	
	3				CONSTRUCTIONS	23 934 396	23 934 396	0	- 23 934 396	
					Sous-total 213	23 934 396	23 934 396	0	- 23 934 396	
					Total chapitre 21.....	78 999 736	78 999 736	0	- 78 999 736	
28	0				AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	2 562 959	2 562 959	2 562 959	0	
					AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 562 959	2 562 959	2 562 959	0	
	1				AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS CORPORELLES	23 918 680	23 916 670	16 606 816	- 7 311 864	
					Sous-total 281	23 918 680	23 916 670	16 606 816	- 7 311 864	
	4				AMMORT IMMOB CORPORA CHARGE RENOUV NON A L'ETAT	8 573 402	8 573 402	1 803 468	- 8 769 934	
					Sous-total 284	8 573 402	8 573 402	1 803 468	- 8 769 934	
					Total chapitre 28.....	35 055 041	35 053 037	20 973 243	- 14 081 798	
					<b>TOTAL DE LA SECTION OPERATION EN CAPITAL .....</b>	<b>127 677 783</b>	<b>117 675 779</b>	<b>30 973 243</b>	<b>- 96 704 540</b>	

**CADRE 3**

**TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES**

Paramètres d'édition :

Organisme : 124

Exercice : 2015

Budget : B24

Etape : %

**CADRE 3**  
(TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES)

DEPENSES			Section I - FONCTIONNEMENT		RECETTES	
NUMEROS des POSTES	INTITULES DES DEPENSES	MONTANT des prévisions de DEPENSES	NUMEROS des POSTES	INTITULES DES RECETTES	MONTANT des prévisions de RECETTES	
60	ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS	20 330 638	70	VENTES DE MARCHANDISES	03 250 551	
61	ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURS	0 644 234	74	SUBVENTION EXPLOITATION	194 000 000	
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS EN RELATION AVEC L'ACTI	60 389 182	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	2 161 903	
63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	782 927	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	13 088 358	
64	CHARGES DE PERSONNEL	161 796 327				
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	7 865 741				
66	CHARGES FINANCIERES	100 000				
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES					
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	20 973 243				
69	IMPOTS SUR LES BENEFICES ET IMPOTS ASSIMILES	3 216 500				
	<b>Total des DEPENSES ....</b>	<b>292 500 812</b>		<b>Total des RECETTES ....</b>	<b>232 500 812</b>	
	Mode de réalisation de l'équilibre : Excédent de l'exercice (Virement à la section II)			Mode de réalisation de l'équilibre : Déficit de l'exercice (Virement de la section II)		
	<b>Montant TOTAL ....</b>	<b>292 500 812</b>		<b>Montant TOTAL ....</b>	<b>232 500 812</b>	



**CADRE 3**  
**(TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES)**

DEPENSES			Section II - OPERATION EN CAPITAL		RECETTES	
NUMEROS des POSTES	INTITULES DES DEPENSES	MONTANT des prévisions de DEPENSES	NUMEROS des POSTES	INTITULES DES RECETTES	MONTANT des prévisions de RECETTES	
13	SUBVENTION INVESTISSEMENT	13 000 350	13	SUBVENTION INVESTISSEMENT	10 000 000	
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	17 894 685	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS		28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	20 973 243	
Total des DEPENSES ....		30 973 243	Total des RECETTES ....		30 973 243	
Mode de réalisation de l'équilibre : Déficit de l'exercice (Virement à la section I) Augmentation du fonds de roulement			Mode de réalisation de l'équilibre : Excédent de l'exercice (Virement de la section I) Diminution du fonds de roulement			
Montant TOTAL .....		30 973 243	Montant TOTAL .....		30 973 243	
TOTAL BRUT DES DEPENSES ...		323 474 055	TOTAL BRUT DES RECETTES ....		323 474 055	
A déduire : dépenses internes (Virements entre sections)			A déduire : recettes internes (Virements entre sections)			
TOTAL NET DES DEPENSES ....		323 474 055	TOTAL NET DES RECETTES ....		323 474 055	

MINISTRE DU DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DU SECTEUR PRIMAIRE  
ETABLISSEMENT : VANILLE DE 14H11

SITUATION DE L'EFFECTIF BUDGETAIRE AU TITRE DE L'EXERCICE 2015  
(Arrêté n° 1270/CM du 26 novembre 1996 et circulaire 7703/MFR du 25 novembre 1996)

EFFECTIF BUDGETAIRE			PERSONNEL EN PLACE				Date prochain avancement	OBSERVATIONS	Poste vacant	Poste rémunéré sur le budget LEVT
Numéro de poste	Catégorie	Intitulé du poste	PSTE	Noms Prénoms	privé	Catégorie	Echelon			
		<b>1: Direction générale :</b>	<b>8</b>		<b>8</b>					
1DIR	A	Directeur général (Emploi fonctionnel)	1		1	A			1	1
3DIR	B	Secrétaire de direction	1	Milton PARAJE	1	C		10/06/2015		1
3DAF	C	Secrétaire / Planton	1	Arivechele HART	1	B		27/10/2015		1
5DIR	A	Chargé de mission marchés publics et RH	1	Canne YIP épouse VAIRAROA	1	A		01/02/2015	Directrice par interim	1
10DAF	A	Chargée de promotion et commercialisation	1	Laizo VONGEY	1	B		17/04/2015		1
40DAF	C	Aide comptable	1	Raimona BENNETT	1	B		02/02/2015		1
60DAF	C	Aide comptable	1	Leoline TUMARAE	1	B		17/01/2015		1
7DIR	A	Comptable	1	Moheals TEMARI	1	A		13/05/2016		1
		<b>2: Production :</b>	<b>21</b>		<b>21</b>					
	A	Directeur technique	1	Arimaunua TERIIPAI	1	A				1
1FVT	A	Responsable d'antenne	1	Denis DAVO	1	C				1
3FVT	C	Secrétaire	1	Raimona IOANE	1	D		06/10/2015		1
5FVT	C	Vulgarisateur de niveau 3	1	Arimana NAORE	1	C		06/10/2015		1
6FVT	C	Vulgarisateur de niveau 3	1	François TETAUIRA	1	D		06/10/2015		1
1FVR	A	Responsable d'antenne	1	Georges BROTHERRSON	1	B			En position de MAD jusqu'en 2016	1
3FVR	C	Secrétaire	1	Lina TAVITA épouse TEAHU	1	B		20/10/2015		1
5FVR	C	Vulgarisateur de niveau 2	1	Tarumu TEIHOTU	1	B		20/10/2015		1
6FVR	C	Vulgarisateur de niveau 3	1	Wilfred REVA	1	D		20/10/2015		1
3ORD	C	Vulgarisateur de niveau 1	1	Mihirana AKOT	1	C		20/10/2015		1
6FVT	D	Ouvrier	1	Honore TIHOPU	1	D		01/03/2015		1
9FVT	D	Ouvrier chef d'équipe	1	Maire MAIARI	1	E		03/11/2015		1
7FVR	D	Ouvrier	1	Yannick PUAHO	1	E		20/10/2015		1
8FVR	D	Ouvrier	1	François TERITAKIHAI	1	E		01/04/2015		1
2DIR	A	Responsable d'antenne	1	Hareau BROTHERRSON	1	A				1
3FVR	C	Secrétaire	1	Juliana LU épouse VAIHO	1	C		20/10/2015		1
5FVR	C	Vulgarisateur de niveau 2	1	Haimana TIATIA	1	B		13/10/2015		1
6FVR	C	Vulgarisateur de niveau 3	1	Ferdinand LEMAIRE	1	C		13/10/2015		1
10AA	A	Responsable d'antenne et chargée des aides	1	Kathy GAUDOT épouse MARAMA	1	C		06/10/2015		1
11DV	C	Vulgarisateur de niveau 3	1	Jean PATI	1	C		04/05/2015		1
03IDV	C	Vulgarisateur de niveau 3	1	Richard TEPA	1	E		25/05/2015		1
		<b>4: Recherche :</b>	<b>6</b>		<b>6</b>					
5DCS	B	Technicien de culture in vitro	1	Chloe FELLISSIM épouse KHANUEL	1	B		20/10/2015		1
7ORD	A	Chercheur en génétique	1	Sandra ANDRZEJEWSKI épouse LEPEPS	1	A		02/12/2015	Responsable de département	1
12ORD	C	Aide laborantin	1	Eiane BRODIEEN épouse MOU THAM	1	C		20/10/2015		1
03DCS	B	Technicien en laboratoire	1	Sarah CLABAUX	1	B		01/03/2015		1
04DCS	A	Ingénieur en virologie	1	Tuioni ATUAHIVA	1	A		01/12/2015		1
16ORD	D	Ouvrier	1	Fernand MANUEL	1	E		20/10/2015		1
Nombre Total de postes			35		35				1	34

MINISTÈRE : DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE LA FORÊT, en charge de la promotion et de la formation aux métiers de la terre,  
de la souveraineté alimentaire et des biotechnologies.  
ÉTABLISSEMENT : VANILLE DE TAHITI

PARC AUTOMOBILE AU 31/12/2014  
(Arrêté n°918/CM du 15 septembre 1997)

VEHICULE N°	Carte grise	Type	Marques	Assurance	Police n°	Date de mise en service	Etat du véhicule (bon ou mauvais)		Ne circule plus (mois)	Epave	Observations (1)
882 YA	LPRSE081609507645	Scooter	YAMAHA	OBE	1719	05/07/2008	bon	bon			Acquis TAHITI SIEGE
207 462 P	WLTNRSTJVVWR1U0359957	Pickup	NISSAN	OBE	1719	14/09/2010	bon	bon			Acquis TAHITI SIEGE
156 126 P	MNBINK7704C010230	4x4	Mitsubishi L200	OBE	1719	25/10/2003	bon	HU			Acquis TAHITI A REFO
PAS IMMAT	SARL CHANSON IMPORT	Remorque		OBE	1719	03/07/2004	bon	bon			Acquis TAHITI FV
208 718 P	4FMUS1610AR021917	Brevet	BANDIT	OBE	1719	21/11/2010	bon	bon			Acquis TAHITI FV
207 752 P	MNCLSFEB93BWB30547	4x4	FORD	OBE	1719	11/05/2010	bon	bon			Acquis TAHITI FV
105 842 P	IVRU111A741604414	Brevet	VERUSER	OBE	1719	08/10/2008	bon	bon			Acquis RAITEA FV
158 178 P	SALLDH18WA145459	4x4	Land Rover 90	OBE	1719	25/02/1995	bon	bon			Affecté HUAHINE FV
6002 D	58260	Tracteur Cycloporteur	KUBOTA	OBE	1719	23/07/2003	bon	bon			Affecté HUAHINE FV
6019 D	VFSGVLS0BR188211	Remorque	GEVEE	OBE	1719	02/08/2003	bon	bon			Affecté HUAHINE FV
PAS IMMAT	SARL CHANSON IMPORT	Remorque		OBE	1719	30/04/2004	bon	bon			Acquis HUAHINE FV
208 428 P	KMGCK17CPAC145289	Camion à benne	HYUNDAI	OBE	1719	04/11/2010	bon	bon			Acquis TAHAA FV
208 658 P	VNCE21OAFV000207	ECLM	SACLEN	OBE	1719	22/11/2010	bon	bon			Acquis HUAHINE FV
207 751 P	MNCLSFEB93BWB30547	4x4	FORD	OBE	1719	23/09/2010	bon	bon			Acquis HUAHINE FV
158 172 P	SALLDFAF81A611319	4x4	LAND ROVER	OBE	1719	23/05/2003	bon	bon			Affecté RAITEA FV
207 753 P	MNCLSFEB93BWB30547	4x4	FORD	OBE	1719	23/09/2010	bon	bon			Acquis RAITEA FV
5548 D	57936	Tracteur Cycloporteur	Kubota	OBE	1719	05/02/2003	bon	bon			Affecté RAITEA HAMOA
158 551 P	SADODHAF83A820643	4x4	LAND ROVER	OBE	1719	24/02/2004	bon	bon			Acquis RAITEA HAMOA
		Remorque		OBE	1719		bon	bon			Acquis RAITEA HAMOA
10275006		Remorque	Yamaha 125000	OBE	1719	01/08/2003	bon	bon			Acquis TAHAA HAMOA
PAS IMMAT		Monitor	Aussa Internal	OBE	1719		bon	bon			Acquis RAITEA HAMOA
208 427 P	KMGCK17CPAC145289	Camion à benne	HYUNDAI	OBE	1719	04/11/2010	bon	bon			Acquis RAITEA HAMOA
208 718 P	4FMUS1610AR021917	Brevet	BANDIT	OBE	1719	21/11/2010	bon	bon			Acquis TAHAA HAMOA
108 470 P	SALLDFAF83A820627	4x4	Land Rover 110	OBE	1719	28/02/2005	bon	bon			Acquis RAITEA LABO
158 176 P	SALLDFAF83A821510	4x4	Land Rover 90	OBE	1719	24/03/2003	bon	bon			Affecté TAHAA FV
6018 D	58291	Tracteur Cycloporteur	KUBOTA	OBE	1719	05/09/2003	bon	bon			Affecté TAHAA FV
6020 D	11656	Remorque	WEER	OBE	1719	11/09/2003	bon	bon			Affecté TAHAA FV
162 762 P	CATO28DABVT02977	Chargeur excavateur	CATERPILLAR	OBE	1719	15/02/2004	bon	bon			Acquis TAHAA FV
208 655 P	VNCE21OAFV000207	ECLM	SACLEN	OBE	1719	22/11/2010	bon	bon			Acquis TAHAA FV
207 754 P	MNCLSFEB93BWB30547	4x4	FORD	OBE	1719	23/09/2010	bon	bon			Acquis TAHAA FV

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS DU SECTEUR PRIMAIRE  
ÉTABLISSEMENT : VANILLE DE TAHITI

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS  
AU TITRE DE L'EXERCICE 2015  
(Lettre n°110/763 DRLAE du 25 mai 2009)

Imputation budgétaire	Immobilisations	Valeur d'origine matériels affectés	Valeur d'origine matériels acquis	Acquisition de l'année	Sortie/Cessi on de l'année	Total des acquisitions	Amortissements cumulés au 31/12/14	Dotation de l'année	Reprise de l'année	Amortissement cumulés au 31/12/2015	Valeur net comptable au 31/12/2015
203	Frais de recherche et développement		130 200			130 200	-	-	-	-	130 200
205-31	Logiciels acquis ou sous traités		10 931 735			10 931 735	10 881 371	1 844 400	-	12 825 780	4 105 955
205-8	Autres Brevet, licences, marques,...		114 797			114 797	114 797	-	-	114 797	-
211-16	Terrains nus reçus en dotation	6 414 000				6 414 000	-	-	-	-	6 414 000
211-25	Terrains aménagés reçus en dotation	41 838 000				41 838 000	-	-	-	-	41 838 000
212-16	Aménagement		18 034 657			18 034 657	8 573 402	1 803 465	-	10 376 867	7 657 800
213-51	Installations générales, agencements, aménagements		38 559 033			38 559 033	24 794 225	2 587 397	-	27 391 622	12 167 411
213-3	Installations à caractère spécifique		5 204 263			5 204 263	4 791 572	245 041	-	5 036 613	187 650
213-4	Matériel industriel		64 494 941			64 494 941	46 313 463	7 789 582	-	54 103 045	10 391 896
213-2	Matériel de transport		52 182 006			52 182 006	46 196 116	5 985 890	-	52 182 006	-
213-28	Matériel de transport reçu en dotation	17 357 300				17 357 300	17 357 300	-	-	17 357 300	-
213-3	Matériel de bureau et Matériel informatique		12 323 950			12 323 950	10 342 657	448 368	-	10 791 025	1 532 923
213-4	Mobilier		5 842 550			5 842 550	5 208 166	159 191	-	5 366 277	477 273
213-86	Matériels divers reçus en dotation	17 848 400				17 848 400	17 848 400	-	-	17 848 400	-
	Total	83 457 700	214 818 148	-	-	298 275 848	192 419 489	20 973 243	-	213 392 732	84 883 116

NOR : EVT1500443AC

Par arrêté n° 387 CM du 2 avril 2015.— Est rendue exécutoire la délibération n° 3-2015 EVT du 5 février 2015 modifiant la délibération n° 2-2014 EVT portant fixation des tarifs des produits, des prestations de service et des locations d'engins du conseil d'administration de l'établissement public Vanille de Tahiti.

### DELIBERATION N° 03/EVT/2015

Modifiant la délibération n°02/EVT/2014 portant fixation des tarifs des produits, des prestations de service et des locations d'engins de l'établissement « Vanille de Tahiti »

#### Le Conseil d'Administration de l'Etablissement public « Vanille de Tahiti »

- Vu la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n°2009-193 du 27 février 2007 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu la délibération n° 2003-68/APF du 15 mai 2003 portant création d'un Etablissement Public dénommé "Vanille de Tahiti" ;
- Vu l'arrêté n° 1115/CM modifié du 06 août 2003 portant organisation et fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé « Vanille de Tahiti » ;
- Vu la délibération n° 95-205/AT modifiée du 23 novembre 1995 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;
- Vu l'arrêté n° 580/CM modifié du 5 juillet 1993 relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;
- Vu l'arrêté n° 1124/CM du 13 août 2008 portant nomination du commissaire de gouvernement auprès de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé « Vanille de Tahiti » ;
- Vu l'arrêté n° 368/CM du 04 mars 2014 rendant exécutoire la délibération n°02/EVT/2014 du 27 janvier 2014 portant fixation des tarifs des produits, des prestations de service et de locations d'engins de l'établissement public Vanille de Tahiti ;
- Vu l'arrêté n° 1595/CM du 13 novembre 2014 portant nomination de Mme Carine YIP-VAIRAAROA en qualité de directrice de l'établissement public à caractère industriel et commercial « Vanille de Tahiti » par intérim ;

Après en avoir délibéré en sa séance du 05 février 2015

### A D O P T E

Article 1er : L'article 1-5 : TEE-SHIRT ET POLO de la délibération n°02/EVT/2014 du 27 janvier 2014 est ainsi rédigé :

#### « ARTICLE 1 – 5 : TEE-SHIRT

Article 1 -5 : Le tarif de vente des Tee-shirts des marques « J' ♥ Vanille Tahiti », « Vanille de Tahiti » et « Vanille de Tahiti et ses îles » est fixé à 1 035 F CFP HT (mille trente-cinq francs pacifique hors taxe) le tee-shirt ».

Art. 2. — La directrice par intérim et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Un administrateur.

Le président.

NOR : EGA1500352AC

**Par arrêté n° 388 CM du 2 avril 2015.**— Est rendue exécutoire la délibération n° 1-15 CA/EGAT du 4 mars 2015 du conseil d'administration de l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva portant approbation de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses de l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva pour l'exercice 2015.

L'état prévisionnel des recettes et des dépenses modifié est arrêté à la somme de *six cent quatorze millions sept cent cinquante-cinq mille francs CFP* (614 755 000 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en capital	Total
- Recettes	297 348 000	317 407 000	614 755 000
- Dépenses	292 717 000	313 128 500	605 845 500
Résultats	4 631 000	4 278 500	8 909 500

#### DELIBERATION N° 1/15/CA/EGAT du 04 mars 2015

Portant approbation de l'Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses de l'Etablissement de Gestion et d'Aménagement de Teva pour l'exercice 2015.

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE

#### L'ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVA

**VU la loi organique n° 2004-192** du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

**VU la délibération n° 85-1034 AT** du 23 mai 1985 modifiée portant création de l'Etablissement public à caractère industriel et commercial dénommé «Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva » ;

**VU l'arrêté n° 647/CM** du 02 juillet 1985 modifié, fixant l'organisation, le fonctionnement et les règles financières, budgétaires et comptables d'un établissement public dénommé « Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva » ;

**VU l'arrêté n° 116/CM** du 27 janvier 1986 portant affectation de la Terre dite Eugénie à l'établissement d'aménagement et de gestion du domaine d'Atimaono ;

**VU l'arrêté n° 580/CM** du 05 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics de la Polynésie française ;

**VU la délibération n° 95-90/AT** du 27 juin 1995 portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de la mise à disposition des biens immobiliers dépendant du domaine privé et public du Territoire ;

**VU la délibération n° 95-205/AT** du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

**VU l'arrêté n° 401/CM** du 28 avril 2006 portant affectation du domaine « Motu Ovini », de divers emplacements du domaine public maritime et des constructions y édifiées, cadastrés commune de Teva I Uta, section de commune de Papeari, au profit de l'Etablissement de Gestion et d'Aménagement de Teva ;

**VU l'arrêté n° 1598/CM** du 13 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Jason LEAU en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'établissement l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva (EGAT) ;

**VU l'arrêté n° 0364/CM** du 03 mars 2014 portant nomination de Monsieur Willy CHUNG SAO, en qualité de directeur par intérim de l'établissement de gestion et d'aménagement de Teva (EGAT) ;

**VU le rapport de présentation n° 1/15 ;**

**Le Conseil d'administration de l'Etablissement de Gestion et d'Aménagement de Teva ;**  
Après en avoir délibéré sans sa séance du 04 mars 2015

### ADOpte

**Article 1<sup>er</sup>.** – Est approuvé l'Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses de l'établissement de gestion et d'aménagement de Teva pour l'exercice 2015, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de :

**SIX CENT QUATORZE MILLIONS SEPT CENT CINQUANTE CINQ MILLE FRANCS CFP,**  
(614 755 000 F CFP) se décomposant comme suit :

BUDGET	DEPENSES	RECETTES
<b>I - Section de fonctionnement</b>	<b>292 717 000</b>	<b>297 348 000</b>
Virement à la section II	4 631 000	
<b>TOTAL</b>	<b>297 348 000</b>	<b>297 348 000</b>
<b>II - Section d'investissement</b>	<b>313 128 500</b>	<b>317 407 000</b>
Virement de la section I		4 631 000
Augmentation du fond de roulement	8 909 500	
<b>TOTAL</b>	<b>322 038 000</b>	<b>322 038 000</b>
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>619 386 000</b>	<b>619 386 000</b>
A déduire	4 631 000	4 631 000
<b>TOTAL NET</b>	<b>614 755 000</b>	<b>614 755 000</b>

**Article 2.** - Le Directeur par intérim et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait à Papeete, le 04 mars 2015

Un administrateur.  
Putai TAAE.

Le président du conseil d'administration,  
Jean-Christophe BOUISSOU.

## ETAT PREVISIONNEL

### ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVA

### BUDGET PRIMITIF DE L'EXERCICE 2015

CADRE 1  
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 6)

Feuillet 1

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS			
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	ENGAGEMENTS 2014 non mandatée	BUDGET PRIMITIF Année 2014 (1)	BUDGET PRIMITIF Année 2015 (2)	DIFFERENCE (3 = 2 - 1)
<b>SECTION I - FONCTIONNEMENT</b>									
60					ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS		16 816 000	17 079 000	263 000
	6				ACHATS APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES		16 816 000	17 079 000	263 000
					Sous-total 606		1 500 000		- 1 500 000
	7				ACHATS DE MARCHANDISES		1 500 000		- 1 500 000
					Sous-total 607				
					Total chapitre 60.....		16 316 000	17 079 000	- 1 237 000
61					ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURES		50 000		- 50 000
	3				LOCATIONS		50 000		- 50 000
					Sous-total 613		3 320 000	2 500 000	820 000
	5				TRAVAUX ENTRETIEN ET REPARATIONS		3 320 000	2 500 000	820 000
					Sous-total 615		2 010 000	2 280 000	- 250 000
	6				PRIMES ASSURANCES		2 010 000	2 280 000	- 250 000
					Sous-total 616		300 000		300 000
	7				ETUDES ET RECHERCHES		300 000		300 000
					Sous-total 617		50 000	110 000	- 60 000
	8				DIVERS		50 000	110 000	- 60 000
					Sous-total 618		5 730 000	4 870 000	860 000
					Total chapitre 61.....				
62					AUTRES SERVICES EXTERIEURS(EN RELATION AVEC L'ACTI		1 050 000	8 580 000	7 530 000
	2				REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES		1 050 000	8 580 000	7 530 000
					Sous-total 622		200 000	700 000	500 000
	3				PUBLICITE INFORMATION PUBLICATION		200 000	700 000	500 000
					Sous-total 623		250 000	250 000	
	5				DEPLACEMENTS MISSIONS ET RECEPTIONS		250 000	250 000	
					Sous-total 625		1 134 000	912 000	222 000
	6				FRAIS POSTAUX ET TELECOMMUNICATIONS		1 134 000	912 000	222 000
					Sous-total 626		100 000	100 000	
	7				SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES		100 000	100 000	
					Sous-total 627		521 400	1 350 000	828 600
	8				CHARGES EXTERNES DIVERSES		521 400	1 350 000	828 600
					Sous-total 628		3 265 400	11 892 000	8 626 600
					Total chapitre 62.....				

**CADRE 1**  
( DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 1-2-3-4 )

Feuillet 2

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROGRAMMES		MONTANTS DES CREDITS			
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	ENGAGEMENTS 2014 non mandatés	BUDGET PRIMITIF Année 2014 (1)	BUDGET PRIMITIF Année 2015 (2)	DIFFERENCE  (3 = 2 - 1)	
SECTION I - FONCTIONNEMENT										
63	1				IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSILIES		710 000	730 000	20 000	
					PARTICIPAT° DES EMPLOYEURS A LA FORMAT° PROFESSION					
					Sous-total 631		710 000	730 000	20 000	
5					AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES ..		100 000	200 000	100 000	
					Sous-total 635		100 000	200 000	100 000	
					Total chapitre 63.....		810 000	930 000	120 000	
64	1				CHARGES DE PERSONNEL		129 741 000	120 797 000	- 8 944 000	
					REMUNERATION PERSONNEL PERMANENT ET S/EMPLOI BLOQ					
					Sous-total 641		129 741 000	120 797 000	- 8 944 000	
5					CHARGES SOCIALES CPS		37 307 000	36 240 000	- 1 067 000	
					Sous-total 645		37 307 000	36 240 000	- 1 067 000	
7					AUTRES CHARGES SOCIALES		100 000		100 000	
					Sous-total 647		100 000		100 000	
					Total chapitre 64.....		167 148 000	157 037 000	- 10 111 000	
65	1				AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE			300 000	300 000	
					REDEVANCES BREVETS LICENCES MARQUES PROCEDES					
					Sous-total 651			300 000	300 000	
					Total chapitre 65.....			300 000	300 000	
67	1				CHARGES EXCEPTIONNELLES		14 132 000		- 14 132 000	
					CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATION GEST EXERCI.					
					Sous-total 671		14 132 000		- 14 132 000	
2					CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR EXERCICES ANTERIEURS		10 000 000	5 000 000	- 5 000 000	
					Sous-total 672		10 000 000	5 000 000	- 5 000 000	
5					VALEURS COMPTABLES DES ELEMENTS ACTIFS CEDES			1 400 000	1 400 000	
					Sous-total 675			1 400 000	1 400 000	
					Total chapitre 67.....		24 132 000	6 400 000	- 17 732 000	
68	1				DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS		75 455 000	81 500 000	16 045 000	
					DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS					
					Sous-total 681		75 455 000	81 500 000	16 045 000	
					Total chapitre 68.....		75 455 000	81 500 000	16 045 000	
69	5				IMPOTS SUR LES BENEFICES ET IMPOTS ASSIMILES		888 000	2 709 000	1 841 000	
					IMPOTS SUR LES BENEFICES					
					Sous-total 695		888 000	2 709 000	1 841 000	
					Total chapitre 69.....		888 000	2 709 000	1 841 000	

**CADRE 1**  
( DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 6 )

Feuillet 3

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS			
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	ENGAGEMENTS 2014 non mandatés	BUDGET PRIMITIF Année 2014 (1)	BUDGET PRIMITIF Année 2015 (2)	DIFFERENCE (3 = 2 - 1)
SECTION I - FONCTIONNEMENT									
TOTAL DE LA SECTION FONCTIONNEMENT .....							295 714 400	292 717 000	- 2 997 400

10 Avril 2015

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

3051

**CADRE 2**  
(DEVELOPPEMENT DES RECETTES CLASSE 1-2-3-4)

Feuillet 6

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHE ET PROGRAMMES	MONTANTS DES RECETTES		
Chap	Art	Parag	Sous	Programme	INTITULES	BUDGET PRIMITIF Année 2014 (1)	BUDGET PRIMITIF Année 2016 (2)	DIFFERENCE (3 = 2 - 1)
<b>SECTION II - OPERATION EN CAPITAL</b>								
13					SUBVENTION INVESTISSEMENT			
	1				SUBVENTION EQUIPEMENT	274 322 000	225 907 000	- 48 415 000
					Sous-total 131	274 322 000	225 907 000	- 48 415 000
					Total chapitre 13.....	274 322 000	225 907 000	- 48 415 000
15					PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
	8				AUTRES PROVISIONS POUR CHARGES	15 775 200	15 800 000	24 800
					Sous-total 158	15 775 200	15 800 000	24 800
					Total chapitre 15.....	15 775 200	15 800 000	24 800
28					AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS			
	0				AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 810 000	500 000	- 1 310 000
					Sous-total 280	1 810 000	500 000	- 1 310 000
	1				AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS CORPORELLES	53 845 000	55 200 000	1 555 000
					Sous-total 281	53 845 000	55 200 000	1 555 000
	4				AMMORT IMMOB CORPOR CHARGE RENOUV NON A L'ETABL	20 000 000	20 000 000	
					Sous-total 284	20 000 000	20 000 000	
					Total chapitre 28.....	75 455 000	75 700 000	245 000
<b>TOTAL DE LA SECTION OPERATION EN CAPITAL .....</b>						<b>385 552 200</b>	<b>317 407 000</b>	<b>- 48 145 200</b>

**CADRE 3**  
(TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES)

DEPENSES				Section I - FONCTIONNEMENT	RECETTES	
NUMEROS des POSTES	INTITULES DES DEPENSES	MONTANT des prévisions de DEPENSES	NUMEROS des POSTES	INTITULES DES RECETTES	MONTANT des prévisions de RECETTES	
60	ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS	17 079 000	70	VENTES DE MARCHANDISES	89 448 000	
61	ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEUR	4 870 000	74	SUBVENTION EXPLOITATION	128 000 000	
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS(EN RELATION AVEC L'AC	11 892 000	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	79 900 000	
63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSILILES	930 000				
64	CHARGES DE PERSONNEL	157 037 000				
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	300 000				
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	6 400 000				
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	91 500 000				
69	IMPOTS SUR LES BENEFICES ET IMPOTS ASSIMILES	2 709 000				
<b>Total des DEPENSES ....</b>		<b>292 717 000</b>		<b>Total des RECETTES ....</b>		<b>297 348 000</b>
Mode de réalisation de l'équilibre : Excédent de l'exercice (Virement à la section II)		4 631 000		Mode de réalisation de l'équilibre : Déficit de l'exercice (Virement de la section II)		
<b>Montant TOTAL .....</b>		<b>297 348 000</b>		<b>Montant TOTAL .....</b>		<b>297 348 000</b>

**CADRE 3**  
**(TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES)**

DEPENSES			Section II - OPERATION EN CAPITAL		RECETTES	
NUMEROS des POSTES	INTITULES DES DEPENSES	MONTANT des prévisions de DEPENSES	NUMEROS des POSTES	INTITULES DES RECETTES	MONTANT des prévisions de RECETTES	
10	CAPITAL ET RESERVES	20 000 000	10	CAPITAL ET RESERVES		
13	SUBVENTION INVESTISSEMENT	35 900 000	13	SUBVENTION INVESTISSEMENT	225 907 000	
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	200 000	15	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	15 800 000	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	97 461 000	28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	75 700 000	
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	159 567 500				
Total des DEPENSES ....		313 128 500		Total des RECETTES ....	317 407 000	
Mode de réalisation de l'équilibre :				Mode de réalisation de l'équilibre :		
Déficit de l'exercice (Virement à la section I)				Excédent de l'exercice (Virement de la section I)	4 631 000	
Augmentation du fonds de roulement		8 909 500		Diminution du fonds de roulement		
Montant TOTAL .....		322 038 000		Montant TOTAL .....	322 038 000	
TOTAL BRUT DES DEPENSES ...		619 386 000		TOTAL BRUT DES RECETTES ....	619 386 000	
A déduire : dépenses internes (Virements entre sections)		4 631 000		A déduire : recettes internes (Virements entre sections)	4 631 000	
TOTAL NET DES DEPENSES ....		614 755 000		TOTAL NET DES RECETTES ....	614 755 000	

NOR : EGA1500353AC

Par arrêté n° 389 CM du 2 avril 2015.— Est rendue exécutoire la délibération n° 2-15 CA/EGAT du 4 mars 2015 du conseil d'administration de l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva fixant la tarification du droit de tapis applicable aux professeurs de golf agréés par l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva.

**DELIBERATION N° 2/15/CA/EGAT du 04 mars 2015**

Fixant la tarification du droit de tapis applicable aux professeurs de golf agréés par l'Etablissement de Gestion et d'Aménagement de Teva.

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DE**

**L'ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVA**

**VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

**VU** la délibération n° 85-1034 AT du 23 mai 1985 modifiée portant création de l'Etablissement public à caractère industriel et commercial dénommé «Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva » ;

**VU** l'arrêté n° 647/CM du 02 juillet 1985 modifié, fixant l'organisation, le fonctionnement et les règles financières, budgétaires et comptables d'un établissement public dénommé « Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva » ;

**VU** l'arrêté n° 116/CM du 27 janvier 1986 portant affectation de la Terre dite Eugénie à l'établissement d'aménagement et de gestion du domaine d'Atimaono ;

**VU** l'arrêté n° 580/CM du 05 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics de la Polynésie française ;



VU la délibération n° 95-90/AT du 27 juin 1995 portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de la mise à disposition des biens immobiliers dépendant du domaine privé et public du Territoire ;

VU la délibération n° 95-205/AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

VU l'arrêté n° 401/CM du 28 avril 2006 portant affectation du domaine « Motu Ovini », de divers emplacements du domaine public maritime et des constructions y édifiées, cadastrés commune de Teva I Uta, section de commune de Papeari, au profit de l'Etablissement de Gestion et d'Aménagement de Teva ;

VU l'arrêté n° 1598/CM du 13 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Jason LEAU en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'établissement l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva (EGAT) ;

VU l'arrêté n° 0364/CM du 03 mars 2014 portant nomination de Monsieur Willy CHUNG SAO, en qualité de directeur par intérim de l'établissement de gestion et d'aménagement de Teva (EGAT) ;

VU le rapport de présentation n° 2/15 ;

Le Conseil d'administration de l'Etablissement de Gestion et d'Aménagement de Teva ;  
Après en avoir délibéré sans sa séance du 04 mars 2015

#### ADOpte

Article 1<sup>er</sup>. Un droit de Tapis mensuel de 15 000 F hors taxes sera facturé aux professeurs de golf agréés par l'Etablissement de Gestion et d'Aménagement de Teva à compter du 1<sup>er</sup> avril 2015.

Article 2. - Le Directeur par intérim et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait à Papeete, le 04 mars 2015

Un administrateur.  
Putai TAAE.

Le président du conseil d'administration,  
Jean-Christophe BOUISSOU.

NOR : EGA1500354AC

Par arrêté n° 390 CM du 2 avril 2015.— Est rendue exécutoire la délibération n° 3-15 CA/EGAT du 4 mars 2015 du conseil d'administration de l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva fixant la tarification des prestations golifiques de l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva.

# **DELIBERATION N° 3/15/CA/EGAT du 04 mars 2015**

Fixant la tarification des prestations golifiques de l'Etablissement de Gestion et d'Aménagement de Teva.

## **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVA**

VU la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

VU la délibération n° 85-1034 AT du 23 mai 1985 modifiée portant création de l'Etablissement public à caractère industriel et commercial dénommé «Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva » ;

VU l'arrêté n° 647/CM du 02 juillet 1985 modifié, fixant l'organisation, le fonctionnement et les règles financières, budgétaires et comptables d'un établissement public dénommé « Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva » ;

VU l'arrêté n° 116/CM du 27 janvier 1986 portant affectation de la Terre dite Eugénie à l'établissement d'aménagement et de gestion du domaine d'Atimaono ;

VU l'arrêté n° 580/CM du 05 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics de la Polynésie française ;

VU la délibération n° 95-90/AT du 27 juin 1995 portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de la mise à disposition des biens immobiliers dépendant du domaine privé et public du Territoire ;

VU la délibération n° 95-205/AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

VU l'arrêté n° 401/CM du 28 avril 2006 portant affectation du domaine « Motu Ovini », de divers emplacements du domaine public maritime et des constructions y édifiées, cadastrés commune de Teva I Uta, section de commune de Papeari, au profit de l'Etablissement de Gestion et d'Aménagement de Teva ;

VU l'arrêté n° 1598/CM du 13 novembre 2014 portant nomination de Monsieur Jason LEAU en qualité de commissaire de gouvernement auprès de l'établissement l'Etablissement de gestion et d'aménagement de Teva (EGAT) ;

VU l'arrêté n° 0364/CM du 03 mars 2014 portant nomination de Monsieur Willy CHUNG SAO, en qualité de directeur par intérim de l'établissement de gestion et d'aménagement de Teva (EGAT) ;

VU le rapport de présentation n° 03/15 ;

Le Conseil d'administration de l'Etablissement de Gestion et d'Aménagement de Teva ;  
Après en avoir délibéré sans sa séance du 04 mars 2015

**ADOPTÉ**

**Article 1<sup>er</sup>.** — La tarification des prestations golfiques est fixée à compter de 2015 comme suit :

Location de voiturettes	Tarif TTC
Parcours 9 trous	3 000
Parcours 18 trous	5 000
Location de clubs	Tarif TTC
Série 9 trous	2 000
Série 18 trous	3 000
Chariot	600
Practice	Tarif TTC
1 seau de balles	600
11 seaux de balles	5 000
Sceau cours	300
Bac cours	6 000

**Article 2.** — Les recettes seront imputables au budget de l'Etablissement de Gestion et d'Aménagement de Teva, au chapitre 70.

**Article 3.** - Le Directeur et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait à Papeete, le 04 mars 2015

Un administrateur.  
Putai TAAE.

Le président du conseil d'administration,  
Jean-Christophe BOUISSOU.

**ARRETES DU PRESIDENT  
DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES**

**MINISTERE DU LOGEMENT  
ET DE LA RENOVATION URBAINE,  
DE LA POLITIQUE DE LA VILLE,  
DES AFFAIRES FONCIERES ET DU DOMAINE**

**ARRETE n° 3005 MLV du 2 avril 2015 portant affectation d'une parcelle cadastrée commune de Fakarava, commune associée de Niau, section OB n° 94, au profit de la direction de l'équipement.**

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la lettre n° 8961 DEQ/BF du 16 décembre 2014 de la direction de l'équipement,

Arrête :

Article 1er.— Est affectée au profit de la direction de l'équipement, la terre dénommée Vaiohwa-Terapiu dite aussi Teraupiu-Teraupiu-Naunau-Teieie, cadastrée commune de Fakarava, commune associée de Niau, section OB n° 94, d'une superficie de 4 hectares 91 ares 93 centiares telle qu'elle figure sur l'extrait de plan cadastral du 24 février 2015 détenu par la direction des affaires foncières, division "gestion du domaine".

Art. 2.— Cette affectation est destinée aux opérations d'extraction nécessaires à la réalisation des travaux de mise

aux normes des servitudes de dégagement de l'aérodrome de Niau, la mise en place d'une zone de stockage des déchets verts, la gestion et l'entretien du site.

Art. 3.— La valeur vénale de la parcelle affectée est estimée à *vingt-quatre millions cinq cent quatre-vingt-seize mille cinq cents francs CFP* (24 596 500 F CFP), soit 500 F CFP le mètre carré.

Art. 4.— Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5.— Le ministre de l'équipement, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, est autorisé à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien et de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 6.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 7.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 8.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 2 avril 2015.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,  
Tearii ALPHA.*

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme  
et des transports intérieurs,  
Albert SOLIA.*

## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### LOI n° 2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat.

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er. — A la première phrase de l'article L. 2511-35 du code général des collectivités territoriales, les mots : "conseillers de Paris et des conseillers municipaux de Marseille et de Lyon investis des fonctions de maire" sont remplacés par le mot : "maires".

Art. 2. — Le même code est ainsi modifié :

1° Après l'article L. 1111-1, il est inséré un article L. 1111-1-1 ainsi rédigé :

"Art. L. 1111-1-1. — Les élus locaux sont les membres des conseils élus au suffrage universel pour administrer librement les collectivités territoriales dans les conditions prévues par la loi. Ils exercent leur mandat dans le respect des principes déontologiques consacrés par la présente charte de l'élu local.

#### "Charte de l'élu local

"1. L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.

"2. Dans l'exercice de son mandat, l'élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.

"3. L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.

"4. L'élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.

"5. Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.

"6. L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.

"7. Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il

rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions." ;

2° Après le deuxième alinéa de l'article L. 2121-7, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

"Lors de la première réunion du conseil municipal, immédiatement après l'élection du maire et des adjoints, le maire donne lecture de la charte de l'élu local prévue à l'article L. 1111-1-1. Le maire remet aux conseillers municipaux une copie de la charte de l'élu local et du chapitre III du présent titre." ;

3° L'article L. 3121-9 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

"Lors de la première réunion du conseil départemental, immédiatement après l'élection du président, des vice-présidents et des autres membres de la commission permanente, le président donne lecture de la charte de l'élu local prévue à l'article L. 1111-1-1. Le président remet aux conseillers départementaux une copie de la charte de l'élu local et du chapitre III du présent titre." ;

4° A l'article L. 3122-7, le mot : "second" est remplacé par le mot : "deuxième" ;

5° L'article L. 4132-7 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

"Lors de la première réunion du conseil régional, immédiatement après l'élection du président, des vice-présidents et des autres membres de la commission permanente, le président donne lecture de la charte de l'élu local prévue à l'article L. 1111-1-1. Le président remet aux conseillers régionaux une copie de la charte de l'élu local et du chapitre V du présent titre." ;

6° Après le deuxième alinéa de l'article L. 5211-6, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

"Lors de la première réunion de l'organe délibérant, immédiatement après l'élection du président, des vice-présidents et des autres membres du bureau, le président donne lecture de la charte de l'élu local prévue à l'article L. 1111-1-1. Le président remet aux conseillers communautaires une copie de la charte de l'élu local et des dispositions de la sous-section 1 de la section 2 du chapitre IV du présent titre dans les communautés de communes, de la section 3 du chapitre VI du présent titre dans les communautés d'agglomération, de la sous-section 4 de la section 2 du chapitre V du présent titre dans les communautés urbaines et les métropoles, ainsi que des articles auxquels il est fait référence dans ces dispositions." ;

7° L'article L. 7122-8, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“Lors de la première réunion de l'assemblée, immédiatement après l'élection du président, des vice-présidents et des autres membres de la commission permanente, le président donne lecture de la charte de l'élu local prévue à l'article L. 1111-1-1. Le président remet aux conseillers à l'assemblée une copie de la charte de l'élu local et du chapitre V du présent titre.” ;

8° L'article L. 7222-8, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 précitée, est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“Lors de la première réunion de l'assemblée, immédiatement après l'élection de son président, de ses vice-présidents, des conseillers exécutifs et du président du conseil exécutif, le président de l'assemblée donne lecture de la charte de l'élu local prévue à l'article L. 1111-1-1. Le président remet aux conseillers à l'assemblée une copie de la charte de l'élu local et du chapitre VII du présent titre.”

Art. 3. — I. - Le I de l'article L. 2123-20 du même code est ainsi rédigé :

“I. - Les indemnités allouées au titre de l'exercice des fonctions de maire et de président de délégation spéciale et les indemnités maximales pour l'exercice effectif des fonctions d'adjoint au maire des communes, de conseiller municipal des communes de 100 000 habitants et plus ou de membre de délégations spéciales qui fait fonction d'adjoint sont fixées par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.”

II. - L'article L. 2123-20-1 du même code est ainsi rédigé :

“Art. L. 2123-20-1. — I. - Lorsque le conseil municipal est renouvelé, les indemnités de ses membres, à l'exception de l'indemnité du maire, sont fixées par délibération. Cette délibération intervient dans les trois mois suivant l'installation du conseil municipal.

“II. - Sauf décision contraire de la délégation spéciale, ses membres qui font fonction d'adjoint perçoivent l'indemnité fixée par délibération du conseil municipal pour les adjoints.

“III. - Toute délibération du conseil municipal concernant les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres, à l'exception du maire, est accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux autres membres du conseil municipal.”

III. - L'article L. 2123-23 du même code est ainsi rédigé :

“Art. L. 2123-23. — Les maires des communes ou les présidents de délégations spéciales perçoivent une indemnité de fonction fixée en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L. 2123-20 le barème suivant :

POPULATION (habitants)	TAUX (en % de l'indice 1015)
Moins de 500	17
De 500 à 999	31
De 1 000 à 3 499	43
De 3 500 à 9 999	55
De 10 000 à 19 999	65
De 20 000 à 49 999	90
De 50 000 à 99 999	110
100 000 et plus	145

“Dans les communes de 1 000 habitants et plus, le conseil municipal peut, par délibération, fixer une indemnité de fonction inférieure au barème ci-dessus, à la demande du maire.”

IV. - Au IV de l'article L. 2123-24 du même code, les mots : “maximale susceptible d'être allouée au maire de la commune” sont remplacés par les mots : “fixée pour le maire”.

V. - Au V de l'article L. 2123-24-1 du même code, les mots : “maximale susceptible d'être allouée au” sont remplacés par les mots : “fixée pour le”.

VI. - Au premier alinéa de l'article L. 5214-8 du même code, après la référence : “et L. 2123-18-4”, sont insérés les mots : “, ainsi que le II de l'article L. 2123-24-1”.

Art. 4. — Le même code est ainsi modifié :

1° Le troisième alinéa de l'article L. 3123-16 est ainsi rédigé :

“Dans des conditions fixées par le règlement intérieur, le montant des indemnités que le conseil départemental alloue à ses membres est modulé en fonction de leur participation effective aux séances plénières et aux réunions des commissions dont ils sont membres. La réduction éventuelle de ce montant ne peut dépasser, pour chacun des membres, la moitié de l'indemnité pouvant lui être allouée en application du présent article.” ;

2° Le dernier alinéa de l'article L. 4135-16 est ainsi rédigé :

“Dans des conditions fixées par le règlement intérieur, le montant des indemnités que le conseil régional alloue à ses membres est modulé en fonction de leur participation effective aux séances plénières et aux réunions des commissions dont ils sont membres. La réduction éventuelle de ce montant ne peut dépasser, pour chacun des membres, la moitié de l'indemnité pouvant lui être allouée en application du présent article.”

Art. 5. — L'article L. 1621-1 du même code est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“Nonobstant toutes dispositions contraires, la fraction représentative des frais d'emploi n'est pas prise en considération pour le calcul des ressources ouvrant droit à une prestation sociale.”

Art. 6. — Au 2° de l'article L. 3142-56 du code du travail, le nombre : “3 500” est remplacé par le nombre : “1 000”.

Art. 7. — Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Le II de l'article L. 2123-2 est ainsi modifié :

a) Au 4°, après le mot : “durée”, il est inséré le mot : “hebdomadaire” ;

b) Après le même 4°, il est inséré un 5° ainsi rédigé :

“5° A l'équivalent de 20 % de la durée hebdomadaire légale du travail pour les conseillers municipaux des communes de moins de 3 500 habitants.” ;

2° Au II de l'article L. 2573-7, les mots : “et “la durée légale du travail” ” sont supprimés.

Art. 8. — Le même code est ainsi modifié :

1° A l'article L. 2123-9, le nombre : “20 000” est remplacé par le nombre : “10 000” ;

2° Les articles L. 2123-9, L. 3123-7 et L. 4135-7 sont complétés par trois alinéas ainsi rédigés :

“Le droit à réintégration prévu à l'article L. 3142-61 du même code est maintenu aux élus mentionnés au premier alinéa du présent article jusqu'à l'expiration de deux mandats consécutifs.

“L'application de l'article L. 3142-62 du code du travail prend effet à compter du deuxième renouvellement du mandat.

“Lorsqu'ils n'ont pas cessé d'exercer leur activité professionnelle, les élus mentionnés au premier alinéa du présent article sont considérés comme des salariés protégés au sens du livre IV de la deuxième partie du code du travail.” ;

3° Au premier alinéa de l'article L. 2511-33, après la référence : L. 2123-8, est insérée la référence : “L. 2123-9,”.

Art. 9.— Le même code est ainsi modifié :

1° Au début de la première phrase de l'article L. 2123-18-2, les mots : “Les conseillers municipaux qui ne perçoivent pas d'indemnités de fonction” sont remplacés par les mots : “Les membres du conseil municipal” ;

2° Au premier alinéa de l'article L. 5214-8, après la référence : “L. 2123-16”, est insérée la référence : “, L. 2123-18-2”.

Art. 10.— Le même code est ainsi modifié :

1° Après le deuxième alinéa de l'article L. 3123-19, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

“Les membres du conseil départemental peuvent bénéficier d'un remboursement par le département, sur présentation d'un état de frais et après délibération du conseil départemental, des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, aux personnes handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile qu'ils ont engagés en raison de leur participation aux réunions mentionnées à l'article L. 3123-1. Ce remboursement ne peut excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance.” ;

2° Au second alinéa de l'article L. 3123-19-1, les mots : “du quatrième” sont remplacés par les mots : “de l'avant-dernier” ;

3° Au premier alinéa de l'article L. 4134-6 et au dernier alinéa de l'article L. 4134-7, le mot : “cinquième” est remplacé par le mot : “dernier” ;

4° Après le deuxième alinéa de l'article L. 4135-19, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

“Les membres du conseil régional peuvent bénéficier d'un remboursement par la région, sur présentation d'un état de frais et après délibération du conseil régional, des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, aux personnes handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile qu'ils ont engagés en raison de leur participation aux réunions mentionnées à l'article L. 4135-1. Ce remboursement ne peut excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance.” ;

5° Au second alinéa de l'article L. 4135-19-1, les mots : “du quatrième” sont remplacés par les mots : “de l'avant-dernier” ;

6° L'article L. 7125-22, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, est ainsi modifié :

a) Après le deuxième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

“Les conseillers à l'assemblée de Guyane peuvent bénéficier d'un remboursement par la collectivité, sur présentation d'un état de frais et après délibération de l'assemblée de Guyane, des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, aux personnes handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile qu'ils ont engagés en raison de leur participation aux réunions mentionnées à l'article L. 7125-1. Ce remboursement ne peut excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance.” ;

b) La dernière phrase de l'avant-dernier alinéa est supprimée ;

7° Au second alinéa de l'article L. 7125-23, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 précitée, le mot : “quatrième” est remplacé par le mot : “troisième” ;

8° L'article L. 7227-23, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 précitée, est ainsi modifié :

a) Après le deuxième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

“Les conseillers à l'assemblée de Martinique et les conseillers exécutifs peuvent bénéficier d'un remboursement par la collectivité, sur présentation d'un état de frais et après délibération de l'assemblée de Martinique, des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, aux personnes handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile qu'ils ont engagés en raison de leur participation aux réunions mentionnées à l'article L. 7227-1. Ce remboursement ne peut excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance.” ;

b) La dernière phrase de l'avant-dernier alinéa est supprimée ;

9° Au second alinéa de l'article L. 7227-24, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 précitée, le mot : “quatrième” est remplacé par le mot : “troisième”.

Art. 11.— Au premier alinéa de l'article L. 2123-11-1 du même code, le nombre : “20 000” est remplacé par le nombre : “10 000”.

Art. 12.— I. - Le même code est ainsi modifié :

1° L'article L. 2123-11-2 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, le nombre : “20 000” est remplacé par le nombre : “10 000” ;

b) Au quatrième alinéa, les mots : “la limite des taux maximaux fixés” sont remplacés par les mots : “les conditions fixées” ;

c) Le cinquième alinéa est ainsi modifié :

- à la première phrase, les mots : “de six mois” sont remplacés par les mots : “d'un an” ;
- est ajoutée une phrase ainsi rédigée : “A compter du septième mois suivant le début du versement de l'allocation, le taux mentionné au quatrième alinéa est au plus égal à 40 %.” ;

2° Le cinquième alinéa des articles L. 3123-9-2 et L. 4135-9-2 et le cinquième alinéa des articles L. 7125-11 et L. 7227-11, dans leur rédaction résultant de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, sont ainsi modifiés :

a) A la première phrase, les mots : “de six mois” sont remplacés par les mots : “d’un an” ;

b) Est ajoutée une phrase ainsi rédigée : “A compter du septième mois suivant le début du versement de l’allocation, le taux mentionné au quatrième alinéa est au plus égal à 40 %.”;

3° Au deuxième alinéa des articles L. 5214-8, L. 5215-16 et L. 5216-4, après le taux : “80 %”, sont insérés les mots : “ou, à compter du septième mois suivant le début du versement de l’allocation, à 40 %”.

II. - Les conditions d’application du présent article sont définies par décret.

Art. 13. — Le quatrième alinéa de l’article 44 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale est complété par une phrase ainsi rédigée : “Il est également suspendu pour les élus locaux jusqu’au terme de leur mandat.”

Art. 14. — Au premier alinéa du II de l’article L. 335-5 et au premier alinéa de l’article L. 613-3 du code de l’éducation, les mots : “ou occupé une fonction de conseiller municipal, de conseiller général ou de conseiller régional” sont remplacés par les mots : “, un mandat électoral local ou une fonction élective locale”.

Art. 15. — Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Après l’article L. 2123-12, il est inséré un article L. 2123-12-1 ainsi rédigé :

“Art. L. 2123-12-1. — Les membres du conseil municipal bénéficient chaque année d’un droit individuel à la formation d’une durée de vingt heures, cumulable sur toute la durée du mandat et financé par une cotisation obligatoire, dont le taux ne peut être inférieur à 1 %, assise sur leurs indemnités et collectée par un organisme collecteur national.

“La mise en œuvre du droit individuel à la formation relève de l’initiative de chacun des élus et peut concerner des formations sans lien avec l’exercice du mandat. Ces formations peuvent notamment contribuer à l’acquisition des compétences nécessaires à la réinsertion professionnelle à l’issue du mandat.

“Un décret en Conseil d’Etat détermine les modalités de mise en œuvre du droit individuel à la formation, notamment les conditions de la collecte de la cotisation.” ;

2° Après l’article L. 3123-10, il est inséré un article L. 3123-10-1 ainsi rédigé :

“Art. L. 3123-10-1. — Les membres du conseil départemental bénéficient chaque année d’un droit individuel à la formation d’une durée de vingt heures, cumulable sur toute la durée du mandat et financé par une cotisation obligatoire, dont le taux ne peut être inférieur à 1 %, assise sur leurs indemnités et collectée par un organisme collecteur national.

“La mise en œuvre du droit individuel à la formation relève de l’initiative de chacun des élus et peut concerner des formations sans lien avec l’exercice du mandat. Ces formations peuvent notamment contribuer à l’acquisition des compétences nécessaires à la réinsertion professionnelle à l’issue du mandat.

“Un décret en Conseil d’Etat détermine les modalités de mise en œuvre du droit individuel à la formation, notamment les conditions de la collecte de la cotisation.” ;

3° Après l’article L. 4135-10, il est inséré un article L. 4135-10-1 ainsi rédigé :

“Art. L. 4135-10-1. — Les membres du conseil régional bénéficient chaque année d’un droit individuel à la formation d’une durée de vingt heures, cumulable sur toute la durée du mandat et financé par une cotisation obligatoire, dont le taux ne peut être inférieur à 1 %, assise sur leurs indemnités et collectée par un organisme collecteur national.

“La mise en œuvre du droit individuel à la formation relève de l’initiative de chacun des élus et peut concerner des formations sans lien avec l’exercice du mandat. Ces formations peuvent notamment contribuer à l’acquisition des compétences nécessaires à la réinsertion professionnelle à l’issue du mandat.

“Un décret en Conseil d’Etat détermine les modalités de mise en œuvre du droit individuel à la formation, notamment les conditions de la collecte de la cotisation.” ;

4° Après l’article L. 7125-12, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, il est inséré un article L. 7125-12-1 ainsi rédigé :

“Art. L. 7125-12-1. — Les conseillers à l’assemblée de Guyane bénéficient chaque année d’un droit individuel à la formation d’une durée de vingt heures, cumulable sur toute la durée du mandat et financé par une cotisation obligatoire, dont le taux ne peut être inférieur à 1 %, assise sur leurs indemnités et collectée par un organisme collecteur national.

“La mise en œuvre du droit individuel à la formation relève de l’initiative de chacun des élus et peut concerner des formations sans lien avec l’exercice du mandat. Ces formations peuvent notamment contribuer à l’acquisition des compétences nécessaires à la réinsertion professionnelle à l’issue du mandat.

“Un décret en Conseil d’Etat détermine les modalités de mise en œuvre du droit individuel à la formation, notamment les conditions de la collecte de la cotisation.” ;

5° Après l’article L. 7227-12, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 précitée, il est inséré un article L. 7227-12-1 ainsi rédigé :

“Art. L. 7227-12-1. — Les conseillers à l’assemblée de Martinique et les conseillers exécutifs bénéficient chaque année d’un droit individuel à la formation d’une durée de vingt heures, cumulable sur toute la durée du mandat et financé par une cotisation obligatoire, dont le taux ne peut être inférieur à 1 %, assise sur leurs indemnités et collectée par un organisme collecteur national.



“La mise en œuvre du droit individuel à la formation relève de l’initiative de chacun des élus et peut concerner des formations sans lien avec l’exercice du mandat. Ces formations peuvent notamment contribuer à l’acquisition des compétences nécessaires à la réinsertion professionnelle à l’issue du mandat.

“Un décret en Conseil d’Etat détermine les modalités de mise en œuvre du droit individuel à la formation, notamment les conditions de la collecte de la cotisation.”

Art. 16. — Le même code est ainsi modifié :

1° Le troisième alinéa de l’article L. 2123-14 est ainsi rédigé :

“Le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux membres du conseil municipal en application des articles L. 2123-23, L. 2123-24, L. 2123-24-1 et, le cas échéant, L. 2123-22. Le montant réel des dépenses de formation ne peut excéder 20 % du même montant. Les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n’ont pas été consommés à la clôture de l’exercice au titre duquel ils ont été inscrits sont affectés en totalité au budget de l’exercice suivant. Ils ne peuvent être reportés au-delà de l’année au cours de laquelle intervient le renouvellement de l’assemblée délibérante.” ;

2° Le troisième alinéa de l’article L. 3123-12 est ainsi rédigé :

“Le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux membres du conseil départemental en application des articles L. 3123-16 et L. 3123-17. Le montant réel des dépenses de formation ne peut excéder 20 % du même montant. Les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n’ont pas été consommés à la clôture de l’exercice au titre duquel ils ont été inscrits sont affectés en totalité au budget de l’exercice suivant. Ils ne peuvent être reportés au-delà de l’année au cours de laquelle intervient le renouvellement de l’assemblée délibérante.” ;

3° Le troisième alinéa de l’article L. 4135-12 est ainsi rédigé :

“Le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux membres du conseil régional en application des articles L. 4135-16 et L. 4135-17. Le montant réel des dépenses de formation ne peut excéder 20 % du même montant. Les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n’ont pas été consommés à la clôture de l’exercice au titre duquel ils ont été inscrits sont affectés en totalité au budget de l’exercice suivant. Ils ne peuvent être reportés au-delà de l’année au cours de laquelle intervient le renouvellement de l’assemblée délibérante.”

Art. 17. — Le même code est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa de l’article L. 2123-12 est complété par une phrase ainsi rédigée : “Dans les communes de 3 500 habitants et plus, une formation est obligatoirement organisée au cours de la première année de mandat pour les élus ayant reçu une délégation.” ;

2° Le premier alinéa des articles L. 3123-10 et L. 4135-10 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Une formation est obligatoirement organisée au cours de la première année de mandat pour les élus ayant reçu une délégation. »

Art. 18. — I. - L’article 3, le 1° de l’article 4, les articles 7 et 9, les 1° et 2° de l’article 10, l’article 12, les 1° et 2° des articles 15 et 16, l’article 17, le I, les 1° à 4° du III et le IV de l’article 19 entrent en vigueur à compter du 1er janvier 2016.

II. - Le 2° de l’article 4, les 3° à 8° de l’article 10, les 3° à 5° de l’article 15, le 3° de l’article 16 et les 5° à 8° du III de l’article 19 entrent en vigueur à compter du prochain renouvellement des conseils régionaux.

Art. 19. — I. - Les 2° et 6° de l’article 2, les articles 3, 5 et 7, le 1° de l’article 8, les articles 9 et 11, le 1° du I et le II de l’article 12, le 1° des articles 16 et 17 et le I de l’article 18 sont applicables en Polynésie française.

II. - Les articles L. 335-5 et L. 613-3 du code de l’éducation, dans leur rédaction résultant de l’article 14 de la présente loi, sont applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna.

III. - Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

1° Le titre Ier du livre VIII de la première partie est complété par un article L. 1811-3 ainsi rédigé :

“Art. L. 1811-3. — L’article L. 1111-1-1 est applicable aux communes de la Polynésie française.” ;

2° L’article L. 2564-4 est ainsi rédigé :

“Art. L. 2564-4. - Pour l’application à Mayotte de l’article L. 2123-9 :

“1° Au premier alinéa, les références : “L. 3142-60 à L. 3142-64 du code du travail” sont remplacées par les références : “L. 122-43 et L. 122-44 du code du travail applicable à Mayotte” ;

“2° Au deuxième alinéa, la référence : “à l’article L. 3142-61 du même code” est remplacée par la référence : “au quatrième alinéa de l’article L. 122-43 du code du travail applicable à Mayotte” ;

“3° Au troisième alinéa, la référence : “de l’article L. 3142-62 du code du travail” est remplacée par la référence : “de l’avant-dernier alinéa de l’article L. 122-43 du code du travail applicable à Mayotte.” ;

3° Le IV de l’article L. 2573-5 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa du 2°, le mot : “second” est remplacé par le mot : “deuxième” ;

b) Il est ajouté un 3° ainsi rédigé :

“3° A la fin de la seconde phrase du troisième alinéa, la référence : “du chapitre III du présent titre” est remplacée par les mots : “des dispositions rendues applicables aux communes de la Polynésie française par les articles L. 2573-7 à L. 2573-10.” ;

4° L’article L. 2573-7 est ainsi modifié :

a) Au I, après la deuxième occurrence du mot : “à”, sont insérées les références : “L. 2123-12, L. 2123-13 à” ;

b) Le VI est ainsi rédigé :

“VI. - Pour l’application de l’article L. 2123-9 :

“1° Après les mots : ‘s’ils sont salariés’, la fin du premier alinéa est ainsi rédigée : ‘d’une suspension de leur contrat de travail jusqu’à l’expiration de leur mandat.’ ;

“2° Au deuxième alinéa, les mots : ‘prévu à l’article L. 3142-61 du même code’ sont supprimés ;

“3° Le troisième alinéa est supprimé ;

“4° A la fin du dernier alinéa, la référence : ‘du livre IV de la deuxième partie du code du travail’ est remplacée par les mots : ‘de la réglementation applicable en Polynésie française’.” ;

c) Après le VII, il est inséré un VII *bis* ainsi rédigé :

“VII *bis*. - Pour l’application de l’article L. 2123-11-1, les mots : ‘dans les conditions fixées par la sixième partie du code du travail’ et le second alinéa sont supprimés.” ;

d) Après le IX, il est inséré un IX *bis* ainsi rédigé :

“IX *bis*. - Pour l’application de la première phrase du troisième alinéa de l’article L. 2123-14, les mots : ‘et, le cas échéant, L. 2123-22’ sont supprimés.” ;

e) Le XIV est abrogé ;

f) Le XV est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“Pour l’application du dernier alinéa du même article, le mot : ‘ci-dessus’ est supprimé.” ;

5° Le premier alinéa de l’article L. 7125-12, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, est complété par une phrase ainsi rédigée : “Une formation est obligatoirement organisée au cours de la première année de mandat pour les élus ayant reçu une délégation.” ;

6° Le troisième alinéa de l’article L. 7125-14, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 précitée, est ainsi rédigé :

“Le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux conseillers à l’assemblée en application des articles L. 7125-19 et L. 7125-20. Le montant réel des dépenses de formation ne peut excéder 20 % du même montant. Les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n’ont pas été consommés à la clôture de l’exercice au titre duquel ils ont été inscrits sont affectés en totalité au budget de l’exercice suivant. Ils ne peuvent être reportés au-delà de l’année au cours de laquelle intervient le renouvellement de l’assemblée délibérante.” ;

7° Le premier alinéa de l’article L. 7227-12, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 précitée, est complété par une phrase ainsi rédigée : “Une formation est obligatoirement organisée au cours de la première année de mandat pour les élus ayant reçu une délégation.” ;

8° Le troisième alinéa de l’article L. 7227-14, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 précitée, est ainsi rédigé :

“Le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux conseillers à l’assemblée et aux membres du conseil exécutif en application des articles L. 7227-19 à L. 7227-21. Le montant réel des dépenses de formation ne peut excéder 20 % du même montant. Les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n’ont pas été consommés à la clôture de l’exercice au titre duquel ils ont été inscrits sont affectés en totalité au budget de l’exercice suivant. Ils ne peuvent être reportés au-delà de l’année au cours de laquelle intervient le renouvellement de l’assemblée délibérante.” ;

IV. - Le code des communes de la Nouvelle-Calédonie est ainsi modifié :

1° Après l’article L. 121-1, il est inséré un article L. 121-1-1 ainsi rédigé :

“Art. L. 121-1-1. — Les membres des conseils municipaux exercent leur mandat dans le respect des principes déontologiques consacrés par la charte de l’élu local prévue à l’article L. 1111-1-1 du code général des collectivités territoriales.” ;

2° L’article L. 121-8 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

“Lors de la première réunion du conseil municipal, immédiatement après l’élection du maire et des adjoints, le maire donne lecture de la charte de l’élu local prévue à l’article L. 1111-1-1 du code général des collectivités territoriales. Le maire remet aux conseillers municipaux une copie de la charte de l’élu local, des sections 5 à 7 du présent chapitre et des chapitres III et VII du présent titre.” ;

3° Le II de l’article L. 121-30 est ainsi modifié :

a) Au 4°, après le mot : “durée”, il est inséré le mot : “hebdomadaire” ;

b) Après le 4°, il est inséré un 5° ainsi rédigé :

“5° A l’équivalent de 20 % de la durée hebdomadaire légale du travail pour les conseillers municipaux des communes de moins de 3 500 habitants.” ;

4° Au premier alinéa de l’article L. 121-33-1, le nombre : “20 000” est remplacé par le nombre : “10 000” ;

5° L’article L. 121-36 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, le nombre : “20 000” est remplacé par le nombre : “10 000” et, après les mots : “sont salariés,”, la fin de cet alinéa est ainsi rédigée : “d’une suspension de leur contrat de travail jusqu’à l’expiration de leur mandat.” ;

b) Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

“Le droit à réintégration est maintenu aux élus mentionnés au premier alinéa du présent article jusqu’à l’expiration de deux mandats consécutifs.” ;

c) Le dernier alinéa est complété par les mots : “pour exercer les mandats mentionnés au premier alinéa” ;

d) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

“Lorsqu’ils n’ont pas cessé d’exercer leur activité professionnelle, les élus mentionnés au premier alinéa du présent article sont considérés comme des salariés protégés au sens de la réglementation applicable en Nouvelle-Calédonie.” ;

6° Le premier alinéa de l’article L. 121-37 est complété par une phrase ainsi rédigée : “Dans les communes de 3 500 habitants et plus, une formation est obligatoirement organisée au cours de la première année de mandat pour les élus ayant reçu une délégation.” ;

7° Après l’article L. 121-37, il est inséré un article L. 121-37-1 ainsi rédigé :

“Art. L. 121-37-1. — Les membres du conseil municipal bénéficient chaque année d’un droit individuel à la formation d’une durée de vingt heures, cumulable sur toute la durée du mandat et financé par une cotisation obligatoire, dont le taux ne peut être inférieur à 1 %, assise sur leurs indemnités et collectée par un organisme collecteur national.

“La mise en œuvre du droit individuel à la formation relève de l’initiative de chacun des élus et peut concerner des formations sans lien avec l’exercice du mandat. Ces formations peuvent notamment contribuer à l’acquisition des compétences nécessaires à la réinsertion professionnelle à l’issue du mandat.

“Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités de mise en œuvre du droit individuel à la formation, notamment les conditions de la collecte de la cotisation.” ;

8° Le troisième alinéa de l'article L. 121-38-1 est ainsi rédigé :

“Le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux membres du conseil municipal en application de la section 3 du chapitre III du présent titre. Le montant réel des dépenses de formation ne peut excéder 20 % du même montant. Les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n'ont pas été consommés à la clôture de l'exercice au titre duquel ils ont été inscrits sont affectés en totalité au budget de l'exercice suivant. Ils ne peuvent être reportés au-delà de l'année au cours de laquelle intervient le renouvellement de l'assemblée délibérante.” ;

9° L'article L. 122-29 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, le nombre : “20 000” est remplacé par le nombre : “10 000” ;

b) Au quatrième alinéa, les mots : “la limite des taux maximaux fixés” sont remplacés par les mots : “les conditions fixées” ;

c) Le cinquième alinéa est ainsi modifié :

- les mots : “de six mois” sont remplacés par les mots : “d'un an” ;
- est ajoutée une phrase ainsi rédigée : “A compter du septième mois suivant le début du versement de l'allocation, le taux mentionné au quatrième alinéa est au plus égal à 40 %.” ;

10° Au début de la première phrase de l'article L. 123-2-2, les mots : “Les conseillers municipaux qui ne perçoivent pas d'indemnités de fonction” sont remplacés par les mots : “Les membres du conseil municipal” ;

11° L'article L. 123-4 est ainsi modifié :

a) Le premier alinéa est ainsi rédigé :

“Les indemnités allouées au titre de l'exercice des fonctions de maire et de président de délégation spéciale et les indemnités maximales pour l'exercice effectif des fonctions d'adjoint au maire des communes, de conseiller municipal des communes de 100 000 habitants et plus et de membre de délégations spéciales qui fait fonction d'adjoint sont fixées par arrêté du haut-commissaire par référence aux indices des traitements de la fonction publique de la Nouvelle-Calédonie.” ;

b) Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

“Dans les communes de 1 000 habitants et plus, le conseil municipal peut, par délibération, fixer une indemnité de fonction inférieure au barème fixé par arrêté, à la demande du maire.” ;

12° Après l'article L. 123-4, il est inséré un article L. 123-4-1 ainsi rédigé :

“Art. L. 123-4-1.— Lorsque le conseil municipal est renouvelé, les indemnités de ses membres, à l'exception de l'indemnité du maire, sont fixées par délibération. Cette délibération intervient dans les trois mois suivant l'installation du conseil municipal.

“Sauf décision contraire de la délégation spéciale, ses membres qui font fonction d'adjoint perçoivent l'indemnité fixée par délibération du conseil municipal pour les adjoints.

“Toute délibération du conseil municipal concernant les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres, à l'exception du maire, est accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux autres membres du conseil municipal.” ;

13° Au dernier alinéa de l'article L. 123-5, les mots : “maximale susceptible d'être allouée au maire de la commune en application de” sont remplacés par les mots : “fixée à”.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 31 mars 2015.

François HOLLANDE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*  
Manuel VALLS.

*Le ministre des finances  
et des comptes publics,*  
Michel SAPIN.

*La ministre des affaires sociales,  
de la santé et des droits des femmes,*  
Marisol TOURAINE.

*Le ministre du travail, de l'emploi,  
de la formation professionnelle  
et du dialogue social,*  
François REBSAMEN.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Bernard CAZENEUVE.

*La ministre de la décentralisation  
et de la fonction publique,*  
Marylise LEBRANCHU.

*La ministre des outre-mer,*  
George PAU-LANGEVIN.

*Le secrétaire d'Etat  
chargé de la réforme territoriale,*  
André VALLINI.

# **DECRET n° 2015-372 du 31 mars 2015 relatif au socle commun de connaissances, de compétences et de culture.**

*Publics concernés : élèves en cours de scolarité obligatoire des écoles élémentaires, des collèges et lycées publics et privés sous contrat de l'éducation nationale et de l'enseignement agricole et, pour l'annexe, les enfants instruits dans la famille ou dans les établissements d'enseignement privés hors contrat.*

*Objet : publication du nouveau socle commun de connaissances, de compétences et de culture.*

*Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur à compter de la rentrée scolaire de septembre 2016.*

*Notice : le décret prévoit un nouveau socle commun de connaissances, de compétences et de culture destiné à remplacer le socle commun de connaissances et de compétences actuellement en vigueur.*

*Références : le présent décret est pris en application de l'article L. 122-1-1 du code de l'éducation dans sa rédaction issue de l'article 13 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République. Le code de l'éducation modifié par le présent décret peut être consulté, dans sa rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).*

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu le code de l'éducation, notamment son article L. 122-1-1 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur des programmes en date du 12 février 2015 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'éducation en date du 12 mars 2015,

Décète :

Article 1er. — Les articles D. 122-1 à D. 122-3 du code de l'éducation sont remplacés par les dispositions suivantes :

“Art. D. 122-1. — Le socle commun de connaissances, de compétences et de culture prévu à l'article L. 122-1-1 est composé de cinq domaines de formation qui définissent les grands enjeux de formation durant la scolarité obligatoire :

- “1° Les langages pour penser et communiquer : ce domaine vise l'apprentissage de la langue française, des langues étrangères et, le cas échéant, régionales, des langages scientifiques, des langages informatiques et des médias ainsi que des langages des arts et du corps ;
- “2° Les méthodes et outils pour apprendre : ce domaine vise un enseignement explicite des moyens d'accès à l'information et à la documentation, des outils numériques, de la conduite de projets individuels et collectifs ainsi que de l'organisation des apprentissages ;
- “3° La formation de la personne et du citoyen : ce domaine vise un apprentissage de la vie en société, de l'action collective et de la citoyenneté, par une formation morale et civique respectueuse des choix personnels et des responsabilités individuelles ;
- “4° Les systèmes naturels et les systèmes techniques : ce domaine est centré sur l'approche scientifique et technique de la Terre et de l'Univers ; il vise à développer la curiosité, le sens de l'observation, la capacité à résoudre des problèmes ;
- “5° Les représentations du monde et l'activité humaine : ce domaine est consacré à la compréhension des sociétés dans le temps et dans l'espace, à l'interprétation de leurs productions culturelles et à la connaissance du monde social contemporain.”

“Art. D. 122-2. — Chaque domaine de formation énoncé à l'article D. 122-1 comprend des objectifs de connaissances et de compétences qui sont définis en annexe à la présente section.

“Chacun de ces domaines requiert la contribution transversale et conjointe de toutes les disciplines et démarches éducatives.

“Les objectifs de connaissances et de compétences de chaque domaine de formation et la contribution de chaque discipline ou enseignement à ces domaines sont déclinés dans les programmes d'enseignement prévus à l'article L. 311-1 et suivants.”

“Art. D. 122-3. — Les acquis des élèves dans chacun des domaines de formation sont évalués au cours de la scolarité sur la base des connaissances et compétences attendues à la fin des cycles 2,3 et 4, telles qu'elles sont fixées par les programmes d'enseignement.

“Dans le domaine de formation intitulé “ les langages pour penser et communiquer ”, cette évaluation distingue quatre composantes : langue française ; langues étrangères et, le cas échéant, langues régionales ; langages mathématiques, scientifiques et informatiques ; langages des arts et du corps.

“L'acquisition et la maîtrise de chacun de ces domaines ne peuvent être compensées par celles d'un autre domaine. Les quatre composantes du premier domaine, mentionnées dans l'alinéa ci-dessus, ne peuvent être compensées entre elles.

“En fin de cycle 4, le diplôme national du brevet atteste la maîtrise du socle commun.”

Art. 2. — L'annexe du présent décret remplace l'annexe de la section 1 du chapitre II du titre II du livre Ier du code de l'éducation.

Art. 3. — Le code de l'éducation est ainsi modifié :

- 1° A l'article D. 131-11, les termes : “D. 122-1” sont remplacés par les termes : “D. 122-2” ;
- 2° Dans toutes les dispositions réglementaires en vigueur, les mots : “socle commun de connaissances et compétences” et les mots : “socle commun de connaissances et de compétences” sont remplacés par les mots : “socle commun de connaissances, de compétences et de culture”.

Art. 4. — Les dispositions du présent décret sont applicables à Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie à l'exception, pour ce dernier territoire, des classes de l'enseignement primaire.

Art. 5. — Le présent décret entre en vigueur à compter de la rentrée scolaire 2016.

Art. 6. — La ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et la ministre des outre-mer sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 31 mars 2015.

Manuel VALLS.

Par le Premier ministre :  
La ministre de l'éducation nationale,  
de l'enseignement supérieur  
et de la recherche,  
Najat VALLAUD-BELKACEM.

La ministre des outre-mer,  
George PAU-LANGEVIN.

## ANNEXE

Le socle commun de connaissances, de compétences et de culture couvre la période de la scolarité obligatoire, c'est-à-dire dix années fondamentales de la vie et de la formation des enfants, de six à seize ans. Il correspond pour l'essentiel aux enseignements de l'école élémentaire et du collège qui constituent une culture scolaire commune. Précédée, pour la plupart des élèves, par une scolarisation en maternelle qui a permis de poser de premières bases en matière d'apprentissage et de vivre ensemble, la scolarité obligatoire poursuit un double objectif de formation et de socialisation.

Elle donne aux élèves une culture commune, fondée sur les connaissances et compétences indispensables, qui leur permettra de s'épanouir personnellement, de développer leur sociabilité, de réussir la suite de leur parcours de formation, de s'insérer dans la société où ils vivront et de participer, comme citoyens, à son évolution. Le socle commun doit devenir une référence centrale pour le travail des enseignants et des acteurs du système éducatif, en ce qu'il définit les finalités de la scolarité obligatoire et qu'il a pour exigence que l'école tienne sa promesse pour tous les élèves.

Le socle commun doit être équilibré dans ses contenus et ses démarches :

- il ouvre à la connaissance, forme le jugement et l'esprit critique, à partir d'éléments ordonnés de connaissance rationnelle du monde ;
- il fournit une éducation générale ouverte et commune à tous et fondée sur des valeurs qui permettent de vivre dans une société tolérante, de liberté ;
- il favorise un développement de la personne en interaction avec le monde qui l'entoure ;
- il développe les capacités de compréhension et de création, les capacités d'imagination et d'action ;
- il accompagne et favorise le développement physique, cognitif et sensible des élèves, en respectant leur intégrité ;
- il donne aux élèves les moyens de s'engager dans les activités scolaires, d'agir, d'échanger avec autrui, de conquérir leur autonomie et d'exercer ainsi progressivement leur liberté et leur statut de citoyen responsable.

L'élève engagé dans la scolarité apprend à réfléchir, à mobiliser des connaissances, à choisir des démarches et des procédures adaptées, pour penser, résoudre un problème, réaliser une tâche complexe ou un projet, en particulier dans une situation nouvelle ou inattendue. Les enseignants définissent les modalités les plus pertinentes pour parvenir à ces objectifs en suscitant l'intérêt des élèves, et centrent leurs activités ainsi que les pratiques des enfants et des adolescents sur de véritables enjeux intellectuels, riches de sens et de progrès.

Le socle commun identifie les connaissances et compétences qui doivent être acquises à l'issue de la scolarité obligatoire. Une compétence est l'aptitude à mobiliser ses ressources (connaissances, capacités, attitudes) pour accomplir une tâche ou faire face à une situation complexes ou inédites. Compétences et connaissances ne sont ainsi pas en opposition. Leur acquisition suppose de prendre en compte dans le processus d'apprentissage les vécus et les représentations des élèves, pour les mettre en perspective, enrichir et faire évoluer leur expérience du monde.

Par la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République du 8 juillet 2013, la République s'engage afin de permettre à tous les élèves d'acquérir le socle commun de connaissances, de compétences et de culture, porteur de la culture commune. Il s'agit de contribuer au succès d'une école de la réussite pour tous, qui refuse exclusions et discriminations et qui permet à chacun de développer tout son potentiel par la meilleure éducation possible.

La logique du socle commun implique une acquisition progressive et continue des connaissances et des compétences par l'élève, comme le rappelle l'intitulé des cycles d'ensei-

gnement de la scolarité obligatoire que le socle commun oriente : cycle 2 des apprentissages fondamentaux, cycle 3 de consolidation, cycle 4 des approfondissements. Ainsi, la maîtrise des acquis du socle commun doit se concevoir dans le cadre du parcours scolaire de l'élève et en référence aux attendus et objectifs de formation présentés par les programmes de chaque cycle. La vérification de cette maîtrise progressive est faite tout au long du parcours scolaire et en particulier à la fin de chaque cycle. Cela contribue à un suivi des apprentissages de l'élève. Pour favoriser cette maîtrise, des stratégies d'accompagnement sont à mettre en œuvre dans le cadre de la classe, ou, le cas échéant, des groupes à effectifs réduits constitués à cet effet.

#### Domaine 1 : Les langages pour penser et communiquer

Le domaine des langages pour penser et communiquer recouvre quatre types de langage, qui sont à la fois des objets de savoir et des outils : la langue française ; les langues vivantes étrangères ou régionales ; les langages mathématiques, scientifiques et informatiques ; les langages des arts et du corps. Ce domaine permet l'accès à d'autres savoirs et à une culture rendant possible l'exercice de l'esprit critique ; il implique la maîtrise de codes, de règles, de systèmes de signes et de représentations. Il met en jeu des connaissances et des compétences qui sont sollicitées comme outils de pensée, de communication, d'expression et de travail et qui sont utilisées dans tous les champs du savoir et dans la plupart des activités.

#### Objectifs de connaissances et de compétences pour la maîtrise du socle commun

##### *Comprendre, s'exprimer en utilisant la langue française à l'oral et à l'écrit*

L'élève parle, communique, argumente à l'oral de façon claire et organisée ; il adapte son niveau de langue et son discours à la situation, il écoute et prend en compte ses interlocuteurs.

Il adapte sa lecture et la module en fonction de la nature et de la difficulté du texte. Pour construire ou vérifier le sens de ce qu'il lit, il combine avec pertinence et de façon critique les informations explicites et implicites issues de sa lecture. Il découvre le plaisir de lire.

L'élève s'exprime à l'écrit pour raconter, décrire, expliquer ou argumenter de façon claire et organisée. Lorsque c'est nécessaire, il reprend ses écrits pour rechercher la formulation qui convient le mieux et préciser ses intentions et sa pensée.

Il utilise à bon escient les principales règles grammaticales et orthographiques. Il emploie à l'écrit comme à l'oral un vocabulaire juste et précis.

Dans des situations variées, il recourt, de manière spontanée et avec efficacité, à la lecture comme à l'écriture.

Il apprend que la langue française a des origines diverses et qu'elle est toujours en évolution. Il est sensibilisé à son histoire et à ses origines latines et grecques.

##### *Comprendre, s'exprimer en utilisant une langue étrangère et, le cas échéant, une langue régionale*

L'élève pratique au moins deux langues vivantes étrangères ou, le cas échéant, une langue étrangère et une langue régionale.

Pour chacune de ces langues, il comprend des messages oraux et écrits, s'exprime et communique à l'oral et à l'écrit de manière simple mais efficace. Il s'engage volontiers dans le dialogue et prend part activement à des conversations. Il adapte son niveau de langue et son discours à la situation, il écoute et prend en compte ses interlocuteurs. Il maîtrise suffisamment le code de la langue pratiquée pour s'insérer dans une communication liée à la vie quotidienne : vocabulaire, prononciation, construction des phrases ; il possède aussi des connaissances sur le contexte culturel propre à cette langue (modes de vie, organisations sociales, traditions, expressions artistiques ...).

*Comprendre, s'exprimer en utilisant les langages mathématiques, scientifiques et informatiques*

L'élève utilise les principes du système de numération décimal et les langages formels (lettres, symboles ...) propres aux mathématiques et aux disciplines scientifiques, notamment pour effectuer des calculs et modéliser des situations. Il lit des plans, se repère sur des cartes. Il produit et utilise des représentations d'objets, d'expériences, de phénomènes naturels tels que schémas, croquis, maquettes, patrons ou figures géométriques. Il lit, interprète, commente, produit des tableaux, des graphiques et des diagrammes organisant des données de natures diverses.

Il sait que des langages informatiques sont utilisés pour programmer des outils numériques et réaliser des traitements automatiques de données. Il connaît les principes de base de l'algorithmique et de la conception des programmes informatiques. Il les met en œuvre pour créer des applications simples.

*Comprendre, s'exprimer en utilisant les langages des arts et du corps*

Sensibilisé aux démarches artistiques, l'élève apprend à s'exprimer et communiquer par les arts, de manière individuelle et collective, en concevant et réalisant des productions, visuelles, plastiques, sonores ou verbales notamment. Il connaît et comprend les particularités des différents langages artistiques qu'il emploie. Il justifie ses intentions et ses choix en s'appuyant sur des notions d'analyse d'œuvres.

Il s'exprime par des activités, physiques, sportives ou artistiques, impliquant le corps. Il apprend ainsi le contrôle et la maîtrise de soi.

**Domaine 2 : Les méthodes et outils pour apprendre**

Ce domaine a pour objectif de permettre à tous les élèves d'apprendre à apprendre, seuls ou collectivement, en classe ou en dehors, afin de réussir dans leurs études et, par la suite, se former tout au long de la vie. Les méthodes et outils pour apprendre doivent faire l'objet d'un apprentissage explicite en situation, dans tous les enseignements et espaces de la vie scolaire.

En classe, l'élève est amené à résoudre un problème, comprendre un document, rédiger un texte, prendre des notes, effectuer une prestation ou produire des objets. Il doit savoir apprendre une leçon, rédiger un devoir, préparer un exposé, prendre la parole, travailler à un projet, s'entraîner en choisissant les démarches adaptées aux objectifs d'apprentissage préalablement explicités. Ces compétences requièrent l'usage de tous les outils théoriques et pratiques à

sa disposition, la fréquentation des bibliothèques et centres de documentation, la capacité à utiliser de manière pertinente les technologies numériques pour faire des recherches, accéder à l'information, la hiérarchiser et produire soi-même des contenus.

La maîtrise des méthodes et outils pour apprendre développe l'autonomie et les capacités d'initiative ; elle favorise l'implication dans le travail commun, l'entraide et la coopération.

**Objectifs de connaissances et de compétences pour la maîtrise du socle commun**

*Organisation du travail personnel*

L'élève se projette dans le temps, anticipe, planifie ses tâches. Il gère les étapes d'une production, écrite ou non, mémorise ce qui doit l'être.

Il comprend le sens des consignes ; il sait qu'un même mot peut avoir des sens différents selon les disciplines.

Pour acquérir des connaissances et des compétences, il met en œuvre les capacités essentielles que sont l'attention, la mémorisation, la mobilisation de ressources, la concentration, l'aptitude à l'échange et au questionnement, le respect des consignes, la gestion de l'effort.

Il sait identifier un problème, s'engager dans une démarche de résolution, mobiliser les connaissances nécessaires, analyser et exploiter les erreurs, mettre à l'essai plusieurs solutions, accorder une importance particulière aux corrections.

L'élève sait se constituer des outils personnels grâce à des écrits de travail, y compris numériques : notamment prise de notes, brouillons, fiches, lexiques, nomenclatures, cartes mentales, plans, croquis, dont il peut se servir pour s'entraîner, réviser, mémoriser.

*Coopération et réalisation de projets*

L'élève travaille en équipe, partage des tâches, s'engage dans un dialogue constructif, accepte la contradiction tout en défendant son point de vue, fait preuve de diplomatie, négocie et recherche un consensus.

Il apprend à gérer un projet, qu'il soit individuel ou collectif. Il en planifie les tâches, en fixe les étapes et évalue l'atteinte des objectifs.

L'élève sait que la classe, l'école, l'établissement sont des lieux de collaboration, d'entraide et de mutualisation des savoirs. Il aide celui qui ne sait pas comme il apprend des autres. L'utilisation des outils numériques contribue à ces modalités d'organisation, d'échange et de collaboration.

*Médias, démarches de recherche et de traitement de l'information*

L'élève connaît des éléments d'histoire de l'écrit et de ses différents supports. Il comprend les modes de production et le rôle de l'image.

Il sait utiliser de façon réfléchie des outils de recherche, notamment sur internet. Il apprend à confronter différentes sources et à évaluer la validité des contenus. Il sait traiter les

informations collectées, les organiser, les mémoriser sous des formats appropriés et les mettre en forme. Il les met en relation pour construire ses connaissances.

L'élève apprend à utiliser avec discernement les outils numériques de communication et d'information qu'il côtoie au quotidien, en respectant les règles sociales de leur usage et toutes leurs potentialités pour apprendre et travailler. Il accède à un usage sûr, légal et éthique pour produire, recevoir et diffuser de l'information. Il développe une culture numérique.

Il identifie les différents médias (presse écrite, audiovisuelle et web) et en connaît la nature. Il en comprend les enjeux et le fonctionnement général afin d'acquérir une distance critique et une autonomie suffisantes dans leur usage.

#### *Outils numériques pour échanger et communiquer*

L'élève sait mobiliser différents outils numériques pour créer des documents intégrant divers médias et les publier ou les transmettre, afin qu'ils soient consultables et utilisables par d'autres. Il sait réutiliser des productions collaboratives pour enrichir ses propres réalisations, dans le respect des règles du droit d'auteur.

L'élève utilise les espaces collaboratifs et apprend à communiquer notamment par le biais des réseaux sociaux dans le respect de soi et des autres. Il comprend la différence entre sphères publique et privée. Il sait ce qu'est une identité numérique et est attentif aux traces qu'il laisse.

#### Domaine 3 : La formation de la personne et du citoyen

L'Ecole a une responsabilité particulière dans la formation de l'élève en tant que personne et futur citoyen. Dans une démarche de coéducation, elle ne se substitue pas aux familles, mais elle a pour tâche de transmettre aux jeunes les valeurs fondamentales et les principes inscrits dans la Constitution de notre pays. Elle permet à l'élève d'acquérir la capacité à juger par lui-même, en même temps que le sentiment d'appartenance à la société. Ce faisant, elle permet à l'élève de développer dans les situations concrètes de la vie scolaire son aptitude à vivre de manière autonome, à participer activement à l'amélioration de la vie commune et à préparer son engagement en tant que citoyen.

#### Ce domaine fait appel :

- à l'apprentissage et à l'expérience des principes qui garantissent la liberté de tous, comme la liberté de conscience et d'expression, la tolérance réciproque, l'égalité, notamment entre les hommes et les femmes, le refus des discriminations, l'affirmation de la capacité à juger et agir par soi-même ;
- à des connaissances et à la compréhension du sens du droit et de la loi, des règles qui permettent la participation à la vie collective et démocratique et de la notion d'intérêt général ;
- à la connaissance, la compréhension mais aussi la mise en pratique du principe de laïcité, qui permet le déploiement du civisme et l'implication de chacun dans la vie sociale, dans le respect de la liberté de conscience.

Ce domaine est mis en œuvre dans toutes les situations concrètes de la vie scolaire où connaissances et valeurs trouvent, en s'exerçant, les conditions d'un apprentissage

permanent, qui procède par l'exemple, par l'appel à la sensibilité et à la conscience, par la mobilisation du vécu et par l'engagement de chacun.

#### Objectifs de connaissances et de compétences pour la maîtrise du socle commun

##### *Expression de la sensibilité et des opinions, respect des autres*

L'élève exprime ses sentiments et ses émotions en utilisant un vocabulaire précis.

Il exploite ses facultés intellectuelles et physiques en ayant confiance en sa capacité à réussir et à progresser.

L'élève apprend à résoudre les conflits sans agressivité, à éviter le recours à la violence grâce à sa maîtrise de moyens d'expression, de communication et d'argumentation. Il respecte les opinions et la liberté d'autrui, identifie et rejette toute forme d'intimidation ou d'emprise. Apprenant à mettre à distance préjugés et stéréotypes, il est capable d'apprécier les personnes qui sont différentes de lui et de vivre avec elles. Il est capable aussi de faire preuve d'empathie et de bienveillance.

##### *La règle et le droit*

L'élève comprend et respecte les règles communes, notamment les règles de civilité, au sein de la classe, de l'école ou de l'établissement, qui autorisent et contraignent à la fois et qui engagent l'ensemble de la communauté éducative. Il participe à la définition de ces règles dans le cadre adéquat. Il connaît le rôle éducatif et la gradation des sanctions ainsi que les grands principes et institutions de la justice.

Il comprend comment, dans une société démocratique, des valeurs communes garantissent les libertés individuelles et collectives, trouvent force d'applications dans des règles et dans le système du droit, que les citoyens peuvent faire évoluer selon des procédures organisées.

Il connaît les grandes déclarations des droits de l'homme (notamment la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948), la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, la Convention internationale des droits de l'enfant de 1989 et les principes fondateurs de la République française. Il connaît le sens du principe de laïcité ; il en mesure la profondeur historique et l'importance pour la démocratie dans notre pays. Il comprend que la laïcité garantit la liberté de conscience, fondée sur l'autonomie du jugement de chacun et institue des règles permettant de vivre ensemble pacifiquement.

Il connaît les principales règles du fonctionnement institutionnel de l'Union européenne et les grands objectifs du projet européen.

##### *Réflexion et discernement*

L'élève est attentif à la portée de ses paroles et à la responsabilité de ses actes.

Il fonde et défend ses jugements en s'appuyant sur sa réflexion et sur sa maîtrise de l'argumentation. Il comprend les choix moraux que chacun fait dans sa vie ; il peut discuter



de ces choix ainsi que de quelques grands problèmes éthiques liés notamment aux évolutions sociales, scientifiques ou techniques.

L'élève vérifie la validité d'une information et distingue ce qui est objectif et ce qui est subjectif. Il apprend à justifier ses choix et à confronter ses propres jugements avec ceux des autres. Il sait remettre en cause ses jugements initiaux après un débat argumenté, il distingue son intérêt particulier de l'intérêt général. Il met en application et respecte les grands principes républicains.

#### *Responsabilité, sens de l'engagement et de l'initiative*

L'élève coopère et fait preuve de responsabilité vis-à-vis d'autrui. Il respecte les engagements pris envers lui-même et envers les autres, il comprend l'importance du respect des contrats dans la vie civile. Il comprend en outre l'importance de s'impliquer dans la vie scolaire (actions et projets collectifs, instances), d'avoir recours aux outils de la démocratie (ordre du jour, compte rendu, votes notamment) et de s'engager aux côtés des autres dans les différents aspects de la vie collective et de l'environnement.

L'élève sait prendre des initiatives, entreprendre et mettre en œuvre des projets, après avoir évalué les conséquences de son action ; il prépare ainsi son orientation future et sa vie d'adulte.

#### *Domaine 4 : les systèmes naturels et les systèmes techniques*

Ce domaine a pour objectif de donner à l'élève les fondements de la culture mathématique, scientifique et technologique nécessaire à une découverte de la nature et de ses phénomènes ainsi que des techniques développées par les femmes et les hommes. Il s'agit d'éveiller sa curiosité, son envie de se poser des questions, de chercher des réponses et d'inventer, tout en l'initiant à de grands défis auxquels l'humanité est confrontée. L'élève découvre alors, par une approche scientifique, la nature environnante. L'objectif est bien de poser les bases lui permettant de pratiquer des démarches scientifiques et techniques.

Fondées sur l'observation, la manipulation et l'expérimentation, utilisant notamment le langage des mathématiques pour leurs représentations, les démarches scientifiques ont notamment pour objectif d'expliquer l'Univers, d'en comprendre les évolutions, selon une approche rationnelle privilégiant les faits et hypothèses vérifiables, en distinguant ce qui est du domaine des opinions et croyances. Elles développent chez l'élève la rigueur intellectuelle, l'habileté manuelle et l'esprit critique, l'aptitude à démontrer, à argumenter.

La familiarisation de l'élève avec le monde technique passe par la connaissance du fonctionnement d'un certain nombre d'objets et de systèmes et par sa capacité à en concevoir et en réaliser lui-même. Ce sont des occasions de prendre conscience que la démarche technologique consiste à rechercher l'efficacité dans un milieu contraint (en particulier par les ressources) pour répondre à des besoins humains, en tenant compte des impacts sociaux et environnementaux.

En s'initiant à ces démarches, concepts et outils, l'élève se familiarise avec les évolutions de la science et de la technologie ainsi que leur histoire, qui modifient en permanence nos visions et nos usages de la planète.

L'élève comprend que les mathématiques permettent de développer une représentation scientifique des phénomènes, qu'elles offrent des outils de modélisation, qu'elles se nourrissent des questions posées par les autres domaines de connaissance et les nourrissent en retour.

#### *Objectifs de connaissances et de compétences pour la maîtrise du socle commun*

##### *Démarches scientifiques*

L'élève sait mener une démarche d'investigation. Pour cela, il décrit et questionne ses observations ; il prélève, organise et traite l'information utile ; il formule des hypothèses, les teste et les éprouve ; il manipule, explore plusieurs pistes, procède par essais et erreurs ; il modélise pour représenter une situation ; il analyse, argumente, mène différents types de raisonnements (par analogie, déduction logique ...) ; il rend compte de sa démarche. Il exploite et communique les résultats de mesures ou de recherches en utilisant les langages scientifiques à bon escient.

L'élève pratique le calcul, mental et écrit, exact et approché, il estime et contrôle les résultats, notamment en utilisant les ordres de grandeur. Il résout des problèmes impliquant des grandeurs variées (géométriques, physiques, économiques ...), en particulier des situations de proportionnalité. Il interprète des résultats statistiques et les représente graphiquement.

##### *Conception, création, réalisation*

L'élève imagine, conçoit et fabrique des objets et des systèmes techniques. Il met en œuvre observation, imagination, créativité, sens de l'esthétique et de la qualité, talent et habileté manuels, sens pratique, et sollicite les savoirs et compétences scientifiques, technologiques et artistiques pertinents.

##### *Responsabilités individuelles et collectives*

L'élève connaît l'importance d'un comportement responsable vis-à-vis de l'environnement et de la santé et comprend ses responsabilités individuelle et collective. Il prend conscience de l'impact de l'activité humaine sur l'environnement, de ses conséquences sanitaires et de la nécessité de préserver les ressources naturelles et la diversité des espèces. Il prend conscience de la nécessité d'un développement plus juste et plus attentif à ce qui est laissé aux générations futures.

Il sait que la santé repose notamment sur des fonctions biologiques coordonnées, susceptibles d'être perturbées par des facteurs physiques, chimiques, biologiques et sociaux de l'environnement et que certains de ces facteurs de risques dépendent de conduites sociales et de choix personnels. Il est conscient des enjeux de bien-être et de santé des pratiques alimentaires et physiques. Il observe les règles élémentaires de sécurité liées aux techniques et produits rencontrés dans la vie quotidienne.

Pour atteindre les objectifs de connaissances et de compétences de ce domaine, l'élève mobilise des connaissances sur :

- les principales fonctions du corps humain, les caractéristiques et l'unité du monde vivant, l'évolution et la diversité des espèces ;



- la structure de l'Univers et de la matière ; les grands caractères de la biosphère et leurs transformations ;
- l'énergie et ses multiples formes, le mouvement et les forces qui le régissent ;
- les nombres et les grandeurs, les objets géométriques, la gestion de données, les phénomènes aléatoires ;
- les grandes caractéristiques des objets et systèmes techniques et des principales solutions technologiques.

#### Domaine 5 : Les représentations du monde et l'activité humaine

Ce domaine est consacré à la compréhension du monde que les êtres humains tout à la fois habitent et façonnent. Il s'agit de développer une conscience de l'espace géographique et du temps historique. Ce domaine conduit aussi à étudier les caractéristiques des organisations et des fonctionnements des sociétés. Il initie à la diversité des expériences humaines et des formes qu'elles prennent : les découvertes scientifiques et techniques, les diverses cultures, les systèmes de pensée et de conviction, l'art et les œuvres, les représentations par lesquelles les femmes et les hommes tentent de comprendre la condition humaine et le monde dans lequel ils vivent.

Ce domaine vise également à développer des capacités d'imagination, de conception, d'action pour produire des objets, des services et des œuvres ainsi que le goût des pratiques artistiques, physiques et sportives. Il permet en outre la formation du jugement et de la sensibilité esthétiques. Il implique enfin une réflexion sur soi et sur les autres, une ouverture à l'autrui, et contribue à la construction de la citoyenneté, en permettant à l'élève d'aborder de façon éclairée de grands débats du monde contemporain.

#### Objectifs de connaissances et de compétences pour la maîtrise du socle commun

##### *L'espace et le temps*

L'élève identifie ainsi les grandes questions et les principaux enjeux du développement humain, il est capable d'appréhender les causes et les conséquences des inégalités, les sources de conflits et les solidarités, ou encore les problématiques mondiales concernant l'environnement, les ressources, les échanges, l'énergie, la démographie et le climat. Il comprend également que les lectures du passé éclairent le présent et permettent de l'interpréter.

L'élève se repère dans l'espace à différentes échelles, il comprend les grands espaces physiques et humains et les principales caractéristiques géographiques de la Terre, du continent européen et du territoire national : organisation et localisations, ensembles régionaux, outre-mer. Il sait situer un lieu ou un ensemble géographique en utilisant des cartes, en les comparant et en produisant lui-même des représentations graphiques.

##### *Organisations et représentations du monde*

L'élève lit des paysages, identifiant ce qu'ils révèlent des atouts et des contraintes du milieu ainsi que de l'activité humaine, passée et présente. Il établit des liens entre l'espace et l'organisation des sociétés.

Il exprime à l'écrit et à l'oral ce qu'il ressent face à une œuvre littéraire ou artistique ; il étaye ses analyses et les jugements qu'il porte sur l'œuvre ; il formule des hypothèses

sur ses significations et en propose une interprétation en s'appuyant notamment sur ses aspects formels et esthétiques. Il justifie ses intentions et ses choix expressifs, en s'appuyant sur quelques notions d'analyse des œuvres. Il s'approprie, de façon directe ou indirecte, notamment dans le cadre de sorties scolaires culturelles, des œuvres littéraires et artistiques appartenant au patrimoine national et mondial comme à la création contemporaine.

#### *Invention, élaboration, production*

L'élève imagine, conçoit et réalise des productions de natures diverses, y compris littéraires et artistiques. Pour cela, il met en œuvre des principes de conception et de fabrication d'objets ou les démarches et les techniques de création. Il tient compte des contraintes des matériaux et des processus de production en respectant l'environnement. Il mobilise son imagination et sa créativité au service d'un projet personnel ou collectif. Il développe son jugement, son goût, sa sensibilité, ses émotions esthétiques.

Il connaît les contraintes et les libertés qui s'exercent dans le cadre des activités physiques et sportives ou artistiques personnelles et collectives. Il sait en tirer parti et gère son activité physique et sa production ou sa performance artistiques pour les améliorer, progresser et se perfectionner. Il cherche et utilise des techniques pertinentes, il construit des stratégies pour réaliser une performance sportive. Dans le cadre d'activités et de projets collectifs, il prend sa place dans le groupe en étant attentif aux autres pour coopérer ou s'affronter dans un cadre réglementé.

Pour mieux connaître le monde qui l'entoure comme pour se préparer à l'exercice futur de sa citoyenneté démocratique, l'élève pose des questions et cherche des réponses en mobilisant des connaissances sur :

- les principales périodes de l'histoire de l'humanité, situées dans leur chronologie, les grandes ruptures et les événements fondateurs, la notion de civilisation ;
- les principaux modes d'organisation des espaces humanisés ;
- la diversité des modes de vie et des cultures, en lien avec l'apprentissage des langues ;
- les éléments clés de l'histoire des idées, des faits religieux et des convictions ;
- les grandes découvertes scientifiques et techniques et les évolutions qu'elles ont engendrées, tant dans les modes de vie que dans les représentations ;
- les expressions artistiques, les œuvres, les sensibilités esthétiques et les pratiques culturelles de différentes sociétés ;
- les principaux modes d'organisation politique et sociale, idéaux et principes républicains et démocratiques, leur histoire et leur actualité ;
- les principales manières de concevoir la production économique, sa répartition, les échanges qu'elles impliquent ;
- les règles et le droit de l'économie sociale et familiale, du travail, de la santé et de la protection sociale.

#### **ARRETE INTERMINISTERIEL du 23 mars 2015 relatif à l'information aéronautique.**

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, le ministre de la défense et la ministre des outre-mer,

Vu la convention relative à l'aviation civile internationale du 7 décembre 1944, ensemble les protocoles qui l'ont modifiée, notamment le protocole du 30 septembre 1977 concernant le texte authentique quadrilingue de ladite convention ;

Vu le règlement (UE) n° 73/2010 de la Commission du 26 janvier 2010 définissant les exigences relatives à la qualité des données et des informations aéronautiques pour le ciel unique européen ;

Vu le décret n° 2008-680 du 9 juillet 2008 portant organisation de l'administration centrale du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire ;

Vu l'arrêté du 23 mars 2015 relatif à l'organisation de l'information aéronautique,

Arrêtent :

Article 1er. — Le présent arrêté fixe les dispositions applicables à la fourniture des services d'information aéronautique et à la qualité des données et des informations aéronautiques.

Art. 2. — 1° Les termes "Annexe 11" désignent la treizième édition de l'annexe 11 à la convention relative à l'aviation civile internationale, y compris tous les amendements jusqu'au n° 49 devenu applicable le 14 novembre 2013.

2° Les termes "Annexe 14, volume I" désignent la sixième édition du volume I de l'annexe 14 à la convention relative à l'aviation civile internationale, y compris tous les amendements jusqu'au n° 11-B devenu applicable le 13 novembre 2014.

3° Les termes "Annexe 14, volume II" désignent la quatrième édition du volume II de l'annexe 14 à la convention relative à l'aviation civile internationale, y compris tous les amendements jusqu'au n° 6 devenu applicable le 13 novembre 2014.

4° Les termes "Annexe 15" désignent la quatorzième édition de l'annexe 15 à la convention relative à l'aviation civile internationale, y compris tous les amendements jusqu'au n° 38 devenu applicable le 13 novembre 2014.

Art. 3. — 1° Les normes des chapitres 1er à 9 et les normes du chapitre 11 de l'annexe 15 sont applicables avec les adaptations suivantes :

- au paragraphe 1.1 "Définitions", la définition du terme "hélistation" est remplacée par la définition la suivante : "Aérodrome équipé pour recevoir exclusivement les hélicoptères." ;
- les dispositions du paragraphe 2.1.1 sont remplacées par les dispositions suivantes : "La direction des services de la navigation aérienne assure le service d'information aéronautique pour la France. Pour ce qui concerne les départements d'outre-mer, les collectivités d'outre-mer et la Nouvelle-Calédonie, des accords écrits peuvent être conclus afin de confier la publication de NOTAM à des bureaux NOTAM internationaux d'autres Etats." ;
- les dispositions du paragraphe 5.1.1.4 de l'annexe 15 ne sont pas applicables ;

2° Les pratiques recommandées prévues par les paragraphes 2.5, 3.3.2.2, 3.7.2, 4.1.1.1, 4.2.2, 4.2.6, 4.6.1, 4.6.3, 5.1.1.2, 5.1.1.4.1, 5.3.3.1, 6.2.2, 6.3.3, 8.2.4, 9.3 et 11.1.1 de l'annexe 15 sont applicables en tant qu'obligations avec les adaptations suivantes :

- les dispositions du paragraphe 5.1.1.2 sont remplacées par les dispositions suivantes : "La publication d'un NOTAM est envisagée dans toute autre circonstance impliquant des renseignements qu'il est essentiel de communiquer à temps au personnel chargé des opérations aériennes."

Art. 4. — 1° Les normes du chapitre 10 de l'annexe 15 sont applicables avec les adaptations suivantes :

- les dispositions du paragraphe 10.1.3 ne sont pas applicables dans les collectivités de Saint-Martin, de Saint-Barthélemy et de Wallis-et-Futuna ;
- à partir du 12 novembre 2015, les dispositions des paragraphes 10.1.4, 10.1.5 et 10.1.6 sont applicables aux aérodromes figurant dans la liste n° 1 de l'annexe au présent arrêté ;
- à partir du 7 novembre 2019, les dispositions des paragraphes 10.1.4, 10.1.5 et 10.1.6 sont applicables aux aérodromes figurant dans la liste n° 2 de l'annexe au présent arrêté ;
- pour l'application des dispositions des paragraphes 10.1.5 c, 10.1.6 c et 10.4.10, les surfaces de limitation d'obstacles d'aérodrome sont :

a) Les surfaces de dégagements aéronautiques associées à une piste d'aérodrome telles que définies par l'arrêté du 10 juillet 2006 relatif aux caractéristiques techniques de certains aérodromes terrestres utilisés par les aéronefs à voilure fixe ou ;

b) Les surfaces de limitation d'obstacle définies par le règlement (UE) n° 139/2014 de la commission du 12 février 2014 établissant des exigences et des procédures administratives relatives aux aérodromes conformément au règlement (CE) n° 216/2008 du Parlement européen et du Conseil ;

selon la réglementation applicable à l'aérodrome concerné.

2° Les pratiques recommandées prévues par les paragraphes 10.1.11 et 10.1.12 de l'annexe 15 sont applicables en tant qu'obligations avec les adaptations suivantes :

- les dispositions du paragraphe 10.1.12 sont remplacées par : "Aux aérodromes situés près de frontières territoriales, le fournisseur de services d'information aéronautique prend les dispositions en vue du partage réciproque des données numériques de terrain et d'obstacles pour la zone 2."

A partir du 12 novembre 2015, la pratique recommandée 10.1.7 est applicable en tant qu'obligation aux aérodromes figurant dans la liste n° 1 de l'annexe au présent arrêté.

A partir du 7 novembre 2019, la pratique recommandée 10.1.7 est applicable en tant qu'obligation aux aérodromes figurant dans la liste n° 2 de l'annexe au présent arrêté.

Art. 5. — Pour l'application du règlement (UE) n° 73/2010, les NOTAM numériques sont exclus du format d'échange de données visé au paragraphe 2 de son article 5.

Art. 6. — Les exigences de résolution, de précision et d'intégrité figurant dans l'appendice 7 de l'annexe 15, dans l'appendice 5 de l'annexe 11, dans l'appendice 5 de l'annexe 14, volume I, et dans l'appendice 1 de l'annexe 14, volume II, sont applicables aux données aéronautiques créées ou modifiées après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 7.— Les dispositions du présent arrêté sont applicables en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna.

Art. 8.— Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le premier jour du quatrième mois suivant celui de sa publication au *Journal officiel* de la République française.

Art. 9.— Le directeur général de l'aviation civile est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 23 mars 2015.

*La ministre de l'écologie,  
du développement durable  
et de l'énergie,*

Pour la ministre et par délégation :  
*Le directeur du transport aérien,*  
P. SCHWACH.

*Le ministre de la défense,*  
Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur de la circulation  
aérienne militaire,*  
E. LABOURDETTE.

*La ministre des outre-mer,*  
Pour la ministre et par délégation :  
*Le directeur général des outre-mer,*  
T. DEGOS.

#### ANNEXE

Liste n° 1 : aérodromes pour lesquels la fourniture des données numériques de terrain et d'obstacles est applicable au 12 novembre 2015 :

- FMEE : La Réunion-Roland Garros,
- LFBD : Bordeaux-Mérignac,
- LFBO : Toulouse-Blagnac,
- LFBP : Pau-Pyrénées,
- LFBZ : Biarritz-Bayonne-Anglet,
- LFLC : Clermont-Ferrand - Auvergne,
- LFLI : Lyon - Saint-Exupéry,
- LFML : Marseille-Provence,
- LFMN : Nice-Côte d'Azur,
- LFMT : Montpellier-Méditerranée,
- LFPO : Paris-Orly,
- LFPG : Paris - Charles-de-Gaulle,
- LFRS : Nantes-Atlantique,
- LFST : Strasbourg-Entzheim,
- LFSB : Bâle-Mulhouse,
- NTAA : Tahiti-Faa'a,
- TFFF : Martinique-Aimé Césaire,
- TFFR : Pointe-à-Pitre - Le Raizet.

Liste n° 2 : aérodromes pour lesquels la fourniture des données numériques de terrain et d'obstacles est applicable au 7 novembre 2019 :

- LFKB : Bastia-Poretta,
- LFKJ : Ajaccio-Napoléon Bonaparte,
- LFOB : Beauvais-Tillé,
- LFPB : Paris-Le Bourget,
- LFQQ : Lille-Lesquin,
- LFRB : Brest-Bretagne,
- NWWW : Nouméa-La Tontouta.

#### DECRET n° 2015-349 du 27 mars 2015 relatif à l'habilitation et à l'assermentation des agents de l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information et pris pour l'application de l'article L. 2321-3 du code de la défense.

Art. 3.— Au sein de la section 3 du chapitre II du titre Ier du livre II de la partie réglementaire du code des postes et des communications électroniques, après l'article R. 10-13, il est inséré un article R. 10-13-1 ainsi rédigé :

“Art. R. 10-13-1.— En application du III de l'article L. 34-1 et pour les besoins de la sécurité des systèmes d'information de l'Etat et des opérateurs mentionnés aux articles L. 1332-1 et L. 1332-2 du code de la défense, les opérateurs de communications électroniques conservent les données mentionnées au a et au c du I de l'article R. 10-13.

“Les surcoûts identifiables et spécifiques supportés par les opérateurs pour communiquer les informations mentionnées à l'article L. 2321-3 du code de la défense à l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information sont remboursés par l'Etat selon des tarifs fixés par arrêté du Premier ministre.”

III. - L'article 3 du présent décret est applicable en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna.

#### ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

#### SERVICE DE L'URBANISME

#### RECTIFICATIF n° 14-932-2 MET.AU du 1er avril 2015

La nature des travaux de l'autorisation de travaux immobiliers n° 14-932-1 MET.AU du 24 février 2015, insérée au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) le 24 mars 2015, est rectifiée comme suit :

Au lieu de : “pour des travaux de construction d'une maison d'habitation à vendre” ;

Lire : “pour des travaux de construction d'un immeuble de dix (10) logements.

Fait à Papeete, le 1er avril 2015.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef de service par intérim,*  
Bernard AMIGUES.

#### ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DES TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES SOUS-LE-VENT POUR LA PERIODE DU 16 AU 20 MARS 2015

#### COMMUNE DE BORA BORA

17 mars 2015

N° 15-043-1 MET.AU.ISLV, M. Enoha Teriivaeva-Tuhiro, sur une parcelle de la terre Poai partie, cadastrée n° 16, section AK, sise à Nunue, construction d'une maison d'habitation ;

N° 15-072-1, Mme Yolande Patiahia, sur une parcelle de la terre Fareai 3, cadastrée n° 17, section AY, sise à Nunue, construction d'une maison d'habitation du type OPH ;

N° 15-073-1, Mme Repeta Mataihau, sur une parcelle de la terre Faatahi 3 partie, cadastrée n° 2, section AT, sise à Nunue, construction d'une maison d'habitation du type OPH ;

Avenant n° 14-098-4 MET.AU.ISLV, Mme Lineta Tehuiotoa épouse Huta, sur une parcelle de la terre Fareroi, cadastrée n° 19, section CZ, sise à Faanui, modification du plan d'implantation pour 2 maisons d'habitation.

#### COMMUNE DE HUAHINE

*17 mars 2015*

N° 15-037-1 MET.AU.ISLV, M. Antoine Faareoiti, sur une parcelle du domaine Vaihonu, parcelle C-A du surplus cadastrée n° 65, section AI, sise à Fare, construction d'une maison d'habitation du type OPH ;

N° 15-039-1, M. et Mme Georges et Ani Hina Fong née Tuahine, sur une parcelle du domaine Vaiharo, parcelle C, parcelle 6 du lot A, cadastrée n° 68, section AM, sise à Fare, construction d'une maison d'habitation du type OPH ;

N° 15-040-1, Richard Maiterai, sur la parcelle du lot 1 de la terre Faretai, cadastrée n° 4 section MC, sise à Maeva, construction d'une maison d'habitation.

#### COMMUNE DE TAHAA

*17 mars 2015*

N° 14-276-1 MET.AU.ISLV, M. Jacques Hitimaue, sur une parcelle du domaine Hurepiti 4, lot B du lot 5, sise à Ruutia, terrassement ;

N° 14-291-1, M. Victor Teriitoaparauri a Peu et Mlle Tari Teriitoaparauri a Peu, sur une parcelle de la terre Teoopa, cadastrée n° 15, section TB, sise à Tapuamu, construction d'une maison d'habitation du type OPH ;

N° 15-006-1, Dominique Bayen, sur la parcelle du lot 4 de la terre Teahutapu 3, cadastrée n° 6, section RN, sise à Ruutia, construction d'une chambre ;

N° 15-019-1, Mme Mareva Nadia Tetauira épouse Brothers, sur une parcelle du domaine Hurepiti 4, lot 5 du partage cadastrée n° 3, section RI, sise à Ruutia, construction d'une maison d'habitation du type OPH ;

N° 15-022-1, Mme Dalida Mauahiti-Brodien épouse Tiatia, sur une parcelle de la terre Tepane, cadastrée n° 11, section VK, sise à Vaitoare, construction d'une maison d'habitation du type OPH ;

N° 15-029-1, M. Lin et Keller Qui, sur une parcelle de la terre Vaiii, cadastrée n° 24, section HC, sise à Haamene, construction d'une maison d'habitation du type OPH ;

N° 15-034-1, Mlle Monia Terii et M. Hoani Brotherson, sur une parcelle de la terre Mahaore partie, cadastrée n° 14, section AB, sise à Hipu, construction d'une maison d'habitation.

#### COMMUNE DE TUMARAA

*17 mars 2015*

N° 14-317-2 MET.AU.ISLV, M. Cyril Tetuanui, mandataire de la commune de Tumaraa, sur une parcelle du domaine Dehors, lot 7 partie, lot B, cadastrée n° 84, section BL, sise à Tevaitoa, construction d'un réservoir de stockage d'eau potable ;

N° 15-030-1, M. et Mme Axel et Titaina Tchong-Tai née Tehau, sur la parcelle des lots 4-5-6 de la terre Vaiaau, cadastrée n° 4, section CO, sise à Vaiaau, construction d'une maison d'habitation du type OPH.

# PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

### AVIS DE VENTE DE FONDS DE COMMERCE

Suivant acte reçu par Me Alexandre YAO, notaire salarié au sein de l'Office notarial de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, en date du 19 mars 2015, enregistré à Papeete le 20 mars 2015, folio 13, bordereau 411/1,

La société dénommée LBSM, *nom commercial* : LE SUD, société à responsabilité limitée au capital de 1 000 000 F CFP dont le siège social est à BP 3088, Temae, 98728 Moorea-Maiao, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° TPI 04 254 B et à l'ISPF sous le n° TAHITI 712851, en liquidation judiciaire,

A vendu avec entrée en jouissance immédiate à la société dénommée SNACK DIDIER, société à responsabilité limitée de type unipersonnel au capital de 100 000 F CFP dont le siège social est au PK 5,500, côté montagne, BP 700, Maharepa, 98728 Moorea-Maiao, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° TPI 08 44 B et à l'ISPF sous le n° TAHITI 852723,

Le fonds de commerce de restaurant italien connu sous le nom de LA TRATTORIA, sis et exploité à Maharepa, Moorea, et pour l'exploitation duquel, le vendeur est inscrit au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° TPI 04 254 B et sous le n° TAHITI 712851,

Moyennant le prix de trois millions de francs CFP (3 000 000 F CFP) payé comptant.

Les oppositions s'il y a lieu devront être faites à peine de forclusion, dans les dix jours de la présente insertion, au cabinet de M. Jean-Christophe TOURON, demeurant à Papeete, rue Marcq-Blond-de-Saint-Hilaire, Fariipiti, BP 42237, Fare Tony, 98713 Papeete, où domicile a été élu à cet effet, et pour être valables devront être faites par exploit d'huissier.

*Pour deuxième insertion,  
Le greffier.*

**Etude de Me Bernard BRUGGMANN**  
Notaire à la résidence de Papeete (île de Tahiti)

**SCI OTAHA (ex : SCI MANDALAY)**  
**Société civile immobilière**  
**Capital : 100 000 F CFP**  
**Siège social : Pirae, quartier Sachet, côté mer**  
**(BP 5284, 98716 Pirae)**  
**RCS de Papeete n° 8726 C - N° TAHITI 618751**

*Changement de gérant  
Changement de dénomination  
Changement de siège social*

Aux termes de l'acte reçu au rang des minutes de Me Bernard BRUGGMANN, notaire à Papeete, le 31 mars

2015, il résulte les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées :

#### *Gérance*

*Mention périmée* : M. Jérôme HENRY, demeurant à Papeete, vallée de Tipaerui, colline du pic Rouge.

*Mention nouvelle* : M. Jean-François SACHET et Mme Christine SACHET, demeurant ensemble à Pirae (île de Tahiti), quartier Sachet, côté mer.

#### *Dénomination*

*Mention périmée* : MANDALAY.

*Mention nouvelle* : OTAHA.

#### *Siège social*

*Mention périmée* : Papeete (île de Tahiti), vallée de Tipaerui, colline du pic Rouge (BP 20700, 98713 Papeete).

*Mention nouvelle* : Pirae (île de Tahiti), quartier Sachet, côté mer (BP 5284, 98716 Pirae).

*Pour avis et mention,  
Me Frédéric RAPADY.*

**Etude de Me Dominique DUBOUCH**  
Notaire à Papeete

**SARL SWIC**  
**Société à responsabilité limitée**  
**au capital de 1 000 000 F CFP**  
**Siège social : Arue, PK 3,500**  
**RCS n° 5946 B**

Aux termes d'un acte reçu par Me Michel GUICHENU, notaire au sein de l'Office notarial de Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete (île de Tahiti), le 1er avril 2015, il a été décidé, suite à la démission de M. Lionel MOUNET et de Mlle Paulette AFOU, de nommer M. Karl AFOU, demeurant à Papeete, en qualité de nouveau gérant et de modifier la dénomination sociale.

Il en résulte les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

#### *Ancienne mention*

*Art. 3. — Dénomination sociale* : LA FORET NOIRE.

*Art. 34. — Gérance* : M. Lionel MOUTET et Mlle Paulette AFOU.

#### *Nouvelle mention*

*Art. 3. — Dénomination sociale* : SWIC.

*Art. 34. — Gérance* : M. Karl AFOU.

Le dépôt légal sera effectué au registre du commerce de Papeete.

*Pour avis,  
Me Michel GUICHENU, notaire salarié.*

**Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE**  
**Papeete, 415, boulevard Pomare**

**SOCIETE COMMERCIALE DE PAMATAI HILLS**  
**Société à responsabilité limitée**  
**au capital de 200 000 F CFP**  
**Siège social : Faa'a, Pamatai**

*Avis de constitution*

Aux termes de deux actes sous seing privé en date à Faa'a du 25 mars 2015, déposés au rang des minutes de l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE le 31 mars 2015, il a été établi les statuts d'une société commerciale dont les caractéristiques sont les suivantes :

*Forme* : Société à responsabilité limitée.

*Dénomination sociale* : SOCIETE COMMERCIALE DE PAMATAI HILLS.

*Objet* : La réalisation d'études, l'exécution de toutes opérations, la mise en œuvre et l'exploitation d'un centre commercial. L'achat, l'importation, la distribution, la vente en gros, demi-gros ou au détail, la représentation, le courtage et la commercialisation en général de tous produits et marchandises diverses de toutes provenances et de toute nature. La création, l'acquisition, la location, l'installation et l'exploitation de tous fonds de commerce ou établissements se rapportant à l'objet ci-dessus. L'acquisition ou la prise en location de tous immeubles construits ou non. L'exploitation, l'achat, la prise en location, la cession de toutes marques de fabrique et de commerce, de tous procédés et brevets, licences et modèles concernant l'activité de la société. L'emprunt auprès de tous établissements bancaires, de crédit et autres de toutes sommes nécessaires à la réalisation de l'objet social. La participation de la société par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social. Et, généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes, et de nature à en favoriser la réalisation la plus large.

*Siège social* : Faa'a, Pamatai.

*Durée* : 99 années à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Apports en numéraire* : 200 000 F CFP.

*Capital social* : 200 000 F CFP, divisé en 100 parts de 2 000 F CFP chacune, numérotées de 1 à 100, entièrement libérées.

*Gérance* : Mme Nancy WANE, demeurant à Pirae, Vetea II.

*Immatriculation au registre du commerce* : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,*

Me Bernard RESTOUT, notaire associé.

**Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE**  
**Papeete, 415, boulevard Pomare**

**TAHITI ISLANDS TRAVEL**  
**Société à responsabilité limitée**  
**au capital de 1 000 000 F CFP**  
**Siège social : Faa'a, Aaue, immeuble Mananui**

*Avis de constitution*

Aux termes de deux actes sous seing privé en date à Faa'a du 19 mars 2015, déposés au rang des minutes de l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE le 31 mars 2015, il a été établi les statuts d'une société commerciale dont les caractéristiques sont les suivantes :

*Forme* : Société à responsabilité limitée.

*Dénomination sociale* : TAHITI ISLANDS TRAVEL.

*Objet* : La création et l'exploitation directe ou indirecte de toutes agences de voyages et de tourisme. La représentation commerciale de toutes sociétés, agences, compagnies de transport, hôtels ; la promotion commerciale de ces entreprises ; les études de marché et de faisabilité en vue d'investissements hôteliers ou autres. Les activités de Tours Operator. La création et l'exploitation de toutes entreprises de transports routiers et maritimes, sous toutes formes et par tous moyens s'adressant principalement à la clientèle touristique. L'exercice de toutes activités commerciales annexes et, notamment, de toutes activités en relation avec le tourisme. L'acquisition et la location de tout matériel de transport. L'acquisition, la location, la vente, l'échange de tous immeubles bâtis ou non bâtis, de tous fonds de commerce, bureaux et agences. L'acquisition, la prise à bail de tous immeubles bâtis ou non bâtis. La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations, entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social. Et généralement toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini et à tous objets similaires ou connexes.

*Siège social* : Faa'a, Aaue, immeuble Mananui.

*Durée* : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Apports en nature* : néant.

*Apports en numéraire* : 1 000 000 F CFP.

*Capital social* : 1 000 000 F CFP, divisé en 500 parts de 2 000 F CFP chacune, numérotées de 1 à 500 et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs en numéraire.

*Gérance* : M. Fabrice DARMON, demeurant à Faa'a, Pamatai, et M. Grégoire BEAU, demeurant à Punaauia, PK 15,300, côté montagne, Résidence Tiare Anani.

*Cessions de parts sociales* : Aux termes de l'article 13 des statuts, il a été stipulé que les parts sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou gratuit, à des tiers non associés y compris le conjoint, les ascendants ou descendants du cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

*Immatriculation au registre du commerce* : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,*

Me Bernard RESTOUT, notaire associé.

**Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE**  
**Papeete, 415, boulevard Pomare**

**NEW RETAIL SARL**  
**Société à responsabilité limitée**  
**au capital de 1 000 000 F CFP**  
**Siège social : Faa'a, Aaue, centre commercial Pacific Plaza**

*Avis de constitution*

Aux termes de deux actes sous seing privé en date à Faa'a du 25 mars 2015, déposés au rang des minutes de l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE le 31 mars 2015, il a été établi les statuts d'une société commerciale dont les caractéristiques sont les suivantes :

*Forme* : Société à responsabilité limitée.

*Dénomination sociale* : NEW RETAIL SARL.

*Objet* : L'achat, l'importation, la vente de vêtements et articles de lingerie et, plus généralement, de tout ce qui se rapporte à l'habillement et aux produits textiles. La confection de tous vêtements, en toutes matières et en tous genres. La réalisation de modèles et dessins et la création de tous articles se rapportant à la couture et à l'habillement. La création, l'acquisition, l'exploitation de tous établissements se rapportant aux activités ci-dessus. La participation à toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher à l'objet social et susceptible d'en faciliter la réalisation. L'acquisition, la prise à bail de tous immeubles bâtis ou non bâtis, la location de salles. La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations, entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social. Et généralement, toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, et de nature à en faciliter la réalisation.

*Siège social* : Faa'a, Auae, centre commercial Pacific Plaza.

*Durée* : 99 années à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Apports en numéraire* : 1 000 000 F CFP.

*Capital social* : 1 000 000 F CFP, divisé en 500 parts de 2 000 F CFP chacune, numérotées de 1 à 500, entièrement libérées.

*Gérance* : Mme Nancy WANE, demeurant à Pirae, Vetea II.

*Immatriculation au registre du commerce* : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,*

Me Bernard RESTOUT, notaire associé.

**Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE**  
Papeete, 415, boulevard Pomare

**HUILERIE DE TAHITI**

**Société anonyme au capital de 77 041 000 F CFP**  
**Siège social** : Papeete, Motu Uta  
**RCS de Papeete n° 226-B**

*Avis de convocation*

Les actionnaires de la société HUILERIE DE TAHITI sont convoqués en assemblée générale ordinaire annuelle le mardi 28 avril 2015 à 8 heures, à Papeete, avenue Pouvanaa-a-Oopa, bâtiment du gouvernement, au ministère du développement des activités du secteur primaire, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- rapport du conseil d'administration sur la marche de la société et présentation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014 ;
- rapports du commissaire aux comptes sur l'exécution de sa mission et sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et L. 225-40 du code de commerce ;
- approbation desdits comptes et conventions ;
- affectation des résultats ;
- ratification de la cooptation d'un administrateur ;
- renouvellement du mandat du commissaire aux comptes titulaire ;
- remplacement du commissaire aux comptes suppléant ;
- pouvoirs.

Tout actionnaire inscrit sur les registres de la société cinq jours francs au moins avant la réunion, sera admis à l'assemblée, quel que soit le nombre de ses actions, ou pourra s'y faire représenter par son conjoint ou par un autre actionnaire en vertu d'un pouvoir régulier qui devra être déposé, dans le même délai, au siège social.

*Pour avis,*

Le conseil d'administration.

**SOCIETE CIVILE APICOLE**  
**dénommée MAOHI APICULTURE**

**Capital : 500 000 F CFP**

**Siège sociale** : Paea, PK 27,100, côté montagne, servitude Puhana

*Avis de constitution*

Le 2 avril 2015, à midi, a été créée la société civile apicole dénommée MAOHI APICULTURE.

Les actionnaires ont désigné Mlle Tarita KAIHA en qualité de gérante.

Les associés sont :

- Teiva MANUTAHU, 85 % des parts ;
- Tarita KAIHA, 5 % des parts ;
- Christophe CHENAIS, 5 % des parts ;
- Fabrice DENNETIERRE, 5 % des parts, ce qui constitue le capital de 500 000 F CFP.

*Dénomination sociale* : MAOHI APICULTURE.

*Forme sociale* : Société civile apicole.

*Siège social* : Paea, PK 27,100, côté montagne, servitude Puhana.

*Objet social* : Développer la filière apicole, la production, l'exploitation de tout produit apicole et matériel, la commercialisation de produit apicole, la mise en place de formation et tout autre aspect relevant du secteur apicole.

*Durée* : illimitée.

*Capital social* : 500 000 F CFP.

*Gérance* : Tarita KAIHA.

*Pour avis,*

Le gérant.

**SCP Julien CHAN & Jeanne LOLLICHON**  
**Notaires associés**  
**BP 13019 Moana Nui, 98717 Punaauia**

*Rectificatif*

A l'annonce parue au *Journal officiel* de la Polynésie française du 27 mars 2015, pages 2730 et 2731.

*Dénomination*

*Au lieu de lire* : "SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE SK, par abréviation SCI SK".

*Il y a lieu de lire* : "SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE KS, par abréviation SCI KS".

*Pour avis et mention,*

Me Jeanne LOLLICHON,  
notaire associé.

**VAIMA SUCRERIES SNC**  
**SNC au capital de 400 000 F CFP**  
**Siège social : Papeete, centre Vaima, BP 4296,**  
**98713 Papeete**  
**RCS n° 4842 B - N° TAHITI 274407**

*Avis de dissolution*

En date de l'assemblée réunie le 31 octobre 2014 a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31 octobre 2014.

Elle a nommé comme liquidateur de la société dissoute, M. Jérôme GROYER, demeurant à Punaauia, et lui a conféré les pouvoirs les plus étendus.

Le lieu où la correspondance doit être adressée et celui où les actes et documents concernant la liquidation doivent être notifiés, a été fixé au siège de la liquidation à Papeete, BP 4296, 98713 Papeete.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce et des sociétés.

*Pour avis et mention,*  
 Le liquidateur.

**Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE**  
**Papeete, 415, boulevard Pomare**

**COOK'S 2015**  
**Société civile au capital de 210 000 F CFP**  
**Siège social : Papeete, Paofai, à l'angle de la rue Cook**  
**et du boulevard Pomare**

*Avis de constitution*

Aux termes d'un acte reçu par Me Bernard RESTOUT, notaire associé de la société civile professionnelle "Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE", titulaire d'un office notarial à Papeete, le 28 mars 2015, il a été établi les statuts d'une société civile dont les caractéristiques sont les suivantes :

*Forme* : Société civile.

*Dénomination sociale* : COOK'S 2015.

*Objet* : L'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toutes nature. La mise en valeur desdits immeubles, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects. La construction et l'édification de tous immeubles. L'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social. L'emprunt auprès de tous établissements bancaires, de crédit et autres de toutes sommes nécessaires à la réalisation de l'objet social. Et généralement, toutes opérations mobilières, immobilières et financières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social et susceptibles d'en faciliter la réalisation.

*Siège social* : Papeete, Paofai, à l'angle de la rue Cook et du boulevard Pomare.

*Durée* : 99 années à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

*Apports en nature* : néant.

*Apports en numéraire* : 210 000 F CFP.

*Capital social* : 210 000 F CFP, divisé en 105 parts de 2 000 F CFP chacune, numérotées de 1 à 105 et attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs en numéraire.

*Gérants* : MM. Eric BARRATOUX, demeurant à Punaauia, résidence Taina, Jean-Yves MONTAIGUT, demeurant à Arue et André SIMON, demeurant à Punaauia, résidence Taina.

*Cessions de parts sociales* : Aux termes de l'article 11 des statuts, les parts sont librement cessibles entre associés. Toute autre cession y compris en faveur d'un conjoint, d'un ascendant ou descendant d'un associé, ainsi que tout tiers étranger à la société, ne peut avoir lieu qu'après agrément du cessionnaire proposé par la collectivité des associés statuant à la majorité des deux tiers du capital, ou qu'avec le consentement de tous les associés.

*Immatriculation au registre du commerce* : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

*Pour avis,*  
 Me Bernard RESTOUT,  
 notaire associé.

**Mes Julien CHAN-Jeanne LOLLICHON**  
**Notaires associés**  
**BP 13019 Moana Nui, 98717 Punaauia**

**TAATA HAU**  
**Société civile**  
**Au capital de 150 000 F CFP**  
**Siège social : Punaauia (Tahiti), résidence Le Lotus,**  
**lot G 189**  
**RCS de Papeete n° TPI 10 214 C - N° TAHITI 965384**

*Avis de modifications*

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 26 mars 2015, les associés ont décidé le transfert du siège social.

Il en résulte les modifications suivantes aux mentions anciennement publiées :

*Siège social*

*Ancienne mention* : Le siège social est fixé à Punaauia (Tahiti), résidence Le Lotus, lot G 189.

*Nouvelle mention* : Le siège social est fixé à Punaauia (Tahiti, Polynésie française), PK 13,200, côté montagne, Punavai Plaine.

*Pour avis et mention,*  
 La gérance.

**Etude de Mes Philippe CLEMENCET,**  
**Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA,**  
**notaires associés à Papeete (île de Tahiti),**  
**85, rue du Commandant-Destremau**

*Avis de constitution*

Suivant acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, notaire associé de la société civile professionnelle dénommée Office notarial Philippe CLEMENCET, Alexandrine CLEMENCET et Jean-Philippe PINNA, titulaire d'un office notarial à la résidence de Papeete (île de Tahiti), 85, rue du Commandant-Destremau le 23 février 2015 ont été déposés des statuts établis sous seing privé en date à Papeete, le 17 février 2015 d'une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :



*Dénomination* : SCI EIMEO LAGOON.

*Forme* : Société civile immobilière.

*Siège social* : Pointe Piahena, PK 13, commune de Moorea-Maiao, section de Paopao.

*Objet social* : La propriété, l'acquisition, la mise en valeur, la gestion, l'administration, l'exploitation, la location, la vente et la prise à bail de tout bien immobilier ; la souscription de tout emprunt nécessaire à la réalisation de cet objet ; toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation la plus large, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil.

*Durée* : 99 ans à compter de son immatriculation au registre de commerce et des sociétés.

*Capital social* : 100 000 F CFP, divisés en 100 parts de 1 000 F CFP chacune, numérotées de 1 à 100 attribuées aux associés en proportion de leurs apports en numéraire.

*Gérance* : La société a pour gérants Mme Mireille BRESSON et M. Maurice BAUD.

*Immatriculation* : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Les parts sociales sont librement cessibles entre les associés et entre leurs ascendants et descendants directs. Toute autre cession est soumise au consentement d'un ou de plusieurs associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

*Pour avis,*  
Le notaire.

#### **SOCIETE DE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE (SOFIDEP)**

**Société d'économie mixte locale  
au capital de 1 500 000 000 F CFP**

**Siège social** : Papeete, 15-17, rue du Docteur-Cassiau  
**RCS de Papeete n° 7502-B, N° TAHITI 531574**

Par arrêté n° 2193 CM du 29 décembre 2014 abrogeant l'arrêté n° 1396 CM du 16 octobre 2013, le conseil des ministres a désigné le représentant de la Polynésie française au sein de la SEM SOFIDEP pour siéger aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

#### *Ancienne mention*

*Représentant de la Polynésie française aux assemblées générales* : Nuihau LAUREY.

#### *Nouvelle mention*

*Représentant de la Polynésie française aux assemblées générales* : Jean-Christophe BOUISSOU.

Par arrêté n° 2193 CM du 29 décembre 2014 abrogeant l'arrêté n° 1396 CM du 16 octobre 2013, le conseil des ministres a désigné les représentants de la Polynésie française au sein du conseil d'administration de la SEM SOFIDEP.

#### *Ancienne mention*

*Administrateurs représentants de la Polynésie française* :

- M. Nuihau LAUREY ;
- M. Tearii ALPHA ;
- M. Albert SOLIA ;
- M. Marcel TUIHANI ;
- Mme Sandra LEVY-AGAMY ;
- M. Nicolas FOURREAU ;
- M. Jean-Pierre LOSIOU.

#### *Nouvelle mention*

*Administrateurs représentants de la Polynésie française* :

- M. Jean-Christophe BOUISSOU ;
- M. Nuihau LAUREY ;
- M. Tearii ALPHA ;
- M. Albert SOLIA ;
- Mme Sandra LEVY-AGAMY ;
- M. Nicolas FOURREAU ;
- M. Jean-Pierre LOSIOU.

Le conseil d'administration du 27 janvier 2015 a décidé que la direction générale sera exercée par une autre personne physique que le président du conseil d'administration, donc par M. Gaspard TOSCAN DU PLANTIER, nommé directeur général par le conseil d'administration du 17 juin 2014.

#### *Pour avis,*

Le conseil d'administration.

### **ANNONCES DIVERSES**

#### **CLUB DE TIR DE HIVA OA**

#### **RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(16 février 2015)

Président	: TEHAAMOANA Olivier
Vice-président	: BONNO Maxime
Secrétaire	: CLARK Roger
Secrétaire adjointe	: TAUPOTINI Rose
Trésorier	: MENDIOLA Serge
Trésorier adjoint	: ASSONI Teva
Assesseurs	: TAINAUE Lazare KAHUEINUI Pierre-Marie

#### **ASSOCIATION PGEM MOOREA**

#### **RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(3 février 2015)

Présidente	: RURUA Lee
Vice-président	: DRUET Alain
Secrétaire	: KONVALINKA Ruth
Secrétaire adjointe	: TCHOUN YOU THUNG HEE Rava
Trésorière	: MAHATIA Josiane
Trésorière adjointe	: DHIEUX Dina

#### **ASSOCIATION TAHITI RACING**

#### **RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

(22 mars 2015)

Président	: CHUONG Christophe
Vice-président	: DUJARDIN Freddy
Secrétaire	: DEGAGE Raina
Secrétaire adjointe	: TEPEHU Temarama
Trésorière	: CLARK Kelly
Trésorier adjoint	: HENRY Heymann

**ASSOCIATION TAMARII NO MOUA OVINE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(26 mars 2015)

Présidente : MARAETEFU Josephine  
Secrétaire : MARAETEFU Maimiti  
Trésorière : CLARK Gilienda

**ASSOCIATION SPORTIVE MATAVAI BOXING CLUB**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(23 mars 2015)

Présidente : TETUANUI Isabelle  
Vice-président : ETAETA Christian  
Secrétaire : TETUANUI Vaihere  
Secrétaire adjointe : SHAN Odile  
Trésorier : TETUANUI Maxo  
Trésorière adjointe : SHAN Rosalie

**COMITE ORGANISATEUR DES EXPOSITIONS  
ARTISANALES DES ILES AUSTRALES  
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE - COEA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(21 mars 2015)

Présidente : BARSINAS Vainui  
Vice-présidentes : FULLER Mirella  
TAMATOVA Francine  
Secrétaire : TINOMOE Henriette  
Secrétaire adjoint : TAPUTU Jérôme  
Trésorier : TAMAITITAHIO Gilles  
Trésorier adjoint : RAVATUA Elio

**Rectificatif**

La présente annonce remplace celle parue au JOPF n° 14 du 17 février 2015, à la page 1400.

**REPRESENTATION PATRONALE DU PACIFIQUE SUD**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(6 octobre 2014)

Président : PLEE Christophe  
Vice-présidente : LINOSSIER Chérifa  
Secrétaire général : VIGNAL Régis  
Secrétaire général adjoint : BENOIST Xavier  
Trésorier : BEAUMONT Charles  
Trésorier adjoint : MAURY Pierrick

**ASSOCIATION TOA HUHINA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(29 janvier 2015)

Président : TAATA Marc  
Vice-président : AUKARA Daniel  
Secrétaire : GONON Isabelle  
Secrétaire adjoint : TETURU Heimana  
Trésorière : TOROMONA Waimea  
Trésorière adjointe : NEAGLE Thérèse

**ASSOCIATION DES PROPRIETAIRES  
DU LOTISSEMENT TEROTORUA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(28 février 2015)

Présidente : HOPUARE Taina  
Vice-présidente : TEKOPUNUI Raiti  
Secrétaire : FERRET Eric  
Secrétaire adjointe : TERIITAUMIHAU Maire  
Trésorier : SKRZYPCZYNSKI Vetea  
Trésorière adjointe : MILLER Ilona

**KIWANIS CLUB DE TAHITI - PAPEETE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(9 mars 2015)

Président : HAITI Paul  
Vice-président : TROMPETTE Guy  
Secrétaire : TUTURAI Jacqueline  
Secrétaire adjointe : VAHIMARAE Virginie  
Trésorière : FROGIER Adèle  
Trésorier adjoint : TEURURAI Germain

**AMICALE DU PERSONNEL DE LA DIRISI PAPEETE  
"APDP"**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(3 décembre 2014)

Président : JARDINIER Cyrille  
Vice-président : ZANUT Florimond  
Secrétaire : RAUCH Géraud-Erwin  
Secrétaire adjointe : PONS Solange  
Trésorier : BRUNOT Sébastien  
Trésorière adjointe : MAHAI Toareia

**ASSOCIATION D'ANCIENS LEGIONNAIRES  
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(28 février 2015)

Président : SMAIL Pierre  
Vice-président : MARTIN César  
Secrétaire : CARILLO Joël  
Secrétaire adjoint : VAITU Joël  
Trésorier : CARILLO Joël  
Trésorier adjoint : VAITU Joël  
Porte-drapeau : PIRAS Luigi  
Porte-drapeau suppléant : VAITU Joël

**ASSOCIATION PUEU NUI VA'A***Modification de statuts*

Son siège social est situé à Pueu, au PK 8,900, côté montagne.

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(22 février 2015)

Président d'honneur	: PAHEROO Hiti
Président	: TERAITETIA Mita
Vice-président	: PUAIRAU Willy
Secrétaire	: TEHEI Mélinda
Secrétaire adjointe	: TAHUTINI Manueono
Trésorière	: TERAITETIA Vainui
Trésorière adjointe	: MATAOA Louise

**UNION DES RETRAITES DE POLYNESIE FRANÇAISE**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(17 février 2015)

Président	: CARILLO Joël
Vice-président	: PIROUE Marc
Secrétaire	: LANCELLE Marguerite
Secrétaire adjointe	: SUBLET Marie-Annick
Trésorier	: LACOMBE Pierre
Trésorière adjointe	: DOMBY Rina
Chargée d'animation	: JOURDAN Simone
Comité de rédaction de "La Gazette"	: DANTIN Marie-Odile PEREA Jean-Paul
Administrateurs	: BERTHIER Liliane COULON TONARELLI Moetu DANTIN Jean-Marie FULLER Thilda LE Van Thanh dit Jean PLANQUES Andrée ROOMATAAROA Marie-Madeleine TROUILLET Margaret VIVISH Stéphanie

**FEDERATION D'ASSOCIATIONS DE RETRAITES  
DE L'ETAT, CIVILS ET MILITAIRES,  
EN POLYNESIE FRANÇAISE - FARE PF**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**  
(20 février 2015)

Président	: CARILLO Joël
Vice-présidente	: THEAU Sonia
Secrétaire	: GUERLAVAIS Thierry
Secrétaire adjointe	: BENNETT Gloria
Trésorier	: CARAMOUR Jean-Yves
Trésorier adjoint	: COLMARD Martial
Contrôleurs aux comptes	: LANCELLE Marguerite WELZENBACH Thierry
Administrateurs	: LACOMBE Pierre TEPAVA Agnèce LUCAS Edouard CHENE-TAAITOA Emile MAPUNA Clément BLANCHINET Guy JESTIN Jean-Yves

**ASSOCIATION SPORTIVE PAPATAGAROA-TAKAPOTO**  
(Récépissé n° 6212 DIRAJ du 14 mars 2015)

Extraits de statuts

Il est constitué le 20 février 2015, conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901, une association dénommée ASSOCIATION SPORTIVE PAPATAGAROA-TAKAPOTO.

Elle a pour but d'organiser, de développer, d'animer et de promouvoir plusieurs des disciplines sportives telles que le football à 11, le futsal, le volley-ball, le basket-ball, le va'a, le patia fà, la pétanque et notamment :

- d'organiser des événements sportifs et culturels sur le thème des sports ;
- de faire découvrir ces disciplines à l'aide de journées et/ou de découverte ;
- d'aider financièrement et/ou techniquement toutes personnes (membres de l'association) ayant un projet sportif ou culturel.

Son siège social est fixé à Takapoto, Tuamotu.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: FLORES Philippe
Secrétaire	: TOPA Terai
Trésorière	: TEHEI Eria

**ASSOCIATION MARQUISES FOOD**

(Récépissé n° 309 DIRAJ du 23 mars 2015)

Extraits de statuts

Il est fondé le 9 mars 2015 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et les textes subséquents dénommée ASSOCIATION MARQUISES FOOD.

Elle a pour but la mise en œuvre de tous les moyens visant à défendre les intérêts des membres, à développer les activités agricoles, de pêche artisanale et de transformation des produits de l'agriculture et de la pêche, à aider les membres à s'insérer dans la vie active et à resserrer les liens de fraternité entres les associés.

Son siège social est fixé à Hiva Oa, Atuona, îles Marquises.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Président	: FREBAULT Louis
Secrétaire	: LEONTIEFF Ksioucha
Trésorier	: FREBAULT Joseph

**ASSOCIATION IA VAI RUPERUPE**

(Récépissé n° 278 DIRAJ du 2 avril 2015)

Extraits de statuts

Il est fondé le 8 décembre 2014 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION IA VAI RUPERUPE.

Elle se propose au travers de son objet :

- d'organiser, collaborer ou participer à l'organisation de fêtes, concours, manifestation d'intérêt touristique et toutes activités d'ordre éducatif et social ;

- de mettre en œuvre, coordonner et encourager toutes actions à caractère sportif, culturel, artistique, artisanal, touristique, agricole et floral ou historique d'intérêt local ou territorial ;
- de favoriser le soutien psychologique des personnes âgées par l'organisation d'activités de soutien, récréatives ou de découverte ;
- d'attribuer des récompenses, en nature ou en espèces, à l'attention des lauréats de toutes manifestations initiées dans le cadre des activités précitées, y compris les actions d'embellissement du cadre de vie ;
- de protéger, préserver et entretenir l'environnement et le patrimoine historique de l'archipel des îles Sous-le-Vent appelé Raromatai en général et de Raiatea en particulier.

Son siège social est fixé à Tivae, PK 31,200, côté montagne, Tumaraa, Raiatea.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	:	ARIITAI Lisette
Secrétaire	:	HUNTER Lisette
Trésorière	:	THIBRAL Patricia
Assesseurs	:	CHAUSOY Valentin TERIITETOFA Didier

#### ASSOCIATION DES UTILISATEURS DU CENTRE COMMERCIAL PACIFIC PLAZA (Récépissé n° 6168 DIRAJ du 2 avril 2015)

##### Extraits de statuts

Il est fondé le 22 décembre 2014 l'ASSOCIATION DES UTILISATEURS DU CENTRE COMMERCIAL PACIFIC PLAZA régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Cette association a pour objet :

- de représenter l'ensemble des commerçants, artisans et prestataires de service du centre commercial auprès des administrations, collectivités locales, chambres consulaires et tous autres organismes administratifs ou économiques ;
- de défendre les intérêts communs de ses adhérents ;
- de réaliser des animations communes ;
- de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à leur réalisation ;
- de définir les frais et honoraires liés au fonctionnement de l'association ;
- de recouvrer les sommes versées par ses membres pour des actions spécifiques ;
- réaliser les recrutements nécessaires au bon fonctionnement à la mise en place des animations et à l'entretien des espaces dédiés aux commerçants du Pacific Plaza ;
- de conclure des contrats et/ou conventions avec les structures de son choix pour le bon fonctionnement de l'association et de ses activités ;
- de participer à des groupements, associations et facilitant la réalisation de son objet social ;
- de gérer les charges de fonctionnement de la galerie et des espaces communs.

Son siège social est fixé à Faa'a, PK 2,200.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	MORY Thierry
Secrétaire	:	ANJOUBAULT Yvonne
Trésorier	:	MOLINIER Christophe

#### ASSOCIATION TAUTU

(Récépissé n° 6412 DIRAJ du 1er avril 2015)

##### Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TAUTU, fondée le 2 mars 2015, a pour but :

- de faciliter l'insertion des jeunes au moyen d'animation, de formation, d'encadrement et d'aides diverses ;
- de développer les activités d'animation dans les quartiers ou la commune ;
- d'organiser les sorties et manifestations diverses ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social est fixé à Faa'a, PK 4,500, côté montagne, Oremu II.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	:	TAUTU Philippe
Président	:	TAUTU Zéphirin
Secrétaire	:	DEXTER Gaëlle
Trésorière	:	TAUTU Marceline

#### ASSOCIATION SHAPE ONE

(Récépissé n° 6103 DIRAJ du 2 avril 2015)

##### Extraits de statuts

Il est fondé le 18 février 2015 l'ASSOCIATION SHAPE ONE régie par la loi de 1901.

Cette association a pour but principal : un "style de vie sain et actif".

Elle a pour objectifs :

- de développer et faire adopter un mode de vie sain et actif dans chaque quartier, de la commune de Arue et à long terme développer ce concept à l'échelle des îles de la Polynésie ;
- de mettre en place des points relais d'information et de formation sur "comment avoir une alimentation saine" avec les outils, moyens et services existants des professionnels privés, des services de l'Etat et du territoire, et autres... ;
- de développer la pratique d'une activité physique et sportive appropriée et modérée à intégrer progressivement au quotidien à travers toutes les disciplines sportives existantes : sur terre (yoga, tai-chi, marche, le vélo, randonnée en montagne, et autres)... sur mer (va'a, natation, voile, paddle... et autres) ; auprès des familles, jeunes gens, adolescents, adultes, personnes âgées... la liste est donc non exhaustive ;
- de développer des équipements sportifs ;
- de créer des sections avec des responsables dans toute la Polynésie française ;
- d'organiser des journées sportives et récréatives en partenariat avec sponsors privés, le territoire et autres selon un calendrier annuel prédéfini par l'association ;

- d'organiser des séjours dans les îles de la Polynésie française et à l'étranger ;
- de faire des levées de fonds ;
- de créer un esprit de communauté grâce à un travail d'équipe.

Son siège social est fixé à Arue, rue Alexandre-Bonno, domaine Terua.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEUIRA Tunui
Secrétaire	: PAHEROO Tuhiva
Trésorière	: KAUTAI Vaihere

#### ASSOCIATION TUBUAI ANIMALIA

(Récepissé n° 5926 DIRAJ du 28 mars 2015)

#### Extraits de statuts

Il est fondé le 14 novembre 2014 l'ASSOCIATION TUBUAI ANIMALIA régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

Cette association a pour objet la protection des droits des animaux dans le cadre légal, la prévention des mauvais traitements infligés aux animaux, la diffusion et la promotion de ses buts. Elle se posera en interlocuteur des institutions officielles d'Etat, du pays, de la commune, des autres associations et groupement auxquels elle pourra s'adresser.

Elle pourra se doter à ses fins des moyens propres à assurer son existence et son action, notamment par les droits d'adhésion de ses membres, le recours au mécénat, la sollicitation de subventions, l'acceptation de dons et legs, la mise en place d'activités économiques.

Son siège social est fixé à Mataura.

Sa durée est illimitée.

#### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TETAUIRA Lelani
Vice-présidente	: ROCHETTE Micheline
Secrétaire	: QUIGNON Fabrice
Secrétaire adjointe	: FAGOAGA Sandrine
Trésorière	: DUPARET Amélie
Trésorière adjointe	: ROSSI Graziella

# **LOTO NATIONAL**

LOTO NATIONAL N° 43		
Tirage du lundi 30 mars 2015 :		
4 10 13 20 32		
Numéro chance : 1		
	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance.....	0	0
5 bons numéros.....	5	4 040 668
4 bons numéros.....	549	79 200
3 bons numéros.....	20 960	894
2 bons numéros.....	258 214	513
N° chance gagnant.....	252 091 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 4 902 446		

<b>LOTO NATIONAL N° 44</b>		
Tirage du mercredi 1er avril 2015 :		
<b>13 20 21 25 41</b>		
Numéro chance : 4		
	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance.....	0	0
5 bons numéros.....	1	27 566 193
4 bons numéros.....	457	129 809
3 bons numéros.....	23 013	1 109
2 bons numéros.....	330 274	548
N° chance gagnant.....	420 226 grilles à 250 F CFP remboursées	
<b>Joker + : 8 889 042</b>		

LOTO NATIONAL N° 45		
Tirage du samedi 4 avril 2015 :		
15 23 28 33 39		
Numéro chance : 1		
	NOMBRE de grilles gagnantes	GAINS (en F CFP)
5 bons numéros et numéro chance.....	0	0
5 bons numéros.....	1	39 362 350
4 bons numéros.....	517	163 854
3 bons numéros.....	26 400	1 384
2 bons numéros.....	397 489	656
N° chance gagnant.....	483 550 grilles à 250 F CFP remboursées	
Joker + : 7 837 204		

# KENO GAGNANT A VIE

Lundi 30 mars 2015

1er tirage

Joker + : 9 757 443

6	7	9	13	16	17	25	28	32	37
38	42	44	47	52	55	63	64	66	67

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Joker + : 4 902 446

1	10	11	18	19	21	23	27	28	33
35	39	42	43	45	48	53	57	60	70

Multiplicateur : x 4

Mardi 31 mars 2015

1er tirage

Joker + : 4 088 089

1	2	4	5	7	14	18	19	23	24
28	35	36	47	49	54	55	60	63	65

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Joker + : 2 492 314

1	7	17	18	19	22	24	29	30	33
39	40	45	46	54	59	60	63	68	69

Multiplicateur : x 2

Mercredi 1er avril 2015

1er tirage

Joker + : 8 867 223

6	14	16	18	19	23	30	32	35	36
40	44	50	57	58	60	61	65	69	70

Multiplicateur : x 3

2e tirage

Joker + : 8 889 042

1	7	9	11	13	18	27	32	34	39
46	50	54	55	61	63	66	67	68	70

Multiplicateur : x 1

Jeudi 2 avril 2015

1er tirage

Joker + : 5 288 946

1	5	7	9	10	19	25	31	34	37
44	46	47	50	53	58	59	61	62	69

Multiplicateur : x 4

2e tirage

Joker + : 0 633 064

3	8	11	13	14	17	20	25	31	36
40	43	44	45	48	55	56	58	61	65

Multiplicateur : x 2

Vendredi 3 avril 2015

1er tirage

Joker + : 6 416 472

5	7	8	9	21	23	25	26	27	31
41	43	49	54	56	58	61	63	64	67

Multiplicateur : x 4

2e tirage

Joker + : 7 956 585

5	8	21	24	28	29	32	34	40	43
45	46	48	49	54	59	62	66	68	70

Multiplicateur : x 1

Samedi 4 avril 2015

1er tirage

Joker + : 8 325 799

2	4	8	15	17	19	23	27	29	31
32	37	38	43	46	49	55	56	65	66

Multiplicateur : x 2

2e tirage

Joker + : 7 837 204

4	9	12	13	14	18	19	20	21	28
31	33	36	39	40	42	47	61	67	68

Multiplicateur : x 1

Dimanche 5 avril 2015

1er tirage

Joker + : 3 483 281

6	15	16	19	23	27	29	31	44	47
48	50	52	54	56	59	61	65	66	68

Multiplicateur : x 4

2e tirage

Joker + : 8 179 846

1	6	7	8	10	14	21	23	26	30
31	33	39	40	43	53	54	60	64	67

Multiplicateur : x 2

# EURO MILLIONS

Mardi 31 mars 2015

8 20 24 28 49



Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆ ☆	0	1	8 780 913 603
5 +	☆	0	1	152 476 658
5		0	9	5 647 279
4 +	☆ ☆	10	46	552 446
4 +	☆	176	966	23 007
4		323	1 729	12 852
3 +	☆ ☆	426	2 141	7 410
2 +	☆ ☆	5 499	30 100	2 422
3 +	☆	8 712	44 413	1 563
3		15 341	78 956	1 479
1 +	☆ ☆	26 762	151 817	1 348
2 +	☆	119 856	630 538	883
2		217 977	1 138 462	501
UV 219 9872				

Vendredi 3 avril 2015

27 29 37 39 49



Bons numéros	Bonnes étoiles	Nombre de gagnants en France	Nombre de gagnants en Europe	Gains (pour 250 F CFP)
5 +	☆ ☆	0	0	0
5 +	☆	2	8	21 324 200
5		3	17	3 344 964
4 +	☆ ☆	10	49	580 238
4 +	☆	209	1 099	22 625
4		443	2 130	11 670
3 +	☆ ☆	429	2 227	7 971
2 +	☆ ☆	6 324	32 850	2 482
3 +	☆	8 677	42 761	1 825
3		17 334	87 087	1 503
1 +	☆ ☆	36 604	180 459	1 276
2 +	☆	126 075	617 085	1 002
2		239 761	1 214 408	525
IO 438 8950				



**ADDITIF TEMPORAIRE AU REGLEMENT DE L'OFFRE  
DE JEUX DE LA FRANÇAISE DES JEUX  
DENOMMEE EURO MILLIONS - MY MILLION  
RELATIF A L'OPERATION DENOMMEE  
"PROMOTION MY MILLION - AVRIL 2015"**

Article 1er.— Le présent règlement est pris en complément du règlement de l'offre de jeux Euro Millions - My Million fait le 6 janvier 2004 et modifié le 28 janvier 2004, le 29 juin 2004, le 10 mars 2005, le 13 septembre 2005, le 5 décembre 2005, le 22 février 2006, le 23 mai 2006, le 14 décembre 2006, le 9 mars 2007, le 11 juillet 2007, le 20 septembre 2007, le 15 novembre 2007, le 28 février 2008, le 6 janvier 2009, le 21 juillet 2010 et le 30 mars 2011, le 10 juin 2011, le 23 septembre 2011, le 20 décembre 2011, le 2 juillet 2012, le 26 août 2013, le 14 novembre 2013, le 11 décembre 2013 et le 3 avril 2014 avec publications au *Journal officiel* de la République française des 27 janvier 2004, 31 janvier 2004, 7 juillet 2004, 16 mars 2005, 21 septembre 2005, 31 décembre 2005, 21 mars 2006, 3 juin 2006, 3 janvier 2007, 16 mars 2007, 26 juillet 2007, 28 septembre 2007, 24 novembre 2007, 6 mars 2008, 27 janvier 2009, 26 août 2010, 3 avril 2011, 28 juin 2012, 28 septembre 2011, 10 janvier 2012, 10 juillet 2012, 20 septembre 2013, 21 novembre 2013, 24 janvier 2014 et 22 mai 2014, ainsi qu'en complément du règlement de l'offre de jeux de La Française des Jeux dénommée Euro Millions - My Million applicable en Polynésie française fait le 13 septembre 2005 et modifié le 5 décembre 2005, le 20 mars 2006, le 14 décembre 2006, le 9 mars 2007, le 31 août 2007, le 6 janvier 2009, le 21 juillet 2010, le 4 avril 2011, le 20 décembre 2011, le 20 décembre 2013 et le 3 avril 2014 avec publications au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les dates mentionnées dans le présent règlement font référence aux dates métropolitaines.

Art. 2.— 2.1 Il est organisé, dans les conditions décrites ci-dessous, une opération dénommée "PROMOTION MY MILLION - AVRIL 2015" offerte sur les territoires de la France métropolitaine, de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane, de la Réunion, de Mayotte, de Saint-Martin, de

Saint-Barthélemy, de Saint-Pierre et Miquelon, de la Polynésie française, ainsi que de la Principauté de Monaco (ci-après dénommée "l'Opération").

2.2 Par dérogation aux dispositions du sous-article 2.2 des règlements de l'offre de jeux Euro Millions - My Million, lors du tirage du mardi 21 avril 2015 et du tirage du vendredi 24 avril 2015, 10 codes My Million seront tirés au sort parmi l'ensemble des codes alphanumériques participants aux tirages concernés.

2.3 Une journée de remise collective des gains pourra être proposée aux gagnants des tirages My Million du 21 ou du 24 avril 2015. Les modalités et conditions de participation seront communiquées aux gagnants par La Française des Jeux.

2.4 Les sommes nécessaires seront prélevées sur le Fonds de report du jeu My Million en application de l'article 5.3.1 des règlements de l'offre de jeu Euro Millions - My Million.

2.5 La participation à l'Opération implique l'adhésion aux présentes dispositions, ainsi qu'à celles des règlements de l'offre de jeux Euro Millions - My Million.

2.6 L'Opération peut être arrêtée prématurément par La Française des Jeux, en cas d'incident technique rendant impossible sa poursuite dans le respect des présentes dispositions et de celles du règlement de l'offre de jeux Euro Millions - My Million.

2.7 Les présentes dispositions seront publiées au *Journal officiel* de la République française et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Paris, le 2 avril 2015.

*Par délégation*  
de la présidente-directrice générale  
de La Française des Jeux,  
Charles LANTIERI.

*Le président-directeur général*  
de La Pacifique des Jeux,  
Thierry GABARRET.

## ANNONCES MARCHES PUBLICS

### APPEL D'OFFRES N° 15/002

Valorisation des déchets végétaux pour la commune de Punaauia

*Maître d'ouvrage* : Commune de Punaauia.

*Mode de passation* : Appel d'offres ouvert lancé conformément aux articles 295 à 300 du code des marchés publics applicable aux communes de Polynésie française.

*Objet* : Valorisation des déchets végétaux de la commune de Punaauia.

*Limite de remise des offres* : Le 11 mai 2015 avant 11 heures à la cellule des marchés.

*Durée de validité des offres* : 90 jours.

*Renseignements* : Commune de Punaauia. Cellule des marchés : tél. : 689 40 86 56 98, fax : 689 40 45 06 06.

*Consultation et retrait des dossiers* : Gratuitement auprès de la cellule des marchés de la commune de Punaauia.

*Justifications exigées* : Justificatifs à produire détaillés dans le règlement particulier d'appel d'offres.

*Attention particulière* : Article "Critères de jugement" du règlement particulier d'appel d'offres.

*Date d'envoi à la publication* : Le 2 avril 2015.

*Le maire,*  
Ronald TUMAHAI.

### AVIS D'ATTRIBUTION

(Article 25 bis-V du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics)

*A - Identification de la personne publique qui a passé le marché* : Polynésie française, service du développement rural (SDR), rue Tuterai, route de l'Hippodrome, Pirae, BP 100, 98713 Papeete, Tahiti, tél : (689) 40 42 81 44, fax : (689) 40 42 08 31.

*B - Objet du marché* :

1. Objet du marché : Marché n° 1723 du 24 mars 2015 relatif à la fourniture d'un générateur photovoltaïque en toiture, raccordé au réseau pour autoconsommation et vente du surplus d'électricité sur l'île de Tubuai.
2. Type de marché : Marché de fourniture.
3. Références de l'avis d'appel d'offres : Avis d'appel d'offres n° 271 IAA/SDR 14 publié au *Journal officiel* de la Polynésie française n° 101 du 19 décembre 2014.

*C - Procédure de passation* : Appel d'offres ouvert sans variante, lancé conformément aux articles 19 à 25 du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics.

*D - Critères de jugement des offres* : Les offres sont jugées sur un total de 100 points avec la pondération suivante :

- mémoire technique : 50 % ;
- prix des prestations : 40 % ;
- délai : 10 %.

*E - Nom du titulaire du marché* : Sunzil Polynésie.

*F - Montant du marché* : 14 602 678 F CFP TTC.

*G - Date de notification du marché* : 2 avril 2015.

*H - Date d'envoi du présent avis à la publication* : 7 avril 2015.

*I - Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours* : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, Tahiti, téléphone greffe : + 689 40 50 90 25, téléphone secrétariat : + 689 40 50 90 32, télécopie : + 689 40 45 17 24, courriel : tadelapolynesiefraancaise@mail.pf.

*J - Délais d'introduction des recours* :

- référé contractuel : ce recours peut être exercé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication de l'avis d'attribution (articles L. 551-13 et suivants du code de justice administrative et R. 551-7 et suivants du code de justice administrative) ;
- recours en contestation de validité du contrat : ce recours peut être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution.

Fait à Pirae, le 2 avril 2015.

*Le chef du service*  
du développement rural par intérim,  
Christophe GIRAUD.

### MARCHE NEGOCIE

*Maître d'ouvrage* : Commune de Punaauia.

*Mode de passation* : Marché négocié lancé conformément aux articles 308 à 312 ter. du code des marchés publics applicable aux communes de Polynésie française.

*Objet* : Investigations et analyses dans le cadre de la réhabilitation de l'ancien dépotoir communal de la Punaru'u :

- lot 1 : investigations et analyses dans le cadre de la réhabilitation de l'ancien dépotoir communal de la Punaru'u ;
- lot 2 : réalisation de piézomètres sur l'ancien dépotoir communal de la Punaru'u.

*Limite de remise des offres* : Le 29 avril 2015 avant 11 heures à la cellule des marchés.

*Durée de validité des offres* : 90 jours.

*Renseignements* : Commune de Punaauia, cellule des marchés, tél : +689 40 86 56 98, fax : +689 40 45 06 06.

*Consultation et retrait des dossiers* : Gratuitement auprès de la cellule des marchés de la commune de Punaauia.

*Justifications exigées* : Justificatifs à produire détaillés dans le règlement particulier d'appel d'offres.

*Attention particulière* : Article "Critères de jugement" du règlement particulier d'appel d'offres.

*Date d'envoi à la publication* : Le mercredi 8 avril 2015.

*Le maire,*  
R. TUMAHAI.

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 2015-1**

(Date d'envoi à la publication : jeudi 2 avril 2015)

1 - Le port autonome de Papeete lance un appel d'offres ouvert pour l'attribution des travaux de remplacement de la toiture de la gare maritime n° 1 du port de Vaïare.

Le délai est laissé au choix du candidat avec un plafond de 32 semaines.

Le marché sera conclu à l'entreprise générale ou avec un groupement d'entreprises.

2 - Les entreprises intéressées peuvent consulter gratuitement le dossier d'appel d'offres au bureau d'études du port autonome de Papeete ou obtenir le lien de téléchargement du dossier à l'adresse e-mail : [ao@portppt.pf](mailto:ao@portppt.pf). Le dossier papier complet peut être obtenu, contre paiement, à la subdivision commerciale du port autonome de Papeete (contact e-mail : [commercial@portppt.pf](mailto:commercial@portppt.pf)).

3 - Les conditions auxquelles doivent répondre les offres et notamment le modèle suivant lequel elles doivent être présentées, sont indiquées dans le règlement particulier de l'appel d'offres (RPAO).

4 - La date et l'heure limites de remise des offres sont fixées au jeudi 7 mai 2015 à 13 h 30. Les offres devront être remises contre récépissé au secrétariat de la division technique du port autonome de Papeete.

5 - Le délai pendant lequel les candidats resteront engagés par leur offre, est de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée au 4 ci-dessus.

6 - Le jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article 25 du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics et notamment selon les critères fixés au RPAO (prix : 45 %, délai d'exécution : 35 % et valeur technique : 20 %).

7 - Les justifications à produire concernant les qualités et les capacités exigées des candidats sont :

- un dossier de références en travaux de même nature ou de nature comparable ;
- une liste de ses moyens humains et matériels ainsi que de ceux de ses éventuels sous-traitants.

8 - Les justifications à produire concernant l'entreprise sont :

- un certificat attestant que l'entrepreneur est à jour de ses cotisations auprès de la Caisse de prévoyance sociale (la date de validité de ce certificat ne devra pas être antérieure à un (1) mois de la date limite de remise des offres) ;
- les certifications par l'administration fiscale (direction des impôts et des contributions publiques et Trésor public) attestant, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années) ;
- une déclaration sur l'honneur affirmant ne pas tomber sous le coup d'une interdiction découlant de l'article 9 du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

- en cas de redressement judiciaire le candidat fournira une copie du ou des jugements prononcés et lorsqu'il est en période d'observation, une attestation du juge-commissaire l'habilitant à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

*Le directeur général  
du port autonome de Papeete,  
Mario BANNER-MARTIN.*

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 2015-2**

(Date d'envoi à la publication : jeudi 2 avril 2015)

1 - Le port autonome de Papeete lance un appel d'offres ouvert pour l'attribution des travaux de mise aux normes de sécurité incendie des hangars A1, A2 et A5 situés au terminal de commerce international.

Le délai est laissé au choix du candidat avec un plafond de 32 semaines.

Le marché sera conclu à l'entreprise générale ou avec un groupement d'entreprises.

2 - Les entreprises intéressées peuvent consulter gratuitement le dossier d'appel d'offres au bureau d'études du port autonome de Papeete ou obtenir le lien de téléchargement du dossier à l'adresse e-mail : [ao@portppt.pf](mailto:ao@portppt.pf). Le dossier papier complet peut être obtenu, contre paiement, à la subdivision commerciale du port autonome de Papeete (contact e-mail : [commercial@portppt.pf](mailto:commercial@portppt.pf)).

3 - Les conditions auxquelles doivent répondre les offres et notamment le modèle suivant lequel elles doivent être présentées, sont indiquées dans le règlement particulier de l'appel d'offres (RPAO).

4 - La date et l'heure limites de remise des offres sont fixées au jeudi 7 mai 2015 à 13 h 30. Les offres devront être remises contre récépissé au secrétariat de la division technique du port autonome de Papeete.

5 - Le délai pendant lequel les candidats resteront engagés par leur offre, est de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée au 4) ci-dessus.

6 - Le jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article 25 du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics et notamment selon les critères fixés au RPAO (prix : 40 %, délai d'exécution : 35 % et valeur technique : 25 %).

7 - Les justifications à produire concernant les qualités et les capacités exigées des candidats sont :

- un dossier de références en travaux de même nature ou de nature comparable ;
- une liste de ses moyens humains et matériels ainsi que de ceux de ses éventuels sous-traitants.

8 - Les justifications à produire concernant l'entreprise sont :

- un certificat attestant que l'entrepreneur est à jour de ses cotisations auprès de la Caisse de prévoyance sociale (la date de validité de ce certificat ne devra pas être antérieure à un (1) mois de la date limite de remise des offres) ;

- les certifications par l'administration fiscale (direction des impôts et des contributions publiques et Trésor public) attestant, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années) ;
- une déclaration sur l'honneur affirmant ne pas tomber sous le coup d'une interdiction découlant de l'article 9 du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics ;
- en cas de redressement judiciaire le candidat fournira une copie du ou des jugements prononcés et lorsqu'il est en période d'observation, une attestation du juge-commissaire l'habilitant à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

*Le directeur général  
du port autonome de Papeete,  
Mario BANNER-MARTIN.*

**AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 2015-3**  
(Date d'envoi à la publication : jeudi 2 avril 2015)

1 - Le port autonome de Papeete lance un appel d'offres ouvert pour l'attribution des travaux d'aménagement VRD tranche 2015 situés au terminal de commerce international.

Le délai est laissé au choix du candidat avec un plafond de 14 semaines.

Le marché sera conclu à l'entreprise générale ou avec un groupement d'entreprises.

2 - Les entreprises intéressées peuvent consulter gratuitement le dossier d'appel d'offres au bureau d'études du port autonome de Papeete ou obtenir le lien de téléchargement du dossier à l'adresse e-mail : [ao@portppt.pf](mailto:ao@portppt.pf). Le dossier papier complet peut être obtenu, contre paiement, à la subdivision commerciale du port autonome de Papeete (contact e-mail : [commercial@portppt.pf](mailto:commercial@portppt.pf)).

3 - Les conditions auxquelles doivent répondre les offres et notamment le modèle suivant lequel elles doivent être présentées, sont indiquées dans le règlement particulier de l'appel d'offres (RPAO).

4 - La date et l'heure limites de remise des offres sont fixées au jeudi 7 mai à 13 h 30. Les offres devront être

remises contre récépissé au secrétariat de la division technique du port autonome de Papeete.

5 - Le délai pendant lequel les candidats resteront engagés par leur offre, est de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée au 4) ci-dessus.

6 - Le jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article 25 du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics et notamment selon les critères fixés au RPAO (prix : 40 %, délai d'exécution : 35 % et valeur technique : 25 %).

7 - Les justifications à produire concernant les qualités et les capacités exigées des candidats sont :

- un dossier de références en travaux de même nature ou de nature comparable ;
- une liste de ses moyens humains et matériels ainsi que de ceux de ses éventuels sous-traitants.

8 - Les justifications à produire concernant l'entreprise sont :

- un certificat attestant que l'entrepreneur est à jour de ses cotisations auprès de la Caisse de prévoyance sociale (la date de validité de ce certificat ne devra pas être antérieure à un (1) mois de la date limite de remise des offres) ;
- les certifications par l'administration fiscale (direction des impôts et des contributions publiques et Trésor public) attestant, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années) ;
- une déclaration sur l'honneur affirmant ne pas tomber sous le coup d'une interdiction découlant de l'article 9 du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics ;
- en cas de redressement judiciaire le candidat fournira une copie du ou des jugements prononcés et lorsqu'il est en période d'observation, une attestation du juge-commissaire l'habilitant à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

*Le directeur général  
du port autonome de Papeete,  
Mario BANNER-MARTIN.*